

Art. 22. Toutes les dispositions du Code pénal, en ce compris les dispositions du chapitre VII, sont applicables aux infractions rendues punissables par le présent décret.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 23. Le décret du 3 mai 1989 portant agrément des services d'adoption n'est plus d'application aux adoptions qui sont régies par le présent décret.

Art. 24. Le Gouvernement flamand fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret ainsi que les dispositions transitoires relatives aux demandes qui ont été enregistrées auprès d'un service d'adoption agréé avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Le Gouvernement flamand peut déterminer que les candidats-adoptants qui ont déjà réalisé une adoption conformément au décret du 3 mai 1989 portant agrément des services d'adoption, ne relèvent pas, pour une deuxième ou troisième adoption et le cas échéant dans certaines conditions, de l'application du présent décret ou sont exempts de certaines dispositions du présent décret.

Le Gouvernement flamand peut stipuler que les candidats-adoptants qui prouvent avoir suivi un programme de préparation collectif, sont exemptés dans certaines conditions de certaines dispositions du présent décret.

Art. 25. Le Gouvernement flamand désigne l'instance qui intervient comme Autorité centrale telle que définie dans le présent décret.

Art. 26. L'Autorité centrale flamande exerce le contrôle sur le respect des dispositions du présent décret. L'Autorité centrale flamande élaborera à cette fin un régime de réclamations.

Le Gouvernement flamand peut fixer les modalités du contrôle et définir la compétence de l'Autorité centrale flamande.

L'Autorité centrale flamande prend, en concertation avec l'Autorité centrale fédérale, les mesures appropriées visant au respect du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 juillet 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,
L. MARTENS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 97 — 2123

[C - 97/29337]

24 JUILLET 1997. — Décret définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er} — Champ d'application et définitions

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique à l'enseignement fondamental et à l'enseignement secondaire ordinaires et spéciaux organisés ou subventionnés par la Communauté française.

Art. 2. L'enseignement fondamental comprend le niveau maternel et le niveau primaire. Il est organisé ou subventionné sous la forme d'un enseignement ordinaire, d'un enseignement spécial accessible aux élèves visés aux articles 1^{er} et 4 de la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial et intégré, d'un enseignement intégré organisé conformément à l'article 5bis, de la même loi.

Un établissement qui organise à la fois l'enseignement maternel et l'enseignement primaire est appelé école fondamentale. Un établissement qui organise uniquement l'enseignement maternel est appelé école maternelle. Un établissement qui organise uniquement l'enseignement primaire est appelé école primaire.

Art. 3. L'enseignement secondaire est organisé ou subventionné sous la forme d'un enseignement ordinaire, d'un enseignement spécial accessible aux élèves visés aux articles 1^{er} et 4 de la loi du 6 juillet 1970 précitée, d'un enseignement intégré organisé conformément à l'article 5bis, de la même loi.

Art. 4. L'enseignement secondaire ordinaire comprend six années d'études qui peuvent être suivies d'une part d'une des années supplémentaires visées à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale de l'enseignement secondaire, d'autre part du quatrième degré de deux ou trois ans, visé à l'article 2, § 3 de la même loi.

Session 1996-1997

Documents du Conseil. — n° 1152 - n° 1 : Projet de décret; n°s 2 à 61 : Amendements de Commission; n° 62 : Rapport; n°s 63 à 70 : Amendements de séance.

Comptes rendus intégraux. — Discussion : séances des 16 et 17 juillet 1997. — Adoption : séance du 17 juillet 1997.

L'enseignement secondaire ordinaire est organisé ou subventionné sous la forme d'un enseignement secondaire de plein exercice et sous la forme d'un enseignement secondaire à horaire réduit, conformément d'une part à l'article 2, alinéa 1^{er}, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement à horaire réduit et d'autre part à l'article 1^{er}, de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire. L'enseignement secondaire à horaire réduit peut être organisé selon une périodicité différente de celle de l'année scolaire.

L'enseignement secondaire de plein exercice est commun à tous les élèves pour les deux premières années, ci-après dénommées premier degré.

Afin de permettre un parcours pédagogique différencié et mieux adapté aux besoins de certains élèves, les deux premières années de l'enseignement secondaire peuvent également être organisée de manière différenciée, conformément à l'article 2, § 2, de la loi du 19 juillet 1971 précitée.

Les troisième, quatrième, cinquième et sixième années de l'enseignement secondaire sont organisées en deux sections :

1° la section de transition, comprenant les humanités générales et technologiques, qui visent à la préparation aux études supérieures mais permettent aussi l'entrée dans la vie active;

2° la section de qualification, comprenant les humanités professionnelles et techniques, qui visent à préparer l'entrée dans la vie active par l'attribution d'un certificat de qualification mais permettent aussi l'accès aux études supérieures.

Dans le cadre du présent décret, les termes "deuxième degré" visent également les troisième et quatrième années de l'enseignement secondaire de type II, les termes "troisième degré" visent également les cinquième et sixième années de l'enseignement secondaire de type II.

Art. 5. Dans l'ensemble de la législation et de la réglementation relative aux niveaux d'enseignement visés au présent chapitre, sont retenues les définitions suivantes :

1° compétence : aptitude à mettre en oeuvre un ensemble organisé de savoirs, de savoir-faire et d'attitudes permettant d'accomplir un certain nombre de tâches;

2° socles de compétences : référentiel présentant de manière structurée les compétences de base à exercer jusqu'au terme des huit premières années de l'enseignement obligatoire et celles qui sont à maîtriser à la fin de chacune des étapes de celles-ci parce qu'elles sont considérées comme nécessaires à l'insertion sociale et à la poursuite des études;

3° compétences terminales : référentiel présentant de manière structurée les compétences dont la maîtrise à un niveau déterminé est attendue à la fin de l'enseignement secondaire;

4° compétences disciplinaires : référentiel présentant de manière structurée les compétences à acquérir dans une discipline scolaire;

5° profil de qualification : référentiel décrivant les activités et les compétences exercées par des travailleurs accomplis tels qu'ils se trouvent dans l'entreprise;

6° profil de formation : référentiel présentant de manière structurée les compétences à acquérir en vue de l'obtention d'un certificat de qualification;

7° profil de formation spécifique : référentiel présentant de manière structurée les compétences à acquérir en vue de l'obtention d'un certificat de qualification spécifique ou d'une attestation de compétences acquises;

8° programmes d'études : référentiel de situations d'apprentissage, de contenus d'apprentissage, obligatoires ou facultatifs, et d'orientations méthodologiques qu'un pouvoir organisateur définit afin d'atteindre les compétences fixées par le Gouvernement pour une année, un degré ou un cycle;

9° compétences transversales : attitudes, démarches mentales et démarches méthodologiques communes aux différentes disciplines à acquérir et à mettre en oeuvre au cours de l'élaboration des différents savoirs et savoir-faire; leur maîtrise vise à une autonomie croissante d'apprentissage des élèves;

10° évaluation formative : évaluation effectuée en cours d'activité et visant à apprécier le progrès accompli par l'élève et à comprendre la nature des difficultés qu'il rencontre lors d'un apprentissage; elle a pour but d'améliorer, de corriger ou de réajuster le cheminement de l'élève; elle se fonde en partie sur l'auto-évaluation;

11° épreuves à caractère sommatif : épreuves situées à la fin d'une séquence d'apprentissage et visant à établir le bilan des acquis des élèves;

12° pédagogie différenciée : démarche d'enseignement qui consiste à varier les méthodes pour tenir compte de l'hétérogénéité des classes ainsi que de la diversité des modes et des besoins d'apprentissage des élèves;

13° pilotage : dispositif constitué des commissions centrales, des groupes de travail, des commissions de programmes et des commissions d'outils d'évaluation visant à mettre en oeuvre les objectifs généraux et particuliers définis conformément au décret.

CHAPITRE II. — *Des objectifs généraux de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire*

Art. 6. La Communauté française, pour l'enseignement qu'elle organise, et tout pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné, poursuivent simultanément et sans hiérarchie les objectifs suivants :

1°) promouvoir la confiance en soi et le développement de la personne de chacun des élèves;

2°) amener tous les élèves à s'approprier des savoirs et à acquérir des compétences qui les rendent aptes à apprendre toute leur vie et à prendre une place active dans la vie économique, sociale et culturelle;

3°) préparer tous les élèves à être des citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures;

4°) assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale.

Art. 7. La Communauté française pour l'enseignement qu'elle organise et tout pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné peuvent autoriser les établissements qu'ils organisent, dans le cadre de leur projet visé à l'article 67, à aménager l'horaire hebdomadaire de façon à mettre en oeuvre des activités, par discipline ou pour un ensemble de disciplines, permettant d'atteindre les objectifs généraux visés à l'article 6.

Art. 8. Pour atteindre les objectifs généraux visés à l'article 6, les savoirs et les savoir-faire, qu'ils soient construits par les élèves eux-mêmes ou qu'ils soient transmis, sont placés dans la perspective de l'acquisition de compétences. Celles-ci s'acquiert tant dans les cours que dans les autres activités éducatives et, de manière générale, dans l'organisation de la vie quotidienne à l'école. A cet effet, la Communauté française pour l'enseignement qu'elle organise, et tout pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné, veillent à ce que chaque établissement :

- 1°) mette l'élève dans des situations qui l'incitent à mobiliser dans une même démarche des compétences transversales et disciplinaires y compris les savoirs et savoir-faire y afférents;
- 2°) privilégie les activités de découverte, de production et de création;
- 3°) articule théorie et pratique, permettant notamment la construction de concepts à partir de la pratique;
- 4°) équilibre les temps de travail individuel et collectif, développe la capacité de consentir des efforts pour atteindre un but;
- 5°) fasse respecter par chaque élève l'obligation de participer à toutes les activités liées à la certification organisée par l'établissement, et d'accomplir les tâches qui en découlent;
- 6°) intègre l'orientation au sein même du processus éducatif, notamment en favorisant l'éveil aux professions et en informant les élèves à propos des filières de formation;
- 7°) recoure aux technologies de la communication et de l'information, dans la mesure où elles sont des outils de développement, d'accès à l'autonomie et d'individualisation des parcours d'apprentissage;
- 8°) suscite le goût de la culture et de la créativité et favorise la participation à des activités culturelles et sportives par une collaboration avec les acteurs concernés;
- 9°) éduque au respect de la personnalité et des convictions de chacun, au devoir de proscrire la violence tant morale que physique et mette en place des pratiques démocratiques de citoyenneté responsable au sein de l'école;
- 10°) participe à la vie de son quartier ou de son village et, partant, de sa commune, et s'y intègre de manière harmonieuse notamment en ouvrant ses portes au débat démocratique.

Art. 9. La Communauté française, pour l'enseignement qu'elle organise, et tout pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné, adapte la définition des programmes d'études et leur projet pédagogique :

- 1°) aux objectifs généraux de l'enseignement définis à l'article 6;
- 2°) à l'apprentissage, à l'approfondissement et à la maîtrise de la langue française;
- 3°) à l'apprentissage des outils de la mathématique;
- 4°) à l'intérêt de connaître des langues autres que le français et, principalement, de communiquer dans ces langues;
- 5°) à l'importance des arts, de l'éducation aux médias et de l'expression corporelle;
- 6°) à la compréhension des sciences et des techniques et à leur interdépendance;
- 7°) à la transmission de l'héritage culturel dans tous ses aspects et à la découverte d'autres cultures, qui, ensemble, donnent des signes de reconnaissance et contribuent à tisser le lien social;
- 8°) à la sauvegarde de la mémoire des événements qui aident à comprendre le passé et le présent, dans la perspective d'un attachement personnel et collectif aux idéaux qui fondent la démocratie;
- 9°) à la compréhension du milieu de vie, de l'histoire et, plus particulièrement, aux raisons et aux conséquences de l'unification européenne;
- 10°) à la compréhension du système politique belge.

Art. 10. La Communauté française, pour l'enseignement qu'elle organise, et tout pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné, veillent à :

- 1° proscrire toute mesure susceptible d'instaurer une hiérarchie entre établissements ou entre sections et formes d'enseignement organisées dans l'enseignement secondaire;
- 2° considérer les différentes formes et sections comme différentes manières d'atteindre les objectifs généraux du décret;
- 3° assurer un accès égal à toutes les formations aux filles et aux garçons.

Le passage entre sections et formes différentes d'enseignement est autorisé, selon les modalités que le Gouvernement détermine.

Art. 11. La Communauté française, pour l'enseignement qu'elle organise, et tout pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné, veillent à ce que les établissements dont ils sont responsables prennent en compte les origines sociales et culturelles des élèves afin d'assurer à chacun des chances égales d'insertion sociale, professionnelle et culturelle.

CHAPITRE III. — *Des objectifs particuliers communs à l'enseignement fondamental et au 1^{er} degré de l'enseignement secondaire*

Section 1^{re}. — Des cycles et des socles de compétences

Art. 12. L'enseignement maternel poursuit tous les objectifs généraux fixés à l'article 6 et vise particulièrement à :

- 1° développer la prise de conscience par l'enfant de ses potentialités propres et favoriser, à travers des activités créatrices, l'expression de soi;
- 2° développer la socialisation;
- 3° développer des apprentissages cognitifs, sociaux, affectifs et psycho-moteurs;
- 4° déceler les difficultés et les handicaps des enfants et leur apporter les remédiations nécessaires.

Art. 13. § 1^{er}. La formation de l'enseignement maternel et des huit premières années de la scolarité obligatoire constitue un continuum pédagogique structuré en trois étapes, visant à assurer à tous les élèves, les socles de compétences nécessaires à leur insertion sociale et à la poursuite de leurs études.

§ 2. Les étapes visées au § 1^{er} sont :

- 1° de l'entrée dans l'enseignement fondamental à la fin de la deuxième année primaire;
- 2° de la troisième à la sixième années primaires;
- 3° les deux premières années de l'enseignement secondaire.

§ 3. La première étape est organisée en deux cycles :

- 1° de l'entrée en maternelle à 5 ans;
- 2° de 5 ans à la fin de la deuxième année primaire.

La deuxième étape est organisée en deux cycles :

- 1° les troisième et quatrième années primaires;
- 2° les cinquième et sixième années primaires.

La troisième étape est organisée en un seul cycle.

§ 4. Sur proposition du Conseil supérieur de l'Enseignement spécial créé par la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial et intégré, le Gouvernement peut adapter le continuum pédagogique visé aux §§ 2 et 3 pour l'enseignement spécial et intégré.

Art. 14. Tout établissement organisant l'enseignement fondamental ou primaire ou le premier degré d'enseignement secondaire définit, dans son projet visé à l'article 67, les moyens qu'il mettra en oeuvre pour faciliter la transition entre les deux dernières années de l'enseignement primaire et le premier degré de l'enseignement secondaire. Ces moyens pourront comprendre notamment l'échange de documents pédagogiques et d'informations relatives à la maîtrise des socles de compétences, à la réalisation d'activités en commun et, de manière plus générale, aux concertations en matière de projets d'établissement.

Art. 15. Chaque établissement d'enseignement permet à chaque élève de progresser à son rythme, en pratiquant l'évaluation formative et la pédagogie différenciée.

L'élève amené à parcourir la deuxième étape de l'enseignement obligatoire en cinq ans plutôt qu'en quatre ou le premier degré de l'enseignement secondaire en trois ans plutôt qu'en deux peut suivre l'année complémentaire adaptée à ses besoins d'apprentissage dans le même établissement.

Le projet d'établissement visé à l'article 67 fixe les modalités selon lesquelles est organisé le parcours en trois ans du premier degré ou en cinq ans de la deuxième étape de l'enseignement obligatoire.

Art. 16. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine les socles de compétences et les soumet à la sanction du Parlement.

§ 2. Des groupes de travail sont créés, selon les modalités que fixe le Gouvernement, afin d'élaborer les socles de compétences en distinguant les trois étapes visées à l'article 13.

Les groupes de travail transmettent leurs propositions relatives aux socles de compétences respectivement au Conseil général de l'enseignement fondamental créé par le décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental et au Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire créé par le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire.

S'ils l'estiment nécessaire, les Conseils généraux amendent ces propositions. Ils transmettent au Gouvernement les propositions telles qu'ils les ont amendées et les propositions originales des groupes de travail.

Selon leur objet, les groupes de travail sont composés de représentants de l'enseignement fondamental ou de l'enseignement secondaire ainsi que de l'inspection. Les groupes de travail entendent, à titre d'expert, toute personne qu'ils jugent utile. Les groupes de travail tiennent aussi des réunions communes afin d'harmoniser les propositions relatives à l'enseignement fondamental et à l'enseignement secondaire.

§ 3. Les socles de compétences accordent la priorité à l'apprentissage de la lecture centrée sur la maîtrise du sens, à la production d'écrits et à la communication orale ainsi qu'à la maîtrise des outils mathématiques de base dans le cadre de la résolution de problèmes. Ils définissent les compétences communicatives dans une langue autre que le français qui sont attendues à la fin du premier degré.

Les autres activités éducatives visent également les objectifs généraux fixés à l'alinéa 1^{er}. Ces activités s'inscrivent dans les domaines suivants, qui font partie de la formation commune obligatoire : la structuration du temps et de l'espace, l'éducation psychomotrice et corporelle, l'éveil puis l'initiation à l'histoire et la géographie, l'éducation artistique, l'éducation par la technologie, l'initiation scientifique, la découverte de l'environnement, l'éducation aux médias, l'apprentissage de comportements sociaux et de la citoyenneté.

Sur proposition du Conseil supérieur visé à l'article 13, § 4, les priorités indiquées à l'alinéa 1^{er} ainsi que les activités visées à l'alinéa 2 sont adaptées aux besoins particuliers des élèves handicapés qui fréquentent l'enseignement ordinaire ou l'enseignement spécial.

Art. 17. § 1^{er}. Pour l'enseignement de la Communauté française, le Gouvernement fixe les programmes d'études des cycles et années visés au présent chapitre.

§ 2. Pour l'enseignement subventionné, le Gouvernement approuve les programmes d'études des cycles et années visés au présent chapitre, après avoir pris l'avis de la Commission des programmes.

§ 3. Il est créé une Commission des programmes, selon les modalités que fixe le Gouvernement.

La Commission des programmes vérifie si les programmes d'études permettent d'atteindre les socles de compétences.

Le contrôle de la Commission des programmes ne porte pas sur les méthodes pédagogiques.

§ 4. Les programmes d'études sont de la compétence des pouvoirs organisateurs qui peuvent la déléguer à l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs auquel ils adhèrent.

Dans l'enseignement subventionné organisé par des pouvoirs publics, la durée de la délégation visée à l'alinéa 1^{er} ne peut excéder le terme du mandat électif de ce pouvoir.

Dans l'enseignement libre subventionné, la durée de la délégation visée à l'alinéa 1^{er} est de six ans renouvelable.

Le Gouvernement détermine les modalités de la délégation.

§ 5. Les programmes d'études proposent des situations d'apprentissage et indiquent des contenus d'apprentissage, qui peuvent être obligatoires ou facultatifs. Ils fournissent des orientations méthodologiques. Les situations et contenus d'apprentissage ainsi que les orientations méthodologiques doivent permettre d'atteindre les socles de compétences.

Art. 18. Les services pédagogiques de la Communauté française et ceux des différents pouvoirs organisateurs pour l'enseignement subventionné produisent des outils pédagogiques qui permettent d'atteindre les socles de compétences. Ces outils pédagogiques peuvent être utilisés par n'importe quel établissement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Le Gouvernement, après avoir pris l'avis des Conseils généraux visés à l'article 16, arrête les modalités de leur diffusion au bénéfice de l'ensemble des pouvoirs organisateurs.

Des outils pédagogiques propres à l'enseignement spécial peuvent également être créés en complément aux outils communs à tous.

Art. 19. Il est créé une Commission des outils d'évaluation relatifs aux socles de compétences, selon les modalités que fixe le Gouvernement.

Cette Commission produit des batteries d'épreuves d'évaluation étalonnées et correspondant aux socles de compétences.

Le Gouvernement les diffuse, à titre indicatif, auprès de tous les établissements organisés ou subventionnés par la Communauté française, selon les modalités qu'il définit. Ces batteries d'épreuves sont également communiquées aux institutions chargées de la formation initiale ou continuée des enseignants.

Ces batteries d'épreuves d'évaluation peuvent également être adaptées pour l'enseignement spécial ou intégré, en fonction du handicap et en complément des batteries communes à tous.

Art. 20. Pour les étapes et cycles d'études visés à l'article 13, le contrôle du niveau des études visé aux articles 6 et 24 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement comprend aussi la vérification :

- 1° de l'adéquation entre les activités proposées aux élèves et les socles de compétences;
- 2° du respect des priorités fixées dans les socles de compétences;
- 3° de l'équivalence du niveau des épreuves d'évaluation administrées aux élèves à celui des épreuves produites par la Commission des outils d'évaluation visée à l'article 19.

Section 2. — De l'orientation après les huit premières années de scolarité obligatoire

Art. 21. A l'issue des huit premières années de la scolarité obligatoire, les élèves sont orientés vers la forme d'enseignement la mieux adaptée à leurs aspirations et à leurs capacités.

Art. 22. Le conseil de classe est responsable de l'orientation. Il associe à cette fin le centre psycho-médico-social et les parents. A cet effet, il guide chaque élève dans la construction d'un projet de vie scolaire et professionnelle selon les modalités décrites à l'article 67.

Art. 23. En collaboration avec le Centre psycho-médico-social, chaque établissement d'enseignement secondaire communique aux élèves du premier degré ainsi qu'à leurs parents, une information complète :

- 1° sur les formations organisées aux 2^e et 3^e degrés des Humanités professionnelles et techniques, en ce compris les formations artistiques;
- 2° sur les formations organisées aux 2^e et 3^e degrés des Humanités générales et technologiques, en ce compris les formations artistiques;
- 3° sur les formations en alternance organisées conformément aux dispositions de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire.

Chaque établissement d'enseignement secondaire met en contact les élèves du premier degré par des visites ou de courts stages d'observation avec des établissements d'enseignement de même caractère organisant tant la section de transition que la section de qualification.

L'information, les visites et les stages favorisent une orientation positive des élèves à l'issue du premier degré.

CHAPITRE IV. — Des objectifs particuliers des Humanités générales et technologiques

Section 1^{re}. — Des compétences et des savoirs requis à l'issue des Humanités générales et technologiques

Art. 24. Les Humanités générales et technologiques assurent une formation humaniste, dans la perspective des objectifs généraux définis à l'article 6.

Art. 25. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine et soumet à la sanction du Parlement :

- 1° les compétences terminales et savoirs communs requis de l'ensemble des élèves à l'issue de la section de transition;
- 2° les compétences terminales et savoirs requis dans les différentes disciplines de la section de transition;
- 3° les compétences minimales en matière de communication dans une langue moderne autre que le français à l'issue de la section de transition.

§ 2. Des groupes de travail sont créés, selon les modalités que fixe le Gouvernement, afin d'élaborer les différents savoirs et compétences.

Les groupes de travail transmettent leurs propositions relatives aux savoirs et compétences au Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 16.

S'il l'estime nécessaire, le Conseil général amende ces propositions. Il transmet au Gouvernement les propositions telles qu'il les a amendées et les propositions originales des groupes de travail.

Les groupes de travail sont composés de représentants de l'enseignement secondaire, de l'inspection et de l'enseignement supérieur. Les groupes de travail entendent, à titre d'expert, toute personne qu'ils jugent utile. Le nombre total des représentants de l'enseignement supérieur ne peut être supérieur au nombre de représentants de l'enseignement secondaire.

Art. 26. § 1^{er}. Le Gouvernement peut déterminer et soumettre à la sanction du Parlement :

1° les compétences et savoirs communs requis de l'ensemble des élèves à l'issue du deuxième degré de la section de transition;

2° les compétences et savoirs requis dans les différentes disciplines à l'issue du deuxième degré de la section de transition;

§ 2. Des groupes de travail sont créés, selon les modalités que fixe le Gouvernement, afin d'élaborer les différents savoirs et compétences.

Les groupes de travail transmettent leurs propositions relatives aux savoirs et compétences au Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 16.

S'il l'estime nécessaire, le Conseil général amende ces propositions. Il transmet au Gouvernement les propositions telles qu'il les a amendées et les propositions originales des groupes de travail.

Les groupes de travail sont composés de représentants de l'enseignement secondaire et de l'inspection. Les groupes de travail entendent, à titre d'expert, toute personne qu'ils jugent utile.

La définition des compétences et savoirs requis à l'issue du deuxième degré tient compte des compétences et savoirs terminaux fixés en application de l'article 25.

Art. 27. § 1^{er}. Pour l'enseignement de la Communauté française, le Gouvernement fixe, dans le respect des compétences et savoirs définis aux articles 25 et 26, les programmes d'études des degrés et années visés au présent chapitre.

§ 2. Pour l'enseignement subventionné, le Gouvernement approuve, dans le respect des compétences et savoirs définis aux articles 25 et 26, les programmes d'études des degrés et années visés au présent chapitre, après avoir pris l'avis de la Commission des programmes des Humanités générales et technologiques.

§ 3. Il est créé une Commission des programmes des Humanités générales et technologiques, selon les modalités que fixe le Gouvernement.

La Commission des programmes vérifie si les programmes d'études sont de nature à atteindre les compétences et savoirs visés aux articles 25 et 26.

Le contrôle de la Commission des programmes ne porte pas sur les méthodes pédagogiques.

§ 4. Les programmes d'études sont de la compétence des pouvoirs organisateurs qui peuvent la déléguer à l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs auquel ils adhèrent.

Dans l'enseignement subventionné organisé par des pouvoirs publics, la durée de la délégation visée à l'alinéa 1^{er} ne peut excéder le terme du mandat électif de ce pouvoir.

Dans l'enseignement libre subventionné, la durée de la délégation visée à l'alinéa 1^{er} est de six ans renouvelable.

Le Gouvernement détermine les modalités de la délégation.

§ 5. Les programmes d'études proposent des situations d'apprentissage et indiquent des contenus d'apprentissage, qui peuvent être obligatoires ou facultatifs. Ils fournissent des orientations méthodologiques. Les situations et contenus d'apprentissage ainsi que les orientations méthodologiques doivent permettre d'acquérir les compétences et savoirs visés aux articles 25 et 26.

Art. 28. Les services pédagogiques de la Communauté française et ceux des différents pouvoirs organisateurs pour l'enseignement subventionné produisent des outils pédagogiques propres à faciliter la mise en oeuvre des compétences et savoirs visés aux articles 25 et 26. Ces outils pédagogiques peuvent être utilisés par n'importe quel établissement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Le Gouvernement, après avoir pris l'avis des Conseils généraux visés à l'article 16, arrête les modalités de leur diffusion au bénéfice de l'ensemble des pouvoirs organisateurs.

Des outils pédagogiques propres à l'enseignement spécial peuvent également être créés en complément aux outils communs à tous.

Art. 29. Il est créé une Commission des outils d'évaluation des Humanités générales et technologiques.

Cette Commission produit des batteries d'épreuves d'évaluation étalonnées et correspondant aux compétences et savoirs fixés aux articles 25 et 26.

Le gouvernement les diffuse, à titre indicatif, auprès de tous les établissements organisés ou subventionnés par la Communauté française selon les modalités qu'il définit. Ces batteries d'épreuves sont également communiquées aux institutions chargées de la formation initiale ou continuée des enseignants.

Les batteries d'épreuves d'évaluation peuvent également être adaptées pour l'enseignement spécial ou intégré, en fonction du handicap et en complément des batteries communes à tous.

Art. 30. Dans le cadre de son projet, visé à l'article 67, chaque établissement peut répartir les volumes-horaires réservés à une, plusieurs ou toutes les disciplines dans des ensembles fonctionnels d'études s'étendant sur plusieurs semaines. Il peut aussi regrouper le temps réservé à plusieurs disciplines pour des activités interdisciplinaires ou culturelles. La seule obligation de l'établissement, lorsqu'il fait appel à la présente disposition, est d'indiquer comment les procédures particulières qu'il met en oeuvre, sont de nature à atteindre les objectifs généraux visés à l'article 6 et les compétences et savoirs visés aux articles 25 et 26, dans le cadre des programmes d'études adoptés par son pouvoir organisateur.

A l'exception des cours de religion et de morale non confessionnelle et d'éducation physique, les cours qui comptent un volume horaire de moins de trois périodes hebdomadaires peuvent être regroupés sur une année du degré ou sur un semestre par année.

Art. 31. Pour les années d'études visées au présent chapitre, le contrôle du niveau des études visé aux articles 6 et 24 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement comprend aussi la vérification :

1° de l'adéquation entre les activités proposées aux élèves et les compétences et savoirs requis;

2° de l'équivalence du niveau des épreuves d'évaluation administrées aux élèves à celui des épreuves produites par la Commission des outils d'évaluation visée à l'article 29.

Section 2. — De l'orientation au cours et au terme des Humanités générales et technologiques

Art. 32. § 1^{er}. L'orientation associe les équipes d'enseignants, les centres psycho-médico-sociaux, les parents, les élèves. Elle est une des tâches essentielles du Conseil de classe.

§ 2. Le Gouvernement met à la disposition des établissements d'enseignement secondaire des informations relatives aux études supérieures avec indication des exigences propres à chacune des filières.

Le Gouvernement veille à la concordance entre les exigences à l'entrée dans l'enseignement supérieur et les compétences et savoirs définis à l'article 25 et les batteries d'épreuves produites par la Commission des outils d'évaluation visée à l'article 29.

A la demande de l'élève inscrit en dernière année des Humanités générales et technologiques, le centre psycho-médico-social associé à l'établissement amène l'élève à découvrir ses motivations et ses capacités à mener à bien ses projets.

Dans le cadre de son projet, visé à l'article 67, chaque établissement peut affecter l'équivalent de deux semaines réparties sur l'ensemble du troisième degré à des activités destinées à favoriser la maturation par les élèves de leurs choix professionnels et des choix d'études qui en résultent. Ces activités font partie des études régulières de l'élève. Les membres du personnel qui coordonnent et guident ces activités sont en activité de service.

Section 3. — Des crédits d'études obtenus dans les Humanités générales et technologiques

Art. 33. Après avoir pris l'avis du Conseil général des Hautes Ecoles créé par le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'Enseignement supérieur en Hautes Ecoles, du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 16 et de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale créée par le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, le Gouvernement détermine les crédits d'études acquis dans le cadre de l'enseignement technique de transition qui sont valorisables dans l'enseignement supérieur organisé dans les Hautes Ecoles et dans l'enseignement de promotion sociale ainsi que les modalités de cette valorisation.

CHAPITRE V. — Des objectifs particuliers des Humanités professionnelles et techniques.

Section 1^{re}. — Des compétences et des savoirs requis en matière de formation humaniste à l'issue des Humanités professionnelles et techniques

Art. 34. Les Humanités professionnelles et techniques assurent une formation humaniste, dans la perspective des objectifs généraux définis à l'article 6.

Cette formation est réalisée par des cours généraux et par l'ensemble de la formation qualifiante.

La formation qualifiante vise la maîtrise des compétences fixées par un profil de formation défini conformément à l'article 6 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire.

Art. 35. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine et soumet à la sanction du Parlement :

1° les compétences terminales et les savoirs communs requis de l'ensemble des élèves à l'issue de la section de qualification débouchant sur la délivrance du certificat d'enseignement secondaire supérieur;

2° les compétences terminales et les savoirs communs requis de l'ensemble des élèves à l'issue de la section de qualification débouchant sur la délivrance du certificat d'études de sixième année professionnelle;

3° les compétences minimales en matière de communication dans une langue moderne autre que le français à l'issue de la section de qualification, lorsque l'apprentissage d'une langue moderne figure au programme d'études.

§ 2. Des groupes de travail sont créés, selon les modalités que fixe le Gouvernement, afin d'élaborer les différents savoirs et compétences.

Les groupes de travail transmettent leurs propositions relatives aux savoirs et compétences au Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 16.

S'il l'estime nécessaire, le Conseil général amende ces propositions. Il transmet au Gouvernement les propositions telles qu'il les a amendées et les propositions originales des groupes de travail.

Les groupes de travail sont composés de représentants de l'enseignement secondaire, de l'inspection, de l'enseignement supérieur et de la Commission communautaire des Professions et des Qualifications créée par le décret du 27 octobre 1994 précité. Les groupes de travail entendent, à titre d'expert, toute personne qu'ils jugent utile. Les représentants de l'enseignement supérieur et de la Commission communautaire des Professions et des Qualifications ne peuvent être ensemble en nombre supérieur à celui des représentants de l'enseignement secondaire.

Art. 36. § 1^{er}. Pour l'enseignement de la Communauté française, le Gouvernement fixe, dans le respect des compétences et savoirs définis à l'article 35, les programmes d'études des cours spécifiques à la formation humaniste durant les degrés et années visés au présent chapitre.

§ 2. Pour l'enseignement subventionné, le Gouvernement approuve, dans le respect des compétences et savoirs définis à l'article 35, les programmes d'études des cours spécifiques à la formation humaniste durant les degrés et années visés au présent chapitre, après avoir pris l'avis de la Commission des programmes des Humanités professionnelles et techniques.

§ 3. Il est créé une Commission des programmes des Humanités professionnelles et techniques, selon les modalités que fixe le Gouvernement.

La Commission des programmes vérifie si les programmes d'études sont de nature à acquérir les compétences et savoirs visés à l'article 35.

Le contrôle de la Commission des programmes ne porte pas sur les méthodes pédagogiques.

§ 4. Les programmes d'études sont de la compétence des pouvoirs organisateurs qui peuvent la déléguer à l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs auquel ils adhèrent.

Dans l'enseignement subventionné organisé par des pouvoirs publics, la durée de la délégation visée à l'alinéa 1^{er} ne peut excéder le terme du mandat électif de ce pouvoir.

Dans l'enseignement libre subventionné, la durée de la délégation visée à l'alinéa 1^{er} est de six ans renouvelable.

Le Gouvernement détermine les modalités de la délégation.

§ 5. Les programmes d'études proposent des situations d'apprentissage et indiquent des contenus d'apprentissage, qui peuvent être obligatoires ou facultatifs. Ils fournissent des orientations méthodologiques. Les situations et contenus d'apprentissage ainsi que les orientations méthodologiques doivent permettre d'acquérir les compétences et savoirs visés à l'article 35.

Art. 37. Les services pédagogiques de la Communauté française et ceux des différents pouvoirs organisateurs pour l'enseignement subventionné produisent des outils pédagogiques propres à faciliter la mise en œuvre des compétences et savoirs visés à l'article 35. Ces outils pédagogiques peuvent être utilisés par n'importe quel établissement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Le Gouvernement, après avoir pris l'avis des Conseils généraux visés à l'article 16, arrête les modalités de leur diffusion au bénéfice de l'ensemble des pouvoirs organisateurs.

Des outils pédagogiques propres à l'enseignement secondaire spécial peuvent également être créés en complément aux outils communs à tous.

Art. 38. Il est créé une Commission des outils d'évaluation des Humanités professionnelles et techniques, selon les modalités que fixe le Gouvernement.

Le Gouvernement diffuse, à titre indicatif, auprès de tous les établissements d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, selon les modalités qu'il définit, les batteries d'épreuves d'évaluation étalonnées et correspondant aux compétences et savoirs fixés à l'article 35 produites par cette Commission. Ces batteries d'épreuves sont également communiquées aux institutions chargées de la formation initiale des enseignants.

Les batteries d'épreuves d'évaluation visées à l'alinéa précédent peuvent également être adaptées pour l'enseignement spécial ou intégré, en fonction du handicap et en complément des batteries communes à tous.

Section 2. — Des compétences fixées par les profils de formation et de leur certification à l'issue des Humanités professionnelles et techniques

Art. 39. Le Gouvernement détermine, sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 16, les profils de formation visés à l'article 6 du décret du 27 octobre 1994 précité et les soumet à la sanction du Parlement.

Art. 40. Les profils de formation sont en relation avec les profils de qualification définis par la Commission communautaire des professions et qualifications visée à l'article 6 du même décret.

Les profils de qualification décrivent les activités et les compétences exercées par des travailleurs accomplis tels qu'ils se trouvent dans l'entreprise.

Art. 41. Les profils de formation sont réalisés en deux étapes :

1° la segmentation des profils de qualification en unités de compétences, c'est-à-dire en ensembles cohérents de compétences;

2° le regroupement des unités de compétences en profils cohérents de formation.

Art. 42. A l'issue de la section de qualification de l'enseignement secondaire, la réussite est certifiée en fonction de l'adéquation des compétences de l'étudiant au profil de formation.

Art. 43. A partir des profils de formation, le Gouvernement, après avoir pris l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 16, détermine et soumet à la sanction du Parlement :

1° le répertoire des options groupées, conformément à l'article 24 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice;

2° les conditions d'admission dans les diverses années, formes et options.

Art. 44. Le Gouvernement, sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 16, détermine des profils de formation spécifiques aux septièmes années d'enseignement secondaire de perfectionnement ou de spécialisation et aux quatrièmes degrés.

Art. 45. Le Gouvernement, sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 16, peut définir des profils de formation spécifiques à l'enseignement secondaire à horaire réduit.

Art. 46. Le Gouvernement, sur proposition de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale visée à l'article 33, peut définir des profils de formation spécifiques à l'enseignement de promotion sociale.

Art. 47. Le Gouvernement, sur proposition conjointe du Conseil supérieur de l'enseignement spécial visé à l'article 13 et du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 16, peut définir des profils de formation spécifiques à l'enseignement secondaire spécial de forme 3.

Art. 48. Le Gouvernement peut conclure des conventions avec la Commission communautaire francophone de la Région de Bruxelles-Capitale ou avec la Région wallonne visant à la mise en œuvre de profils de formation communs aux différents opérateurs de formation professionnelle dans le respect des compétences de la Communauté française en matière de certification.

Art. 49. Pour autant que les programmes d'études spécifiques assurent de manière identique la réalisation des objectifs de formation fixés en application des articles 35 et 39, le Gouvernement peut autoriser la réalisation de certains des profils de formation visés aux articles 39, 44 et 47 sous forme de :

- 1° formation en alternance, conformément au décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement à horaire réduit;
- 2° formation organisée par l'enseignement de promotion sociale;
- 3° formation organisée par l'enseignement spécial.

Art. 50. § 1^{er}. Pour l'enseignement de la Communauté française, le Gouvernement fixe, dans le respect des profils de formation visés aux articles 39, 44, 45, 47 et 49, les programmes d'études des degrés et années visés au présent chapitre.

§ 2. Pour l'enseignement subventionné, le Gouvernement approuve, dans le respect des profils de formation visés aux articles 39, 44, 45, 47 et 49, les programmes d'études des degrés et années visés au présent chapitre, après avoir pris l'avis de la Commission des programmes des Humanités professionnelles et techniques.

La Commission des programmes vérifie si les programmes d'études sont de nature à acquérir les compétences définies dans les profils de formation visés aux articles 39, 44, 45, 47 et 49.

Le contrôle de la Commission des programmes ne porte pas sur les méthodes pédagogiques.

§ 3. Les programmes d'études sont de la compétence des pouvoirs organisateurs qui peuvent la déléguer à l'organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs auquel ils adhèrent.

Dans l'enseignement subventionné organisé par des pouvoirs publics, la durée de la délégation visée à l'alinéa 1^{er} ne peut excéder le terme du mandat électif de ce pouvoir.

Dans l'enseignement libre subventionné, la durée de la délégation visée à l'alinéa 1^{er} est de six ans renouvelable.

Le Gouvernement détermine les modalités de la délégation.

§ 4. Les programmes d'études proposent des situations d'apprentissage et indiquent des contenus d'apprentissage, qui peuvent être obligatoires ou facultatifs. Ils fournissent des orientations méthodologiques. Les situations et contenus d'apprentissage ainsi que les orientations méthodologiques doivent permettre d'acquérir les compétences définies dans les profils de formation visés aux articles 39, 44, 45, 47 et 49.

Art. 51. Les services pédagogiques de la Communauté française et ceux des différents pouvoirs organisateurs pour l'enseignement subventionné produisent des outils pédagogiques propres à faciliter la mise en œuvre des profils de formation visés aux articles 39, 44, 45, 47 et 49. Ces outils pédagogiques peuvent être utilisés par n'importe quel établissement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Le Gouvernement, après avoir pris l'avis des Conseils généraux visés à l'article 16, arrête les modalités de leur diffusion au bénéfice de l'ensemble des pouvoirs organisateurs.

Des outils pédagogiques propres à l'enseignement secondaire spécial de forme 3 peuvent également être créés en complément aux outils communs à tous.

Art. 52. Le Gouvernement diffuse, à titre indicatif, auprès de tous les établissements d'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, selon les modalités qu'il définit, les batteries d'épreuves d'évaluation étalonnées et correspondant aux profils de formation visés aux articles 39, 44, 45, 47 et 49 produites par la Commission des outils d'évaluation des Humanités professionnelles et techniques visée à l'article 38. Il les diffuse également auprès des institutions chargées de la formation en cours de carrière des enseignants.

Les batteries d'épreuves d'évaluation visées à l'alinéa précédent peuvent également être adaptées pour l'enseignement secondaire spécial de forme 3, en fonction du handicap et en complément des batteries communes à tous.

Art. 53. Dans le cadre de son projet, visé à l'article 67, chaque établissement peut organiser une partie de la formation qualifiante dans le cadre de stages en entreprise.

Après avoir pris l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 16, le Gouvernement fixe, par degré, année, forme et option le nombre maximum de périodes hebdomadaires qui peuvent être organisées conformément à l'alinéa 1^{er}.

Toute formation qualifiante en entreprises fait l'objet d'une convention de stage dont le modèle est fixé par le Gouvernement. La convention garantit la qualité de la formation et son suivi pédagogique.

Art. 54. Dans le cadre de son projet, visé à l'article 67, chaque établissement peut répartir les volumes-horaires réservés à une, plusieurs ou toutes les disciplines, qu'il s'agisse des cours généraux ou de la formation qualifiante, dans des ensembles fonctionnels d'études s'étendant sur plusieurs semaines. Il peut aussi regrouper le temps réservé à plusieurs disciplines pour des activités interdisciplinaires ou culturelles. La seule obligation de l'établissement, lorsqu'il fait appel à la présente disposition, est d'indiquer que les procédures particulières qu'il met en œuvre, sont de nature à atteindre :

1° les objectifs généraux visés à l'article 6;

2° la formation globale visée à l'article 35;

3° les compétences définies dans les profils de formation visés aux articles 39, 44, 45, 46, 47 et 49 dans le cadre des programmes d'études adoptés par son pouvoir organisateur.

A l'exception des cours de religion et de morale non confessionnelle et d'éducation physique, les cours qui comptent un volume horaire de moins de trois périodes hebdomadaires peuvent être regroupés sur une année du degré ou sur un semestre par année.

Art. 55. Pour les années d'études visées au présent chapitre, le contrôle du niveau des études visé aux articles 6 et 24 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement comprend aussi la vérification :

1° de l'adéquation entre les activités proposées aux élèves et les compétences et savoirs requis;

2° de l'équivalence du niveau des épreuves d'évaluation administrées aux élèves à celui des épreuves produites par la Commission des outils d'évaluation visée aux articles 38 et 52.

Section 3. — Des crédits d'études obtenus dans les Humanités professionnelles et techniques

Art. 56. Après avoir pris l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 16, le Gouvernement détermine les crédits d'études qui peuvent être valorisés au sein d'un parcours de formation dans le cadre d'un des profils de formation visés aux articles 39, 44, 45 et 49 ainsi que les modalités de cette valorisation.

Art. 57. Après avoir pris l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 16 et du Conseil supérieur de l'enseignement spécial visé à l'article 13, le Gouvernement détermine les crédits d'études qui peuvent être valorisés au sein d'un parcours de formation dans le cadre d'un des profils de formation visés à l'article 47 ainsi que les modalités de cette valorisation.

Après avoir pris l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 16 de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale visée à l'article 33, le Gouvernement détermine les crédits d'études qui peuvent être valorisés au sein d'un parcours de formation dans le cadre d'un des profils de formation visés à l'article 46 ainsi que les modalités de cette valorisation.

Art. 58. Après avoir pris l'avis du Conseil général des Hautes Ecoles visé à l'article 33, du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire visé à l'article 16 et de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale visée à l'article 33, le Gouvernement détermine les crédits d'études acquis dans le cadre d'un profil de formation qui sont valorisables dans l'enseignement supérieur, organisé dans les Hautes Ecoles et dans l'enseignement de promotion sociale, ainsi que les modalités de cette valorisation.

Section 4. — De l'orientation au cours et au terme des Humanités professionnelles et techniques

Art. 59. L'orientation associe les équipes d'enseignants, les centres psycho-médico-sociaux, les parents, les élèves. L'orientation est une des tâches essentielles du Conseil de classe.

Art. 60. Le Gouvernement met à la disposition des établissements d'enseignement secondaire des informations relatives aux études supérieures avec indication des exigences propres à chacune des filières.

Le Gouvernement veille à la concordance entre les exigences de formation globale à l'entrée dans l'enseignement supérieur et les compétences et savoirs définis à l'article 35, § 1^{er}, 1^o, ainsi qu'avec les batteries d'épreuves étalonnées visées à l'article 52.

A la demande de l'élève inscrit en sixième ou en septième année des Humanités professionnelles et techniques, le centre psycho-médico-social associé à l'établissement amène l'élève à découvrir ses motivations et ses capacités à mener à bien ses projets.

Dans le cadre de son projet, visé à l'article 67, chaque établissement peut affecter l'équivalent de deux semaines réparties sur l'ensemble du troisième degré à des activités destinées à favoriser la maturation par les élèves de leurs choix professionnels et des choix d'études qui en résultent. Ces activités font partie des études régulières de l'élève. Les membres du personnel qui coordonnent et guident ces activités sont en activité de service.

Les dispositions visées à l'alinéa précédent ne peuvent conduire l'élève à dépasser les limites d'activités extérieures à l'établissement scolaire fixées en application de l'article 53, alinéa 2.

CHAPITRE VI. — *Du pilotage*

Art. 61. § 1^{er}. Il est créé deux Commissions centrales de pilotage l'une pour l'enseignement fondamental, l'autre pour l'enseignement secondaire, chargées de coordonner et de contrôler, chacune pour ce qui la concerne, le suivi des groupes de travail visés aux articles 16, 25, 26 et 35, des Commissions de programme visées aux articles 17, 27, 36 et 50, des Commissions des outils d'évaluation visées aux articles 19, 29, 38 et 52.

Chacune des Commissions centrales de pilotage coordonne aussi l'échange des outils pédagogiques visé aux articles 18, 28, 37 et 51. Elle favorise les échanges d'outils pédagogiques entre tous les établissements d'enseignement.

La Commission centrale de pilotage pour l'enseignement fondamental est composée de 8 membres désignés par le gouvernement sur proposition du Conseil général de l'enseignement fondamental, de l'Inspecteur général et de l'Administrateur général.

La Commission centrale de pilotage pour l'enseignement secondaire est composée de 8 membres désignés par le gouvernement sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, des Inspecteurs généraux et de l'Administrateur général. Elle assure la coordination entre les travaux des groupes de travail relatifs aux Humanités professionnelles et techniques et ceux relatifs aux Humanités générales et technologiques. Elle établit les synergies nécessaires avec la Commission communautaire des Professions et des Qualifications visée à l'article 35.

Les mandats sont d'une durée de quatre ans. Ils sont renouvelables. Leur rétribution est fixée par le gouvernement.

Chaque commission centrale de pilotage prend ses décisions et rend ses avis à la majorité des deux tiers.

§ 2. Il est créé une Commission commune de pilotage de l'enseignement obligatoire composée des membres de la Commission centrale de pilotage pour l'enseignement fondamental et de ceux de la Commission centrale de pilotage pour l'enseignement secondaire ainsi que du Président du Conseil supérieur de l'enseignement spécial visé à l'article 13 et de l'inspecteur coordonnateur de l'enseignement spécial.

La Commission commune de pilotage assure la coordination des travaux des deux Commissions de pilotage. Elle remet des propositions au Gouvernement en matière de recherches en Education.

Elle prend ses décisions et rend ses avis à la majorité des deux tiers.

§ 3. Le Gouvernement fixe les modalités d'organisation des travaux des commissions de pilotage.

Sur invitation de l'Administrateur général, les fonctionnaires généraux concernés sont entendus par les différentes commissions de pilotage lorsque celles-ci traitent de matières relevant de leurs compétences.

Art. 62. § 1^{er}. Chaque groupe de travail visé à l'article 16 comprend :

1^o huit membres désignés par le Ministre sur proposition du Conseil général de l'enseignement fondamental;

2° huit membres désignés par le Ministre sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire;

3° trois représentants de l'inspection désignés par le Ministre sur proposition des Inspecteurs généraux;

4° un délégué de l'Administration générale désigné par le Ministre sur proposition de l'Administrateur général.

Les groupes de travail visés à l'alinéa 1^{er} se scindent en groupes de travail par niveau, respectivement pour l'enseignement fondamental et pour l'enseignement secondaire.

Chaque groupe de travail visé aux articles 25, 26 et 35 comprend :

1° huit membres désignés par le Ministre sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire;

2° deux représentants de l'inspection désignés par le Ministre sur proposition des Inspecteurs généraux;

3° un délégué de l'Administration générale désigné par le Ministre sur proposition de l'Administrateur général.

Les mandats sont d'une durée de deux ans. Ils sont renouvelables. Leur rétribution est fixée par le gouvernement.

Chaque groupe de travail choisit son président. Il rend ses avis à la majorité des deux tiers.

§ 2. Chaque Commission de programme visée à l'article 17 comprend :

1° huit membres désignés par le Ministre sur proposition du Conseil général de l'enseignement fondamental;

2° huit membres désignés par le Ministre sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire;

3° trois représentants de l'inspection désignés par le Ministre sur proposition des Inspecteurs généraux;

4° un délégué de l'Administration générale désigné par le Ministre sur proposition de l'Administrateur général, qui préside la Commission.

Les Commissions de programme visées à l'alinéa 1^{er} se scindent en groupes par niveau, respectivement pour l'enseignement fondamental et pour l'enseignement secondaire.

Chaque Commission de programme visée aux articles 27 et 36 comprend :

1° huit membres désignés par le Ministre sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire;

2° deux représentants de l'inspection désignés par le Ministre sur proposition des Inspecteurs généraux;

3° un délégué de l'Administration générale, désigné par le Ministre sur proposition de l'Administrateur général, qui préside la Commission.

Les mandats sont d'une durée de quatre ans. Ils sont renouvelables. Leur rétribution est fixée par le gouvernement.

Chaque Commission de programme rend ses avis à la majorité des deux tiers.

§ 3. La Commission des outils d'évaluation relatifs aux socles de compétences visée à l'article 19 comprend :

1° huit membres désignés par le Ministre sur proposition du Conseil général de l'enseignement fondamental;

2° huit membres désignés par le Ministre sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire;

3° trois représentants de l'inspection désignés par le Ministre sur proposition des Inspecteurs généraux;

4° un délégué de l'Administration générale désigné par le Ministre sur proposition de l'Administrateur général.

La Commission des outils d'évaluation visés à l'alinéa 1^{er} se scinde en groupes par niveau, respectivement pour l'enseignement fondamental et pour l'enseignement secondaire.

La Commission des outils d'évaluation des Humanités générales et technologiques visée à l'article 29 et la Commission des outils d'évaluation des Humanités professionnelles et techniques visée aux articles 38 et 52 comprennent chacune :

1° huit membres désignés par le Ministre sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire;

2° deux représentants de l'inspection désignés par le Ministre sur proposition des Inspecteurs généraux;

3° un délégué de l'Administration générale, désigné par le Ministre sur proposition de l'Administrateur général.

Les mandats sont d'une durée de quatre ans. Ils sont renouvelables. Leur rétribution est fixée par le gouvernement.

Chaque Commission des outils d'évaluation choisit son président. Elle rend ses avis à la majorité des deux tiers.

§ 4. Chaque fois qu'un des groupes de travail visés au présent article s'occupe d'adaptation à l'enseignement spécial, il doit entendre, conformément aux articles 16, § 2, alinéa 2; 25, § 2, alinéa 2; 26, alinéa 3 et 35, § 2, alinéa 2, des experts ou des personnes issus de l'enseignement spécial.

CHAPITRE VII. — *Des projets éducatif, pédagogique et d'établissement*

Section 1^{re}. — Des projets éducatif et pédagogique

Art. 63. Le projet éducatif définit, dans le respect des objectifs fixés aux chapitres précédents, l'ensemble des valeurs, des choix de société et des références à partir desquels un pouvoir organisateur ou un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs définit ses objectifs éducatifs.

Art. 64. Le projet pédagogique définit les visées pédagogiques et les choix méthodologiques qui permettent à un pouvoir organisateur ou un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de mettre en œuvre son projet éducatif.

Art. 65. Chaque organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs établit son projet éducatif. Il précise également les axes majeurs du projet pédagogique qu'il entend privilégier.

Art. 66. Le Gouvernement pour l'enseignement de la Communauté française, chaque pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné élabore son projet éducatif et son projet pédagogique.

Chaque pouvoir organisateur transmet son projet éducatif et son projet pédagogique à l'Administration dans le mois qui suit son approbation. Toute modification est également transmise dans les mêmes conditions.

Le projet éducatif et le projet pédagogique sont fournis sur demande et peuvent faire l'objet d'un document unique.

Section 2. — Du projet d'établissement

Art. 67. Le projet d'établissement définit l'ensemble des choix pédagogiques et des actions concrètes particulières que l'équipe éducative de l'établissement entend mettre en œuvre en collaboration avec l'ensemble des acteurs et partenaires visés à l'article 69, § 2, pour réaliser les projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur.

Le projet d'établissement est élaboré en tenant compte :

1° des élèves inscrits dans l'établissement, de leurs caractéristiques tant culturelles que sociales, de leurs besoins et de leurs ressources dans les processus d'acquisition des compétences et savoirs;

2° des aspirations des élèves et de leurs parents en matière de projet de vie professionnelle et de poursuite des études;

3° de l'environnement social, culturel et économique de l'école;

4° de l'environnement naturel, du quartier, de la ville, du village dans lesquels l'école est implantée.

Lorsqu'il s'agit d'un établissement ordinaire, le projet d'établissement fixe les choix pédagogiques et les actions prioritaires mises en œuvre pour favoriser l'intégration des élèves issus de l'enseignement spécial.

Le projet d'établissement est un outil pour atteindre les objectifs généraux et les objectifs particuliers du décret ainsi que les compétences et savoirs requis.

Art. 68. Tout établissement dispose d'un projet d'établissement. Celui-ci est adapté au moins tous les trois ans.

L'élaboration du projet d'établissement se fonde notamment sur des propositions remises par les délégués du pouvoir organisateur au Conseil de participation.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le pouvoir organisateur peut :

1° s'il organise 4 écoles fondamentales au moins, regrouper 2 écoles pour ne constituer qu'un seul conseil de participation commun à ces écoles, lors de la première mise en place des conseils de participation;

2° s'il organise 8 écoles fondamentales au moins, regrouper 2, 3 ou 4 écoles pour ne constituer qu'un seul conseil de participation commun à ces écoles, lors de la première mise en place des conseils de participation;

3° s'il organise des établissements contigus, les regrouper pour ne constituer qu'un seul conseil de participation commun à ces écoles, lors de la première mise en place des conseils de participation;

4° au plus tôt après trois années de fonctionnement des conseils de participation, sur proposition commune de chacun d'eux, regrouper 2 écoles pour ne constituer qu'un seul conseil de participation commun à ces écoles, s'il organise 4 écoles fondamentales au moins;

5° au plus tôt après trois années de fonctionnement des conseils de participation, sur proposition commune de chacun d'eux, regrouper 2, 3 ou 4 écoles pour ne constituer qu'un seul conseil de participation commun à ces écoles, s'il organise 8 écoles fondamentales au moins;

6° au plus tôt après trois années de fonctionnement des conseils de participation, sur proposition commune de chacun d'eux, regrouper des établissements contigus pour ne constituer qu'un seul conseil de participation commun à ces écoles;

7° regrouper deux écoles, dont l'une compte moins de 100 élèves, après accord du Gouvernement.

Lorsqu'il est fait usage de la dérogation prévue à l'alinéa 3, pour chacune des catégories visées à l'article 69, § 2, alinéa 3, 1° et 2°, un représentant de chaque établissement au moins est membre du Conseil de participation.

Sur avis favorable du Conseil de participation créé en application de l'alinéa 3, le pouvoir organisateur peut soit renoncer au regroupement, soit le modifier.

Art. 69. § 1^{er}. Il est créé dans chaque établissement un Conseil de participation chargé :

- 1° de débattre du projet d'établissement sur base des propositions visées à l'article 68, alinéa 2;

- 2° de l'amender et de le compléter, selon les procédures fixées au § 11;

- 3° de le proposer à l'approbation du Ministre ou du pouvoir organisateur conformément à l'article 70;

- 4° d'évaluer périodiquement sa mise en œuvre;

- 5° de proposer des adaptations conformément à l'article 68;

- 6° de remettre un avis sur le rapport d'activités visé à l'article 72.

§ 2. Le Conseil de participation comprend des membres de droit, des membres élus et des membres représentant l'environnement social, culturel et économique de l'établissement.

Dans l'enseignement subventionné, les membres de droit sont le chef d'établissement et les délégués que détermine le Collège des Bourgmestre et échevins, la Députation permanente du Conseil provincial, le Collège de la Commission communautaire française ou le Conseil d'administration du pouvoir organisateur. Dans l'enseignement de la Communauté française, les membres de droit sont le chef d'établissement et ceux que le Gouvernement détermine.

Les membres élus comprennent :

1° les représentants du personnel enseignant, auxiliaire d'éducation, psychologique, social et paramédical;

2° les représentants des parents ou des personnes investies de l'autorité parentale ou qui assument la garde en droit ou en fait du mineur soumis à l'obligation scolaire;

3° les représentants des élèves, sauf dans l'enseignement fondamental;

4° un représentant du personnel ouvrier et administratif, là où il est attaché à l'établissement.

Dans l'enseignement officiel subventionné, les membres représentant l'environnement social, culturel et économique de l'établissement sont désignés par le Collège des Bourgmestre et échevins, la Députation permanente du Conseil provincial ou le Collège de la Commission communautaire française. Dans l'enseignement de la Communauté française et dans l'enseignement libre subventionné, ils sont cooptés par les membres de droit et les membres élus du Conseil de participation, selon des modalités fixées par le Gouvernement.

Chaque membre du Conseil de participation peut se faire remplacer par un suppléant désigné ou élu, selon les mêmes modalités que le membre effectif.

Le nombre de représentants visés à l'alinéa 3, 1°, 2°, 3° est identique pour chaque catégorie. Ce nombre est fixé par le pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné, par le chef d'établissement dans l'enseignement de la Communauté française. Il ne peut être inférieur à 3 ni supérieur à 6.

Ni les délégués du pouvoir organisateur ni les membres représentant l'environnement social, culturel et économique de l'établissement ne peuvent être en nombre supérieur à celui attribué à chacune des catégories visées à l'alinéa 3, 1°, 2°, 3°.

Toutefois, lorsqu'il est fait usage de la dérogation prévue à l'article 68, alinéa 3, la délégation du pouvoir organisateur peut comprendre un nombre supérieur à celui attribué à chacune des catégories visées à l'alinéa 3, 1°, 2°, 3° de manière à ce que le nombre de délégués du pouvoir organisateur qui ne sont pas chefs d'établissement soit supérieur d'une unité au nombre de chefs d'établissement.

§ 3. Les représentants du personnel visé au § 2, alinéa 3, 1° comprennent :

1° dans l'enseignement de la Communauté française et dans l'enseignement subventionné officiel, des délégués élus en leur sein et au scrutin secret par l'ensemble des membres du personnel concerné nommés ou engagés à titre définitif ou désignés ou engagés à titre temporaire pour une année scolaire complète;

2° dans l'enseignement subventionné libre trois délégués, membres du personnel de l'établissement pour une année scolaire complète, désignés par les organisations syndicales représentatives suivant une proportionnalité conforme à celle du résultat des élections sociales dans l'établissement, c'est-à-dire aux conseils d'entreprise, ou, à défaut, au Comité pour la Protection du travail, ou, à défaut, dans les instances de concertation locales et un maximum de trois délégués élus en leur sein et au scrutin secret par l'ensemble des membres du personnel concerné nommés ou engagés à titre définitif ou désignés ou engagés à titre temporaire pour une année scolaire complète.

Les représentants du personnel visés au § 2, alinéa 3, 1° et 4° doivent obligatoirement prêter au moins un mi-temps dans l'établissement.

Les représentants visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, ne peuvent faire partie ni du Conseil d'administration ni de l'assemblée générale du pouvoir organisateur. Le Gouvernement peut accorder dérogation à cette disposition lorsque tous les membres du personnel sont membres de droit du pouvoir organisateur.

§ 4. Les représentants des élèves sont élus, en leur sein, après appel aux candidats, soit par l'ensemble des élèves de l'établissement, soit par l'ensemble des élèves du niveau secondaire de l'établissement, soit par l'ensemble des élèves des troisième et quatrième degrés de l'établissement.

Le mandat ne peut entraîner ni préjudice ni privilège pour celui qui l'exerce.

Dans l'enseignement de la Communauté française le choix entre les trois modalités fixées à l'alinéa 1^{er} est de la compétence des membres du Conseil de participation visés au § 2, alinéa 2 et alinéa 3, 1° et 2°. Dans l'enseignement subventionné, il est de la compétence du pouvoir organisateur qui peut le déléguer.

§ 5. Sont reconnues comme représentatives d'une part la fédération des associations de parents de l'enseignement officiel, d'autre part l'Union des fédérations des associations de parents de l'enseignement catholique.

Lorsqu'il existe au sein de l'établissement une association de parents membre soit de la Fédération des associations de parents de l'enseignement officiel, soit de l'Union des fédérations des associations de parents de l'enseignement catholique, l'organisation de l'élection des représentants des parents est réglée par cette fédération ou cette union.

Lorsqu'il n'existe pas au sein de l'établissement d'association de parents membre de la fédération ou de l'union visées à l'alinéa 1^{er}, la première réunion générale des parents est faite à l'initiative du pouvoir organisateur ou de son délégué.

Dans l'un comme dans l'autre cas, l'assemblée générale des parents élit au scrutin secret ses représentants. La convocation et le procès-verbal de toute assemblée générale sont portés à la connaissance de l'ensemble des parents. Chaque parent présent lors de l'assemblée générale peut participer au scrutin et se porter candidat sans autre condition.

Les représentants des parents visés au § 2, alinéa 3, ne peuvent faire partie ni du Conseil d'administration, ni de l'assemblée générale du pouvoir organisateur, ni être membres du personnel de l'établissement. Le Gouvernement peut accorder dérogation à cette disposition lorsque tous les parents sont membres de droit du pouvoir organisateur.

§ 6. Le personnel ouvrier et administratif élit son représentant.

§ 7. Dans l'enseignement fondamental, le pouvoir organisateur, sur proposition de deux tiers au moins des membres du Conseil de participation peut décider d'élargir le Conseil de participation à des délégués d'élèves, soit de manière permanente, soit de manière occasionnelle.

§ 8. Les membres élus représentant les enseignants et les membres représentant l'environnement social, culturel et économique exercent un mandat renouvelable d'une durée de quatre ans.

Les membres élus représentant les parents et les élèves exercent un mandat renouvelable d'une durée de deux ans.

Tout membre qui ne remplit plus les conditions d'éligibilité est remplacé selon les modalités fixées par le règlement d'ordre intérieur.

Lorsque pour une catégorie déterminée, le nombre de candidats ne dépasse pas le nombre de postes à pourvoir, les candidats sont élus d'office.

§ 9. Le Conseil de participation peut coopter des membres avec voix consultative. Ceux-ci ne peuvent pas être en nombre supérieur à celui attribué à chacune des catégories visées au § 2, alinéa 3, 1°, 2°, 3°.

§ 10. Le Conseil de participation se réunit au moins deux fois par an. Il doit être convoqué sur demande de la moitié de ses membres au moins, adressée au Président.

Les représentants des différentes catégories membres du Conseil de participation veillent à organiser des assemblées de leurs mandants afin de débattre des questions soulevées au Conseil de participation.

Le pouvoir organisateur désigne le Président du Conseil de participation. Dans les établissements d'enseignement de la Communauté française, le chef d'établissement préside le Conseil de participation.

§ 11. Le Conseil de participation tend à rendre ses avis par consensus.

A défaut, dans l'enseignement de la Communauté française et dans l'enseignement officiel subventionné, l'avis est rendu à la majorité des deux tiers des membres présents, pour autant que la majorité soit aussi réunie d'une part parmi les membres présents visés au § 2, alinéa 2, d'autre part parmi les membres présents visés au § 2, alinéa 3 et alinéa 4, les abstentions n'intervenant pas dans le décompte des voix.

A défaut, dans l'enseignement libre subventionné, l'avis est rendu à la majorité des deux tiers des membres présents, pour autant que la majorité soit aussi réunie :

- 1° parmi les membres présents visés au § 2, alinéa 2,
 - 2° parmi les membres présents visés au § 2, alinéa 3, 2°, 3°, 4°, et alinéa 4,
 - 3° parmi les membres présents visés au § 3, alinéa 1^{er}, 2°,
- les abstentions n'intervenant pas dans le décompte des voix.

Lorsque l'avis ne recueille pas le consensus, chaque catégorie visée au § 2 peut déposer une note de minorité.

§ 12. Dans l'enseignement de la Communauté française et dans l'enseignement officiel subventionné, le projet d'établissement est transmis respectivement au Comité de concertation de base et à la commission paritaire locale afin d'y vérifier sa conformité au projet éducatif du pouvoir organisateur.

Dans l'enseignement de la Communauté française et dans l'enseignement officiel subventionné, les implications éventuelles sur les conditions de travail et les situations statutaires des membres du personnel sont négociées respectivement au Comité de concertation de base et à la commission paritaire locale.

§ 13. Le Conseil de participation élabore son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Ministre, dans l'enseignement de la Communauté française, du pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné.

Art. 70. Le projet d'établissement et ses modifications ultérieures sont soumis pour approbation au pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné, au Ministre, dans l'enseignement de la Communauté française, selon les délais fixés par le Gouvernement.

Art. 71. Le pouvoir organisateur transmet le projet d'établissement à l'Administration dans le mois qui suit son approbation. Toute modification du projet d'établissement est également transmise dans les mêmes conditions. Le projet d'établissement est fourni sur demande.

Section 3. — Du rapport d'activités

Art. 72. Pour chacun de ses établissements, le pouvoir organisateur transmet avant le 31 décembre à la Commission de pilotage compétente visée à l'article 61, § 1^{er}, un rapport annuel d'activités pour l'année scolaire précédente. La Commission préserve la confidentialité des données. La communication de celles-ci à des tiers ne peut constituer qu'en analyses globales ne permettant en aucun cas l'identification des établissements.

La commission rédige, tous les deux ans, notamment sur la base des rapports d'activités, un rapport sur l'état de l'enseignement obligatoire en Communauté française. Il indique notamment l'application qui a été faite des chapitres 9 et 10 du décret.

Ce rapport est communiqué au Parlement de la Communauté française.

Dans l'enseignement de la Communauté française, le rapport annuel est rédigé par le chef d'établissement et soumis à l'avis du Conseil de participation.

Dans l'enseignement subventionné, le rapport annuel est rédigé par le pouvoir organisateur ou son délégué et soumis à l'avis du Conseil de participation.

Art. 73. Le rapport d'activités comprend notamment le bilan :

- 1° des mesures prises pour atteindre les objectifs généraux dans le cadre du projet pédagogique du pouvoir organisateur;
- 2° des innovations pédagogiques mises en œuvre;
- 3° des démarches visant à organiser le soutien des élèves en difficulté;
- 4° du taux de réussite et de redoublement;
- 5° de la formation continuée des enseignants de l'établissement;
- 6° des échanges organisés avec les partenaires extérieurs à l'établissement, notamment dans le domaine des activités artistiques et culturelles;
- 7° des initiatives prises en matière de rythmes scolaires, d'animation culturelle, d'éducation à la citoyenneté, aux médias, à la santé et à l'environnement;
- 8° des initiatives prises en matière de promotion des activités sportives, notamment en collaboration avec les associations sportives implantées dans la zone de l'école;
- 9° des démarches entreprises pour favoriser l'orientation des élèves;
- 10° des initiatives prises en faveur de l'intégration dans l'établissement des élèves issus de l'enseignement spécial.
- 11° des recours contre les décisions des conseils de classe et des résultats de cette procédure;
- 12° du nombre et des motivations des refus d'inscription;
- 13° des moyens mis en œuvre pour organiser la 3^{ème} année complémentaire du premier degré de l'enseignement secondaire.

CHAPITRE VIII. — *Des organes de représentation et de coordination de pouvoirs organisateurs*

Art. 74. Le Gouvernement reconnaît comme organes de représentation et de coordination :

- 1° un organe représentant les pouvoirs publics subventionnés organisant des écoles fondamentales, primaires et maternelles ordinaires ou spéciales et des écoles secondaires spéciales;
- 2° un organe représentant les pouvoirs publics subventionnés organisant des écoles secondaires;
- 3° un organe représentant les pouvoirs organisateurs d'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel;
- 4° un organe représentant les pouvoirs organisateurs d'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel.

Art. 75. Chaque pouvoir organisateur peut prélever sur les subventions de fonctionnement des établissements qu'il organise le montant de la cotisation qu'il verse à un des organes de représentation et de coordination visés à l'article 74.

CHAPITRE IX. — *De l'inscription des élèves dans un établissement et des règles relatives à l'exclusion d'un établissement**Section 1^{re}. — Des règles communes à l'inscription*

Art. 76. Avant de prendre l'inscription d'un élève, le chef d'établissement porte à sa connaissance ainsi qu'à celle de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur, les documents suivants :

- 1° le projet éducatif et le projet pédagogique du pouvoir organisateur;
- 2° le projet d'établissement;
- 3° le règlement des études;
- 4° le règlement d'ordre intérieur comprenant notamment les indications relatives aux sanctions disciplinaires et aux procédures de recours qui peuvent leur être opposées.

Par l'inscription dans un établissement, tout élève majeur, tout élève mineur et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale en acceptent le projet éducatif, le projet pédagogique, le projet d'établissement, le règlement des études, le règlement d'ordre intérieur.

Art. 77. La Communauté française, pour l'enseignement qu'elle organise, et tout pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné, établissent, pour chaque niveau d'enseignement, le règlement général des études.

Le cadre général des études peut être complété dans le cadre de la définition du projet d'établissement, conformément aux dispositions de l'article 69, § 11.

Art. 78. § 1^{er}. Le règlement des études définit notamment :

- 1° les critères d'un travail scolaire de qualité;
- 2° les procédures d'évaluation et de délibération des conseils de classe et la communication de leurs décisions.

§ 2. Le travail scolaire de qualité fixe, de la manière la plus explicite possible, la tâche exigée de l'élève dans le cadre des objectifs généraux et particuliers du décret.

A cet effet, le règlement des études aborde notamment et de la manière appropriée au niveau d'enseignement concerné, les aspects suivants :

- 1° les travaux individuels;
- 2° les travaux de groupes;
- 3° les travaux de recherche;
- 4° les leçons collectives;
- 5° les travaux à domicile;
- 6° les moments d'évaluation formelle.

§ 3. Les exigences portent notamment sur :

- 1° le sens des responsabilités, qui se manifestera entre autres, par l'attention, l'expression, la prise d'initiative, le souci du travail bien fait, l'écoute;
- 2° l'acquisition progressive d'une méthode de travail personnelle et efficace;
- 3° la capacité à s'intégrer dans une équipe et à œuvrer solidairement à l'accomplissement d'une tâche;
- 4° le respect des consignes données, qui n'exclut pas l'exercice au sens critique selon des modalités adaptées au niveau d'enseignement;
- 5° le soin dans la présentation des travaux, quels qu'ils soient;
- 6° le respect des échéances, des délais.

§ 4. Les travaux à domicile doivent être adaptés au niveau d'enseignement. Il doivent toujours pouvoir être réalisés sans l'aide d'un adulte. Si des documents ou des ouvrages de référence doivent être consultés, l'établissement s'assure que chaque élève pourra y avoir accès, notamment dans le cadre des bibliothèques publiques.

Art. 79. L'inscription dans un établissement d'enseignement primaire ou secondaire se prend au plus tard le premier jour ouvrable du mois de septembre. Elle se prend au plus tard le 15 septembre pour les élèves qui font l'objet d'une délibération en septembre. L'inscription est reçue toute l'année dans l'enseignement maternel et dans l'enseignement à horaire réduit.

Pour des raisons exceptionnelles et motivées, appréciées par le chef d'établissement, l'inscription peut être prise jusqu'au 30 septembre. Au-delà de cette date, si pour des raisons exceptionnelles et motivées un élève, n'est pas régulièrement inscrit dans un établissement d'enseignement, il peut s'il est majeur, ou ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale peut (peuvent), s'il est mineur, introduire une demande de dérogation auprès du Ministre.

Le choix d'un des cours de religion ou de morale non confessionnelle se fait au moment de l'inscription. Il ne peut être modifié qu'entre le 1^{er} et le 15 septembre de l'année scolaire suivante.

Dans l'enseignement secondaire, le changement d'école est autorisé dans le courant de l'année scolaire.

L'introduction d'un recours contre une décision d'exclusion communiquée au début du mois de septembre conformément aux articles 83 et 91 ou contre une décision du conseil de classe visée à l'article 98 ne dispense pas les parents ou la personne investie de l'autorité parentale, dans le cas d'un élève mineur, de l'inscrire dans les délais prévus à l'alinéa 1^{er}.

L'introduction du recours n'est pas suspensive de la décision prise par l'instance concernée.

Section 2. — De l'Enseignement de la Communauté française

Art. 80. § 1^{er}. Les établissements de la Communauté française sont tenus d'inscrire tout élève qui en fait la demande au plus tard le 30 septembre de l'année scolaire en cours pour autant qu'il réunisse les conditions requises pour être élève régulier.

Lorsqu'un établissement de la Communauté française doit, pour des raisons d'insuffisance de locaux disponibles, limiter le nombre d'élèves qu'il accueille, le chef d'établissement en informe immédiatement l'Administration.

Le chef d'établissement qui ne peut inscrire un élève qui en fait la demande, lui remet une attestation de demande d'inscription dont le Gouvernement fixe le modèle. Il transmet copie de l'attestation à l'une des Commissions zonales des inscriptions dans l'enseignement de la Communauté française que le Gouvernement crée.

L'attestation de demande d'inscription comprend les motifs du refus et l'indication des services de l'Administration où l'élève et ses parents peuvent obtenir une assistance en vue d'inscrire l'élève dans un établissement d'enseignement de la Communauté française.

§ 2. Au-delà du 30 septembre, l'élève qui bénéficie de la dérogation prévue à l'article 79, alinéa 2 et qui sollicite son inscription dans un établissement de la Communauté française introduit sa demande auprès de l'Administration. Celle-ci choisit l'établissement où l'élève peut être inscrit.

L'Administration n'est pas tenue de faire inscrire dans un établissement de la Communauté française l'élève exclu d'un établissement d'enseignement subventionné et qui sollicite son inscription après le 30 septembre s'il n'a pas épuisé les procédures fixées aux articles 89 et 90.

En cas de changement de domicile ou de résidence, le Chef d'établissement peut accepter l'inscription de l'élève après le 30 septembre. Il en informe immédiatement l'Administration.

Art. 81. § 1^{er}. Un élève régulièrement inscrit dans un établissement d'enseignement de la Communauté française ne peut en être exclu définitivement que si les faits dont l'élève s'est rendu coupable portent atteinte à l'intégrité physique, psychologique ou morale d'un membre du personnel ou d'un élève, compromettent l'organisation ou la bonne marche de l'établissement ou lui font subir un préjudice matériel ou moral grave.

§ 2. Préalablement à toute exclusion définitive, l'élève, s'il est majeur, l'élève et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, dans les autres cas sont invités, par lettre recommandée avec accusé de réception, par le chef d'établissement qui leur expose les faits et les entend. Cette audition a lieu au plus tôt le quatrième jour ouvrable qui suit la notification. Le cas échéant, un procès-verbal de carence est établi et la procédure se poursuit.

Si la gravité des faits le justifie, le chef d'établissement peut écarter provisoirement l'élève de l'établissement pendant la durée de la procédure d'exclusion définitive.

L'exclusion définitive est prononcée par le chef d'établissement après qu'il a pris l'avis du conseil de classe ou du corps enseignant dans l'enseignement primaire ainsi que du centre psycho-médico-social.

L'exclusion définitive, dûment motivée, est signifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'élève s'il est majeur, à ses parents ou à la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur.

L'élève s'il est majeur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur, disposent d'un droit de recours auprès du Ministre qui statue. Le recours est introduit par lettre recommandée dans les dix jours ouvrables qui suivent la notification de l'exclusion définitive.

L'existence d'un droit de recours et ses modalités doivent figurer dans la lettre recommandée visée à l'alinéa 4.

L'introduction du recours n'est pas suspensive de la décision d'exclusion.

Art. 82. Le chef d'établissement transmet copie de l'ensemble du dossier disciplinaire de l'élève exclu à l'Administration qui propose à l'élève s'il est majeur, ou à l'élève mineur et à ses parents ou à la personne investie de l'autorité parentale, son inscription dans un autre établissement sur avis de la Commission zonale des inscriptions visée à l'article 80.

Dans les cas où la Commission zonale estime que les faits dont l'élève s'est rendu coupable sont d'une gravité extrême, elle entend à son tour l'élève s'il est majeur, l'élève et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur. Dans le cas où l'élève est mineur, elle informe le Conseiller de l'Aide à la Jeunesse compétent et sollicite son avis. L'avis rendu par le Conseiller est joint au dossier.

Lorsque le mineur bénéficie d'une mesure d'aide contrainte en application de la loi du 8 avril 1965 relative à la Protection de la Jeunesse ou du décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse, le Conseiller de l'Aide à la Jeunesse transmet la demande d'avis au Directeur de l'Aide à la Jeunesse compétent. L'avis rendu par le Directeur est joint au dossier.

Si la Commission zonale ne peut proposer à l'Administration l'inscription de l'élève exclu dans un autre établissement d'enseignement de la Communauté française, celle-ci transmet le dossier au Ministre qui statue.

Art. 83. Le refus de réinscription l'année scolaire suivante dans un établissement d'enseignement de la Communauté française est traité comme une exclusion définitive. Il est notifié au plus tard le 5 septembre, conformément aux modalités fixées à l'article 81.

Art. 84. Dans l'enseignement secondaire, l'élève mineur soumis à l'obligation scolaire qui compte au cours d'une même année scolaire plus de vingt demi-journées d'absence injustifiée est signalé par le chef d'établissement au Conseiller de l'Aide à la Jeunesse.

Toute nouvelle absence injustifiée est signalée mensuellement selon les mêmes procédures.

Les absences sont prises en compte à partir du 5e jour ouvrable de septembre.

Art. 85. A partir du deuxième degré de l'enseignement secondaire, l'élève qui compte, au cours d'une même année scolaire plus de trente demi-jours d'absence injustifiée perd la qualité d'élève régulier sauf dérogation accordée par le Ministre en raison de circonstances exceptionnelles.

L'élève majeur qui compte, au cours d'une même année scolaire, plus de quarante demi-jours d'absence injustifiée peut être exclu de l'établissement selon les modalités fixées aux articles 81, § 2, et 82.

Art. 86. Le Gouvernement définit les sanctions disciplinaires et détermine les modalités selon lesquelles elles sont prises dans les établissements d'enseignement de la Communauté française.

L'exclusion provisoire de l'établissement ou d'un cours ne peut, dans le courant d'une même année scolaire, excéder douze demi-journées.

A la demande du chef d'établissement, le Ministre peut déroger à l'alinéa 2 dans des circonstances exceptionnelles.

Section 3. — De l'enseignement subventionné par la Communauté française

Art. 87. Les établissements d'enseignement fondamental organisés par les Villes et Communes sont tenus d'inscrire tout élève dont les parents ou la personne investie de l'autorité parentale qui en font (fait) la demande au plus tard le 30 septembre de l'année scolaire en cours pour autant qu'il réunisse les conditions requises pour être élève régulier, s'il est domicilié sur le territoire de la commune ou s'il remplit les conditions de l'article 23, alinéa 4, des lois sur l'enseignement primaire coordonnées le 20 août 1957.

Art. 88. Le pouvoir organisateur d'un établissement d'enseignement subventionné ne peut refuser d'inscrire un élève sur base de discriminations sociales, sexuelles ou raciales, si l'élève accepte de souscrire à son projet éducatif.

S'il estime, pour d'autres raisons, ne pas pouvoir inscrire un élève majeur qui en fait la demande ou un élève mineur dont les parents ou la personne investie de l'autorité parentale en font (fait) la demande, il remet à l'élève, s'il est majeur, ou à ses parents ou à la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur, une attestation de demande d'inscription dont le Gouvernement fixe le modèle.

L'attestation de demande d'inscription comprend la motivation du refus d'inscription ainsi que l'indication des services où l'élève majeur ou l'élève mineur et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale peut (peuvent) obtenir une assistance en vue d'inscrire l'élève dans un établissement d'enseignement de la Communauté française ou dans un autre établissement d'enseignement subventionné.

Au-delà du 30 septembre, dans le cas d'un élève qui bénéficie de la dérogation prévue à l'article 79, alinéa 2, l'élève majeur ou les parents ou la personne investie de l'autorité parentale, dans le cas d'un élève mineur qui sollicite(nt) son inscription dans un établissement subventionné par la Communauté française introduit sa demande auprès du pouvoir organisateur ou auprès de l'organe de représentation ou de coordination de son choix.

En cas de changement de domicile ou de résidence, le pouvoir organisateur peut accepter, après le 30 septembre, l'inscription de l'élève dans un des établissements qu'il organise.

Art. 89. § 1^{er}. Un élève régulièrement inscrit dans un établissement d'enseignement subventionné ne peut en être exclu définitivement que si les faits dont l'élève s'est rendu coupable portent atteinte à l'intégrité physique, psychologique ou morale d'un membre du personnel ou d'un élève, compromettent l'organisation ou la bonne marche de l'établissement ou lui font subir un préjudice matériel ou moral grave.

§ 2. Préalablement à toute exclusion définitive, l'élève, s'il est majeur, l'élève et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, dans les autres cas sont invités, par lettre recommandée avec accusé de réception, par le chef d'établissement qui leur expose les faits et les entend. Cette audition a lieu au plus tôt le quatrième jour ouvrable qui suit la notification. Le cas échéant, un procès-verbal de carence est établi et la procédure se poursuit.

Si la gravité des faits le justifie, le pouvoir organisateur ou son délégué peut écarter provisoirement l'élève de l'établissement pendant la durée de la procédure d'exclusion définitive.

L'exclusion définitive est prononcée par le pouvoir organisateur ou son délégué après qu'il a pris l'avis du Conseil de classe ou du corps enseignant dans l'enseignement primaire ainsi que du centre psycho-médico social.

L'exclusion définitive, dûment motivée, est signifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'élève s'il est majeur, à ses parents ou à la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur.

Lorsque le pouvoir organisateur délègue le droit de prononcer l'exclusion à un membre de son personnel, il prévoit une possibilité de recours selon les cas, à la Députation permanente du Conseil provincial, au Collège des Bourgmestres et échevins, au Collège de la Commission communautaire française ou à son Conseil d'administration.

Le droit de recours est exercé par l'élève s'il est majeur, par ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur. Le recours est introduit par lettre recommandée dans les dix jours ouvrables qui suivent la notification de l'exclusion définitive.

L'existence d'un droit de recours et ses modalités doivent figurer dans la lettre recommandée visée à l'alinéa 4.

L'introduction du recours n'est pas suspensive de la décision d'exclusion.

Art. 90. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur ou son délégué peut proposer à l'élève exclu s'il est majeur, ou à l'élève mineur et à ses parents ou à la personne investie de l'autorité parentale son inscription dans un autre établissement qu'il organise.

§ 2. Dans le cas où un pouvoir organisateur, qui adhère à un organe de représentation et de coordination, ne peut proposer à l'élève majeur exclu ou à l'élève mineur exclu et à ses parents ou à la personne investie de l'autorité parentale son inscription dans un autre établissement qu'il organise, il transmet copie de l'ensemble du dossier disciplinaire de l'élève exclu à l'organe de représentation et de coordination auquel il adhère. Celui-ci propose à l'élève majeur ou à l'élève mineur et à ses parents ou à la personne investie de l'autorité parentale son inscription dans un autre établissement organisé par un pouvoir organisateur qu'il représente.

Chaque organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs peut organiser des commissions décentralisées rendant des avis en matière d'inscription.

Dans les cas où l'organe de représentation et de coordination ou la commission décentralisée visée à l'alinéa 2 estime que les faits dont l'élève s'est rendu coupable sont d'une gravité extrême, elle entend à son tour l'élève s'il est majeur, l'élève et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur. Dans le cas où l'élève est mineur, elle informe le Conseiller de l'Aide à la Jeunesse compétent et sollicite son avis. L'avis rendu par le Conseiller est joint au dossier.

Lorsque le mineur bénéficie d'une mesure d'aide contrainte en application de la loi du 8 avril 1965 relative à la Protection de la Jeunesse ou du décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse, le Conseiller de l'Aide à la Jeunesse transmet la demande d'avis au Directeur de l'Aide à la Jeunesse compétent. L'avis rendu par le Directeur est joint au dossier.

Si l'organe de représentation et de coordination ou la commission décentralisée estime que l'inscription de l'élève exclu dans un autre établissement d'enseignement d'un des pouvoirs organisateurs qu'elle représente ne peut être envisagée, elle en avise l'Administration qui transmet le dossier au Ministre qui statue sur l'inscription de l'élève dans un établissement d'enseignement de la Communauté française.

§ 3. Dans les cas où un pouvoir organisateur n'ayant pas adhéré à un organe de représentation et de coordination ne peut proposer à l'élève exclu son inscription dans un autre établissement qu'il organise, il transmet copie de l'ensemble du dossier disciplinaire de l'élève exclu à l'Administration.

Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, un droit de recours auprès du Ministre peut être exercé par l'élève s'il est majeur, par ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur. Le recours est introduit par lettre recommandée dans les dix jours ouvrables qui suivent la notification de l'exclusion définitive. Le recours porte exclusivement sur le respect des procédures d'exclusion.

L'existence d'un droit de recours et ses modalités doivent figurer dans la lettre recommandée visée à l'article 89, § 2, alinéa 4.

Si le recours est déclaré irrecevable ou non fondé ou s'il n'y a pas de recours, le Ministre statue sur l'inscription de l'élève dans un établissement d'enseignement de la Communauté française.

Si le recours est déclaré fondé, le pouvoir organisateur réintègre immédiatement l'élève. S'il s'y refuse, il perd, pour une durée que fixe le Gouvernement et qui ne peut être inférieure au mois ni supérieure à l'année scolaire, le bénéfice des subventions de fonctionnement pour l'établissement dont l'élève a été exclu.

Art. 91. Le refus de réinscription l'année scolaire suivante dans un établissement d'enseignement subventionné est traité comme une exclusion définitive. Il est notifié au plus tard le 5 septembre, conformément aux modalités fixées à l'article 89.

Art. 92. Dans l'enseignement secondaire, l'élève mineur soumis à l'obligation scolaire qui compte au cours d'une même année scolaire vingt demi-journées d'absence injustifiée est signalé par le pouvoir organisateur ou son délégué au Conseiller de l'Aide à la Jeunesse.

Toute nouvelle absence injustifiée est signalée mensuellement selon les mêmes procédures.

Les absences sont prises en compte à partir du 5^e jour ouvrable de septembre.

Art. 93. A partir du deuxième degré de l'enseignement secondaire, l'élève qui compte, au cours d'une même année scolaire plus de trente demi-jours d'absence injustifiée perd la qualité d'élève régulier sauf dérogation accordée par le Ministre en raison de circonstances exceptionnelles.

L'élève majeur qui compte, au cours d'une même année scolaire, plus de quarante demi-jours d'absence injustifiée peut être exclu de l'établissement selon les modalités fixées à l'article 89.

Art. 94. Chaque pouvoir organisateur définit les sanctions disciplinaires et détermine les modalités selon lesquelles elles sont prises dans les établissements d'enseignement qu'il organise.

L'exclusion provisoire d'un établissement ou d'un cours ne peut, dans le courant d'une même année scolaire, excéder douze demi-journées.

A la demande du chef d'établissement, le Ministre peut déroger à l'alinéa 2 dans des circonstances exceptionnelles.

CHAPITRE X. — *Du recours contre les décisions des conseils de classe dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice.*

Art. 95. Les décisions relatives au passage de classe ou de cycle et à la délivrance des diplômes, certificats et attestations de réussite au sein d'un établissement d'enseignement sont de la compétence du conseil de classe.

Le conseil de classe est présidé par le chef d'établissement ou son délégué et comprend tous les membres du personnel enseignant en charge de l'élève, y compris le professeur de religion ou de morale non confessionnelle. Un membre du centre psycho-médico-social ainsi que les éducateurs concernés peuvent y assister avec voix consultative.

Tout enseignant non titulaire, ayant fonctionné au moins deux mois de l'année scolaire, peut assister, avec voix consultative, au conseil de classe.

Art. 96. Le Ministre, pour l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné arrête, dans son règlement des études, les modalités essentielles :

1° d'organisation des différentes épreuves à caractère sommatif;

2° du déroulement des délibérations;

3° de la communication des décisions des conseils de classe aux élèves et à leurs parents ou à la personne investie de l'autorité parentale.

Nonobstant le huis clos et le secret des délibérations, le chef d'établissement ou son délégué fournit, le cas échéant, par écrit si la demande expresse lui est formulée par l'élève majeur ou les parents ou la personne responsable d'un élève mineur, la motivation précise d'une décision d'échec ou de réussite avec restriction.

L'élève majeur, les parents ou la personne investie de l'autorité parentale de l'élève mineur peuvent consulter, autant que faire se peut en présence du professeur responsable de l'évaluation, toute épreuve constituant le fondement ou une partie du fondement de la décision du conseil de classe. Les parents peuvent se faire accompagner d'un membre de la famille.

Ni l'élève majeur, ni les parents ou la personne investie de l'autorité parentale de l'élève mineur ne peuvent consulter les épreuves d'un autre élève.

Chaque pouvoir organisateur prévoit une procédure interne destinée à instruire les contestations pouvant survenir à propos des décisions des conseils de classe et à favoriser la conciliation des points de vue.

La procédure interne est clôturée :

- le 30 juin pour les conseils de classe de juin;
- dans les 5 jours qui suivent la délibération pour les conseils de classe de septembre.

Art. 97. § 1^{er}. Il est créé, par caractère d'enseignement, un Conseil de recours pour les décisions des conseils de classe dans l'enseignement secondaire.

§ 2. Le Conseil de recours de l'enseignement de caractère non confessionnel comprend les inspecteurs généraux de l'enseignement secondaire ou leurs délégués, cinq membres effectifs et cinq membres suppléants désignés par le Ministre sur proposition du Comité de concertation de l'enseignement secondaire de caractère non confessionnel et un président.

Le Gouvernement nomme le Président parmi les fonctionnaires généraux et les inspecteurs généraux admis à la retraite au cours des quatre dernières années.

§ 3. Le Conseil de recours de l'enseignement de caractère confessionnel comprend les inspecteurs généraux de l'enseignement secondaire ou leurs délégués, cinq membres effectifs et cinq membres suppléants désignés par le Ministre sur proposition du Comité de concertation de l'enseignement secondaire de caractère confessionnel et un président.

Le Gouvernement nomme le Président parmi les fonctionnaires généraux et les inspecteurs généraux admis à la retraite au cours des quatre dernières années.

§ 4. Les membres désignés sur proposition de chaque Comité de concertation sont obligatoirement des chefs d'établissement en fonction, en congé, admis à la retraite au cours des quatre dernières années ou bénéficiant d'une mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant celle-ci.

§ 5. Les Conseils de recours prennent leurs décisions à la majorité des deux tiers. Si cette majorité n'est pas atteinte, le recours est rejeté.

Le Gouvernement arrête les autres modalités de fonctionnement des Conseils de recours.

§ 6. Les mandats sont d'une durée de deux ans. Ils sont renouvelables. Leur exercice est gratuit. Les membres ont droit à des indemnités de séjour et des frais de déplacement selon les modalités applicables aux fonctionnaires de rang 12.

Art. 98. § 1^{er}. L'élève, s'il est majeur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur, peuvent introduire un recours contre une décision d'échec ou de réussite avec restriction, pour autant qu'ils aient épuisé la procédure interne visée à l'article 96, alinéa 5, dans les dix jours qui suivent la notification de la décision ou sa confirmation.

Le recours comprend une motivation précise. Y est jointe toute pièce que le requérant juge de nature à éclairer le Conseil de recours.

Le recours ne peut comprendre des pièces relatives aux décisions du conseil de classe relatives à d'autres élèves.

§ 2. Le recours est adressé par lettre recommandée à l'Administration qui la transmet immédiatement au Président du Conseil de recours. Copie du recours est adressée par les requérants, le même jour, également par lettre recommandée, au chef d'établissement concerné. Celui-ci peut adresser à l'Administration tout document de nature à éclairer le Conseil de recours. Il peut aussi transmettre au Conseil de recours un avis motivé sur le bien-fondé du recours. L'Administration transmet immédiatement ce document au Président du Conseil de recours.

Le Conseil de recours enjoint l'établissement de produire à son intention tout document qu'il juge utile à sa prise de décision. Il peut entendre toute personne qu'il juge utile. Il peut se faire assister par des experts qu'il choisit.

A la demande du conseil de classe, son président est entendu par le Conseil de recours.

§ 3. La décision du Conseil de recours réformant la décision du conseil de classe remplace celle-ci.

§ 4. Le Gouvernement arrête les modalités de fonctionnement du Conseil de recours ainsi que la forme des attestations et certificats délivrés en exécution de ces décisions.

Art. 99. Les décisions du Conseil de recours se fondent sur la correspondance entre les compétences acquises par l'élève et les compétences qu'il doit normalement acquérir ainsi que sur l'équivalence du niveau des épreuves d'évaluation administrées aux élèves à celui des épreuves produites par les différentes commissions des outils d'évaluation.

Aussi longtemps que les compétences n'ont pas été déterminées ou que les épreuves d'évaluation n'ont pas été produites, le Conseil de recours prend ses décisions en fonction des programmes d'études.

CHAPITRE XI. — *De la gratuité de l'accès à l'enseignement*

Art. 100. § 1^{er}. Aucun minerval direct ou indirect ne peut être perçu hors les cas prévus d'une part par l'article 12, § 1^{er} bis de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, d'autre part par l'article 59, § 1^{er}, de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement.

§ 2. Ne sont pas considérés comme perception d'un minerval dans l'enseignement fondamental les frais appréciés au coût réel afférents aux services ou fournitures suivants :

- 1° les droits d'accès à la piscine et aux activités culturelles et sportives s'inscrivant dans le projet pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet d'établissement ainsi que les déplacements qui y sont liés;
- 2° d'éventuelles photocopies remises aux élèves en complément des manuels scolaires visés à l'article 102;

- 3° du journal de classe lorsqu'il s'inscrit dans le projet pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet d'établissement.

Ne sont pas considérés comme perception d'un minerval dans l'enseignement secondaire les frais appréciés au coût réel afférents aux services ou fournitures suivants :

- 1° les droits d'accès à la piscine et aux activités culturelles et sportives s'inscrivant dans le projet pédagogique du pouvoir organisateur ou dans le projet d'établissement ainsi que les déplacements qui y sont liés;

- 2° les photocopies distribuées aux élèves;

- 3° le prêt de livres scolaires, d'équipements personnels et d'outillage;

- 4° le journal de classe.

§ 3. Les achats groupés, pour autant qu'ils soient facultatifs, les frais de participation à des activités facultatives, les abonnements à des revues pour autant qu'ils soient facultatifs ne sont pas non plus considérés comme minerval.

§ 4. Les pouvoirs organisateurs sont tenus dans la perception des frais visés au § 2 de respecter les dispositions de l'article 11.

Le non-paiement des frais visés à l'alinéa 1^{er} ne peut en aucun cas constituer un motif ni de refus d'inscription ni d'exclusion.

Les pouvoirs organisateurs peuvent mettre en place :

1° un mécanisme de solidarité entre les élèves pour les frais visés au § 3;

2° un paiement forfaitaire correspondant au coût moyen réel pour les frais visés au § 2.

Art. 101. § 1^{er}. Lorsque l'Administration dispose d'éléments indiquant qu'un pouvoir organisateur a perçu des droits supérieurs aux frais visés à l'article 100, § 2, elle entend le représentant du pouvoir organisateur et transmet le dossier au Ministre.

Si le Ministre estime les faits établis, il met en demeure le pouvoir organisateur de faire cesser l'infraction, en remboursant les montants trop perçus.

Si le pouvoir organisateur refuse d'obtempérer, le Gouvernement fait retrancher les montants trop perçus des subventions de fonctionnement de l'établissement en cause.

Si le trop perçu dépasse le montant des subventions de fonctionnement, le Gouvernement suspend le subventionnement de l'établissement en matière de fonctionnement comme en matière de traitement, jusqu'au remboursement intégral des trop perçus.

§ 2. Lorsque l'Administration dispose d'éléments indiquant qu'un pouvoir organisateur a perçu un minerval, elle entend le représentant du pouvoir organisateur et transmet le dossier au Ministre.

Si le Ministre estime les faits établis, il met en demeure le pouvoir organisateur de faire cesser l'infraction, en remboursant le minerval perçu.

Si le pouvoir organisateur refuse d'obtempérer, le Gouvernement retire pour l'année scolaire en cours, la totalité des subventions de fonctionnement de l'établissement en cause. Si le minerval perçu dépasse ce montant, le Gouvernement suspend le subventionnement de l'établissement en matière de fonctionnement comme en matière de traitement, jusqu'au remboursement intégral des minervaux perçus.

Art. 102. Des subventions de fonctionnement annuelles et forfaitaires sont accordées pour couvrir les frais afférents au fonctionnement et à l'équipement des établissements, et à la distribution gratuite de manuels et de fournitures scolaires aux élèves soumis à l'obligation scolaire.

CHAPITRE XII. — *Dispositions modificatives*

Section 1^{re}. — Modifications aux lois sur la collation des grades académiques le programme des examens universitaires coordonnés le 31 décembre 1949

Art. 103. A l'article 10, des lois sur la collation des grades académiques le programme des examens universitaires coordonnés le 31 décembre 1949, modifié par le décret du 5 septembre 1994, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 3 est restauré dans la disposition suivante :

« § 3. Il est délivré un certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré à l'issue de la quatrième année d'études de l'enseignement secondaire.

Il est également délivré un certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré par le jury de la Communauté française.

Ce certificat ne fait pas l'objet d'une homologation. »

2° au § 4, 1°, le mot "quatrième" est supprimé.

Section 2. — Modification aux lois coordonnées sur l'enseignement technique du 30 avril 1957

Art. 104. Les articles 15, 26, 27, 28, 42, 65, 66 et 67 des lois coordonnées sur l'enseignement technique du 30 avril 1957 sont abrogés en ce qui concerne l'enseignement secondaire de plein exercice.

Section 3. — Modification aux lois coordonnées sur l'enseignement moyen du 30 avril 1957

Art. 105. L'article 74 des lois coordonnées sur l'enseignement moyen du 30 avril 1957 est abrogé.

Section 4. — Modification aux lois coordonnées sur l'enseignement primaire du 20 août 1957

Art. 106. L'article 50, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et § 2 des lois coordonnées sur l'enseignement primaire du 20 août 1957 est abrogé.

Art. 107. Dans l'article 10 des lois sur l'enseignement primaire coordonnées le 20 août 1957, est inséré un troisième alinéa rédigé comme suit :

"L'inspecteur cantonal ou l'inspecteur cantonal adjoint peut aussi signaler au conseiller de l'Aide à la jeunesse l'élève mineur fréquentant l'enseignement fondamental qui compte plus de vingt demi-journées d'absence injustifiée. »

Section 5. — Modifications à la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement

Art. 108. L'article 11 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement est remplacé par la disposition suivante :

« Article 11. Les résultats obtenus par l'élève en religion ou en morale non confessionnelle sont pris en compte au même titre que les autres résultats dans les délibérations des conseils de classe. »

Art. 109. Dans l'article 24, § 2, alinéa 2, de la même loi un 2^o bis est inséré :

« 2^o bis Respecter les dispositions fixées par le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre; »

Section 6. — Modification à la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale de l'enseignement secondaire

Art. 110. L'article 2, § 2, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale de l'enseignement secondaire, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. L'enseignement secondaire de plein exercice est commun à tous les élèves pour les deux premières années.

Ces deux premières années peuvent également être organisées sous la forme d'un premier degré différencié. Les modalités de passage de ce premier degré différencié vers le premier degré et le deuxième degré sont déterminées par le Gouvernement. »

Section 7. — Modifications au décret du 9 novembre 1990 portant organisation des établissements de l'enseignement organisé par la Communauté française et instaurant la participation des membres de la Communauté éducative

Art. 111. L'article 10, § 1^{er}, 1^o et 2^o, du décret du 9 novembre 1990 portant organisation des établissements de l'enseignement organisé par la Communauté française et instaurant la participation des membres de la Communauté éducative est abrogé en ce qui concerne l'enseignement fondamental et l'enseignement secondaire.

Art. 112. Dans l'article 11, § 1^{er} du même décret, entre les mots "à l'exclusion des établissements d'enseignement" et les mots "supérieur de type court et de plein exercice", les mots "de l'enseignement fondamental, secondaire et" sont ajoutés.

Section 8. — Modifications au décret du 16 avril 1991 organisant l'Enseignement de promotion sociale

Art. 113. A l'article 18 du décret du 16 avril 1991 organisant l'Enseignement de promotion sociale, les mots "quatorze membres effectifs" et "quatorze membres suppléants" sont respectivement remplacés par les mots "dix-sept membres effectifs" et "dix-sept membres suppléants".

Art. 114. L'article 20, alinéa 1^{er}, du même décret est complété par la disposition suivante :

« 4^o trois membres représentant les organisations syndicales reconnues par la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités. »

Art. 115. Dans l'article 30, 1^o, du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, les mots "le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré délivré à l'issue de la quatrième année d'études de l'enseignement secondaire" sont introduits entre les mots "certificats d'études de base" et les mots "et les titres dénommés certificats de qualification".

Section 9. — Modifications au décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire

Art. 116. A l'article 2 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire, les mots "socles de compétences définissant le niveau des études" sont remplacés par les mots "socles de compétences, compétences et savoirs" visés aux articles 16, 25, 26 et 35 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre".

Art. 117. L'article 3 du même décret est complété par la disposition suivante :

« § 4. L'Administrateur général peut participer, avec voix consultative, aux réunions du Conseil général de concertation. »

Art. 118. A l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1^o les mots "24" sont remplacés par les mots "32";

2^o l'alinéa est complété comme suit :

« 7^o quatre membres représentant l'enseignement de promotion sociale;

8^o un membre représentant l'enseignement spécial;

- 9° un membre représentant l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi;
 10° un membre représentant l'Institut bruxellois francophone de formation professionnelle;
 11° un membre représentant l'Institut de formation permanente des classes moyennes et des petites et moyennes entreprises. »

Section 10. — Modifications au décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental

Art. 119. L'article 1^{er}, 2°, du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental est remplacé par la disposition suivante : « Socles de compétences : référentiel présentant de manière structurée les compétences de base à exercer jusqu'au terme des huit premières années de l'enseignement obligatoire et celles qui sont à maîtriser à la fin de chacune des étapes de celles-ci parce qu'elles sont considérées comme nécessaires à l'insertion sociale et à la poursuite des études ».

Art. 120. A l'article 18, alinéa 2, du même décret, les mots "Administrateur général de l'Organisation des Etudes" sont remplacés par les mots "le Directeur général adjoint de l'Organisation des Etudes".

Art. 121. A l'article 21 du même décret sont apportées les corrections suivantes :

1° L'alinéa 1^{er} est complété par la disposition suivante :

- trois représentants des organisations syndicales représentatives.

2° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« L'Administrateur général peut participer, avec voix consultative, aux réunions du Conseil général. »

Art. 122. Dans l'article 22 du même décret est inséré l'alinéa suivant :

« Les représentants des organisations syndicales représentatives ne participent pas aux débats relatifs à la liberté des méthodes pédagogiques visée à l'article 6 de la loi du 29 mai 1959 précitée. »

CHAPITRE XIII. — Dispositions transitoires et finale

Art. 123. Par dérogation à l'article 103, dans l'enseignement de promotion sociale, les élèves ayant commencé la formation délivrant le CESI au plus tard à la date du 1^{er} septembre 1997 se voient attribuer le certificat d'enseignement secondaire inférieur au moment où ils terminent avec fruit cette formation.

Art. 124. Les pouvoirs organisateurs qui le souhaitent peuvent bénéficier des dispositions des articles 7, 14, 30, 33, 53, 54, 60, pour autant que les prescriptions des articles 63 à 68, 70 et 71 aient été accomplies.

Art. 125. Le décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 1997 à l'exception :

1° des articles 69, 96 à 99, 103, 111 et 112 qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1998;

2° des articles 76, alinéa 1^{er}, 1°, 3° et 4° et alinéa 2, 77 et 78 qui entrent en vigueur le 1^{er} septembre 1998;

3° des articles 7, 14, 30, 33, 53, 54, 60, 63 à 68, 70 à 73, 76, alinéa 1^{er}, 2°, qui entrent en vigueur le 31 décembre 1998;

4° de l'article 110 dont le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 24 juillet 1997.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education,
 de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,

W. ANCIEN

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,

J.-C. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 2123

[C - 97/29337]

24 JULI 1997. — Decreet dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en definities

Artikel 1. Dit decreet is toepasselijk op het basisonderwijs en op het gewoon en buitengewoon secundair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Zitting 1996-1997

Documenten van de Raad. — Nr. 152 - nr. 1 : Voorstel van decreet; nrs. 2 tot 61 : Commissieamendementen; nr. 62 : Verslag; nrs. 63 tot 70 : Vergaderingsamendementen

Integrale verslagen. — Bespreking : Vergaderingen van 16 en 17 juli 1997. — Aanneming : Vergadering van 17 juli 1997.

Art. 2. Het basisonderwijs omvat de graad kleuterschool en de graad lagere school. Het wordt georganiseerd of gesubsidieerd in de vorm van gewoon onderwijs, van buitengewoon onderwijs toegankelijk voor de leerlingen bedoeld in de artikelen 1 en 4 van de wet van 6 juli 1970 betreffende het buitengewoon en geïntegreerd onderwijs, van geïntegreerd onderwijs georganiseerd overeenkomstig artikel 5bis van dezelfde wet.

Een inrichting die tegelijkertijd kleuter- en lager onderwijs organiseert, wordt basisschool genoemd. Een inrichting die slechts kleuteronderwijs organiseert, wordt kleuterschool genoemd. Een inrichting die slechts lager onderwijs organiseert, wordt lagere school genoemd.

Art. 3. Het secundair onderwijs wordt georganiseerd of gesubsidieerd in de vorm van gewoon onderwijs, van buitengewoon onderwijs toegankelijk voor de leerlingen bedoeld in de artikelen 1 en 4 van voornoemde wet van 6 juli 1970, van geïntegreerd onderwijs, georganiseerd overeenkomstig artikel 5bis van dezelfde wet.

Art. 4. Het secundair onderwijs omvat 6 leerjaren die kunnen opgevolgd worden enerzijds door een van de supplementaire jaren bedoeld onder artikel 2, § 1, lid 2, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur van het secundair onderwijs, anderzijds door de vierde graad van twee of drie jaar, bedoeld onder artikel 2, § 3 van dezelfde wet.

Het gewoon secundair onderwijs is georganiseerd of gesubsidieerd in de vorm van voltijds secundair onderwijs en onder de vorm van secundair onderwijs met beperkte leerplan, overeenkomstig enerzijds artikel 2, lid 1, van het decreet van 3 juli 1991, het onderwijs met beperkte uurrooster organiserend en anderzijds artikel 1 van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht. Het secundair onderwijs met beperkt uurrooster kan georganiseerd worden volgens een andere periodiciteit dan die van het schooljaar.

Het voltijds secundair onderwijs is gemeenschappelijk voor alle leerlingen tijdens de eerste twee jaar, hierna eerste graad genoemd.

Teneinde een gedifferentieerd en aan de behoeften van sommige leerlingen aangepast pedagogisch parcours mogelijk te maken, kunnen de eerste twee jaren van het secundair onderwijs op een gedifferentieerde manier georganiseerd worden, overeenkomstig artikel 2, § 2, van voornoemde wet van 19 juli 1971.

Het derde, vierde, vijfde en zesde jaar van het secundair onderwijs worden in twee afdelingen georganiseerd :

1° de overgangsafdeling die de algemene en technologische humaniora omvat, die een voorbereiding zijn op hogere studies maar die een integratie in het actieve leven eveneens mogelijk maken;

2° de kwalificatieafdeling, die de beroeps- en technische humaniora omvat, die een voorbereiding op het beroepsleven beogen door de uitreiking van een kwalificatiegetuigschrift maar die eveneens toegang verlenen tot hogere studies.

In het kader van dit decreet worden door de termen « tweede graad » eveneens de derde en vierde jaren bedoeld van het secundair onderwijs van type II; de termen « derde graad » duiden eveneens op het vijfde en het zesde jaar van het secundair onderwijs van type II.

Art. 5. In het geheel van de wetgeving en van de reglementering betreffende de onderwijsniveaus bedoeld in dit hoofdstuk, worden de volgende definities in aanmerking genomen :

1° competentie : bekwaamheid om een georganiseerd geheel van kennis, van know-how en van houdingen aan te wenden om zo een zeker aantal taken uit te voeren;

2° bekwaamheidsniveaus : referentiesysteem dat op een gestructureerde manier de basiscompetenties uiteenzet die uitgeoefend moeten worden tot aan het eind van de eerste 8 jaar van het verplicht onderwijs en deze die beheerst moeten worden aan het eind van elk van hun fasen omdat ze als noodzakelijk beschouwd worden voor de sociale integratie en voor de voortzetting van de studies;

3° terminale competenties : referentiesysteem dat op een gestructureerde manier de competenties uiteenzet waarvan de beheersing verwacht wordt op een bepaald niveau van het eind van het secundair onderwijs;

4° competenties betreffende een studierichting : referentiesysteem dat op een gestructureerde manier de competenties uiteenzet die aangeleerd moeten worden in een schoolse studierichting;

5° kwalificatieprofiel : referentiesysteem dat de activiteiten en competenties beschrijft uitgeoefend door volleerde werklui zoals zij zich in het bedrijf bevinden;

6° vormingsprofiel : referentiesysteem dat op een gestructureerde manier de competenties uiteenzet die aan te leren zijn voor het verwerven van een kwalificatiegetuigschrift;

7° specifiek vormingsprofiel : referentiesysteem dat op een gestructureerde manier de competenties uiteenzet die aan te leren zijn voor het verwerven van een getuigschrift van specifieke kwalificatie of voor een getuigschrift van verworven competenties;

8° studieprogramma's : referentiesysteem van opleidingsituaties, van opleidingsinhouden, verplicht of facultatief en methodologische oriëntaties door een organiserend autoriteit bepaald, teneinde de competenties te bereiken vastgelegd door de Regering voor een jaar, een graad of een cyclus;

9° multidisciplinaire competenties : houdingen, mentale benaderingswijzen en methodologische benaderingswijzen die gemeenschappelijk zijn aan de diverse aan te leren vakken en die in de praktijk moeten omgezet worden tijdens de opbouw van diverse wetenschappen en know-how; hun beheersing beoogt een groeiende zelfstandigheid van leercapaciteit van de leerlingen;

10° vormende evaluatie : evaluatie die gedaan wordt tijdens de activiteit met het oog op het beoordelen van de door de leerling gemaakte vooruitgang en om de aard van de moeilijkheden te begrijpen waar hij mee af te rekenen heeft tijdens een leertijd; ze heeft tot doel de ontwikkeling van de leerling te verbeteren, te corrigeren of aan te passen en ze is gedeeltelijk gebaseerd op de auto-evaluatie;

11° de proeven met een verplichtend karakter : proeven die afgenomen worden aan het eind van een leersekwentie met het oog op het vaststellen van de verworven kennis van de leerlingen;

12° gedifferentieerde pedagogie : onderwijsmethode die erin bestaat de manieren te variëren om rekening te houden met de heterogeniteit van de klassen evenals de diverse leermanieren en behoeften van de leerlingen.

13° begeleiding : hulpmiddel samengesteld uit de centrale commissies, de werkgroepen, de programmacommissies en de commissies voor evaluatiemiddelen met het oog op het instellen van algemene en buitengewone doelstellingen bepaald overeenkomstig het decreet.

HOOFDSTUK II. — *Betreffende de algemene doelstellingen van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs*

Art. 6. De Franse Gemeenschap, voor het onderwijs dat ze organiseert en elke inrichtende macht voor het gesubsidieerd onderwijs, streven tegelijkertijd en zonder hiërarchie de volgende doelstellingen na :

- 1° het zelfvertrouwen en de ontwikkeling van de persoon van elk van de leerlingen bevorderen;
- 2° alle leerlingen ertoe brengen wetenschap en competenties te verwerven die ze in staat stellen gedurende hun hele leven te leren en een actieve plaats in te nemen in het economisch, sociaal en cultureel leven;
- 3° alle leerlingen erop voorbereiden verantwoordelijke burgers te zijn, die in staat zijn mee te werken aan de ontwikkeling van een democratische, solidaire gemeenschap die pluralistisch is en openstaat voor andere culturen;
- 4° aan alle leerlingen gelijke kansen garanderen op een sociale emancipatie.

Art. 7. De Franse Gemeenschap, voor het onderwijs dat ze organiseert en elke inrichtende macht voor het gesubsidieerd onderwijs, kunnen de inrichtingen die ze organiseren, toelaten in het kader van hun project bedoeld onder artikel 67, het wekelijks uurrooster dermate aan te passen voor het inrichten van activiteiten per vak of per groep vakken om de algemene doelstellingen te kunnen bereiken bedoeld onder artikel 6.

Art. 8. Om de algemene doelstellingen te bereiken bedoeld onder artikel 6, de kennis en de know-how, hetzij opgebouwd door de leerlingen zelf, hetzij doorgegeven, worden in het perspectief van het verwerven van competenties geplaatst. Deze laatste worden verworven zowel tijdens de lessen als tijdens de overige educatieve activiteiten en, meer algemeen, in de organisatie van het dagelijks leven in de school. Met die bedoeling waken de Franse Gemeenschap voor het onderwijs dat ze organiseert en elke inrichtende macht voor het gesubsidieerd onderwijs erop dat elke inrichting :

- 1° de leerling in situaties plaatst die hem ertoe aanzetten op eenzelfde benaderingswijze beroep te doen op zijn multidisciplinaire en de in de studierichting begrepen competenties, met inbegrip van de kennis en de know-how die eraan verbonden zijn;
- 2° de activiteiten bevordert die de nadruk leggen op de ontdekking, de productie en de creatie;
- 3° theorie en praktijk verduidelijkt, en maakt zo onder andere het opbouwen van concepten mogelijk gebaseerd van de praktijk;
- 4° evenwicht brengt in de individuele en gezamenlijke werktijd, ontwikkelt de capaciteit om inspanningen te leveren om een doel te bereiken;
- 5° door elke leerling de verplichting doet eerbiedigen om deel te nemen aan alle activiteiten die verbonden zijn aan de certificatie georganiseerd door de inrichting en de taken te vervullen die eruit voortvloeien;
- 6° de oriëntatie binnen het eigenlijke educatieve proces integreert, onder andere door de aandacht te vestigen op de beroepen en door het informeren van de leerlingen wat de vakkenkeuze voor de vorming betreft;
- 7° beroep doet op de communicatie- en informatietechnieken in de mate waardoor ze hulpmiddelen zijn bij de ontwikkeling, bij het bereiken van de zelfstandigheid en de individualisering van het leerparcours;
- 8° de aantrekkingskracht opwekt voor cultuur en creatie en bevordert de deelname aan culturele en sportieve activiteiten door een medewerking met de betrokken personen;
- 9° opvoedt met het oog op respect voor de persoonlijkheid en overtuigingen van elkeen, de plicht zowel lichamelijk als moreel geweld uit te sluiten en maakt een aanvang met democratische gebruiken van verantwoordelijk burgerschap in het kader van de school;
- 10° deelneemt aan het leven van haar wijk of van zijn dorp en dientengevolge van zijn gemeente en er zich op een harmonieuze manier zou integreren onder andere door het opstaan voor een democratisch debat.

Art. 9. De Franse Gemeenschap, voor het onderwijs dat ze organiseert en elke inrichtende macht voor het gesubsidieerd onderwijs, passen de definitie van de studieprogramma's en hun pedagogisch project aan :

- 1° aan de algemene doelstellingen van het onderwijs bepaald in artikel 6;
- 2° aan het aanleren, de diepgaande studie en het beheersen van de Franse taal;
- 3° aan het aanleren van de hulpmiddelen van de wiskunde;
- 4° aan de voordelen andere talen te kennen buiten het Frans en in het buitengewoon in deze talen te communiceren;
- 5° aan het belang van de kunst, de opvoeding tot de media en de lichamelijke uitdrukking;
- 6° het begrip van wetenschappen en technieken en hun onderlinge afhankelijkheid;
- 7° aan het doorgeven van het cultureel erfgoed in al zijn aspecten en aan het ontdekken van andere culturen die samen tekenen van erkenning geven en meewerken aan het smeden van een sociale band;
- 8° aan het bewaren van de herinnering van gebeurtenissen die helpen het verleden en het heden te begrijpen, in het perspectief van een persoonlijke en gezamenlijke gehechtheid aan de idealen die de grondslagen zijn van de democratie;
- 9° aan het begrijpen van het levensmilieu, van de geschiedenis en meer in het buitengewoon aan de redenen en de gevolgen van de Europese unificatie;
- 10° aan het begrip van het Belgisch politiek systeem.

Art. 10. De Franse Gemeenschap, voor het onderwijs dat ze inricht, en elke inrichtende macht, voor het gesubsidieerd onderwijs, zal erover waken dat :

- 1° alle maatregelen die zouden kunnen leiden tot het ontstaan van een hiërarchie tussen inrichtingen of tussen afdelingen of vormen van onderwijs georganiseerd in het secundair onderwijs veroordeeld worden;
- 2° de diverse vormen en afdelingen beschouwd worden als diverse manieren om de algemene doelstellingen van het decreet te bereiken;
- 3° meisjes en jongens dezelfde toegang te verschaffen tot alle vormingen;

De overgang tussen verschillende afdelingen en onderwijsvormen is toegelaten, volgens de modaliteiten bepaald door de Regering.

Art. 11. De Franse Gemeenschap, voor het onderwijs dat ze inricht, en elke inrichtende macht, voor het gesubsidieerd onderwijs, waken erover dat de inrichtingen waar ze verantwoordelijk voor zijn rekening zouden houden met de sociale en culturele achtergrond van de leerlingen teneinde aan elkeen gelijke kansen voor sociale, professionele en culturele integratie te bieden

HOOFDSTUK III. — *Buitengewoone doelstellingen gemeenschappelijk aan het basisonderwijs en aan de 1e graad van het secundair onderwijs*

Afdeling 1. — De cycli en bekwaamheidsniveaus

Art. 12. Het kleuteronderwijs streeft alle algemene doelstellingen na die bepaald werden onder artikel 6 en beoogt in het buitengewoon :

1° de ontwikkeling van het besef door het kind van zijn eigen mogelijkheden en het bevorderen van de eigen uitdrukking door creatieve activiteiten;

2° het ontwikkelen van het sociaal gevoel;

3° het bevorderen van de cognitieve, sociale, affectieve en psychomotorische opleiding;

4° het opsporen van de moeilijkheden en de handicaps van de kinderen en het vinden van de nodige oplossingen.

Art. 13. § 1. De vorming tijdens het kleuteronderwijs en van de eerste acht jaren van het verplicht onderwijs vormen een pedagogisch continuüm, gestructureerd in drie stappen, die beogen alle leerlingen de nodige bekwaamheidsniveaus te verschaffen die nodig zijn voor hun sociale integratie en de voortzetting van hun studies.

§ 2. De onder § 1 beoogde stappen zijn :

1° van het begin van het basisonderwijs tot het einde van het tweede jaar lager;

2° van het derde tot het zesde jaar lager;

3° de eerste twee jaren van het secundair onderwijs.

§ 3. De eerste stap bestaat uit twee cycli :

1° van het begin van de kleuterschool op 5 jaar;

2° van 5 jaar tot het eind van het tweede jaar lager.

De tweede stap bestaat uit twee cycli :

1° het derde en vierde jaar lager;

2° het vijfde en zesde jaar lager;

De derde stap bestaat uit een enkele cyclus.

§ 4. Op voorstel van de Hoge Raad voor het Buitengewoon Onderwijs opgericht door de wet van 6 juli 1970 betreffende het buitengewoon en geïntegreerd onderwijs, kan de Regering het pedagogisch continuüm bedoeld onder §§ 2 en 3 aanpassen voor het buitengewoon en geïntegreerd onderwijs.

Art. 14. Elke inrichting die het basisonderwijs of lager onderwijs of de eerste graad van het secundair onderwijs inricht, bepaalt in haar project bedoeld onder artikel 67, de middelen die ze in het werk zal stellen om de overgang te vergemakkelijken tussen de laatste twee jaren van het lager onderwijs en de eerste graad van het secundair onderwijs. Deze middelen kunnen onder andere omvatten : de uitwisseling van pedagogische documenten en informatie in verband met de beheersing van bekwaamheidsniveaus, het verwezenlijken van gemeenschappelijke activiteiten en, meer algemeen, het overleg met betrekking tot de projecten van de inrichtingen.

Art. 15. Elke onderwijsinrichting maakt het de leerling mogelijk aan zijn eigen ritme vooruit te gaan, daarbij de vormende evaluatie beoefenend en de gedifferentieerde pedagogie.

De leerling die zich genoodzaakt ziet de tweede stap van het verplicht onderwijs in vijf jaar eerder dan in vier te volbrengen, of de eerste graad van het secundair onderwijs in drie jaar eerder dan in twee, kan het complementair jaar volgen dat aangepast is aan zijn vormingsbehoeften in dezelfde inrichting.

Het project van de inrichting bedoeld onder artikel 67 bepaalt de modaliteiten volgens dewelke het parcours ingericht is in drie jaar voor de eerste graad of in vijf jaar voor de tweede trap van het verplicht onderwijs.

Art. 16. § 1. De Regering bepaalt de bekwaamheidsniveaus en onderwerpt ze aan de goedkeuring van het Parlement.

§ 2. Werkgroepen worden opgericht volgens de modaliteiten die bepaald worden door de Regering, teneinde de bekwaamheidsniveaus op te bouwen en drie stappen te onderscheiden bedoeld onder artikel 13.

De werkgroepen maken hun voorstellen in verband met de bekwaamheidsniveaus door respectievelijk aan de Algemene Raad voor het Basisonderwijs opgericht door het decreet van 14 maart 1995 betreffende de promotie van een school, van het slagen in het basisonderwijs en van de Algemene Raad voor Overleg voor het secundair onderwijs opgericht door het decreet van 27 oktober 1994 het overleg inrichtend voor het secundair onderwijs.

Indien ze dit nodig achten, kunnen de Algemene Raden deze voorstellen wijzigen. Ze maken de voorstellen over aan de Regering zoals zij ze gewijzigd hebben met de originele voorstellen van de werkgroep.

Volgens hun doel zijn de werkgroepen samengesteld uit vertegenwoordigers van het basis- of het secundair onderwijs evenals van de inspectie. De werkgroepen raadplegen, in de hoedanigheid van expert, elke persoon die nuttig geacht wordt. De werkgroepen houden ook gezamenlijke vergaderingen teneinde de voorstellen in verband met het basis- en het secundair onderwijs te harmoniseren.

§ 3. De bekwaamheidsniveaus geven de voorrang aan de beheersing van de betekenis bij het aanleren van het lezen, aan het produceren van geschreven stukken en aan de mondelinge communicatie evenals aan het beheersen van de fundamentele wiskundige hulpmiddelen in het kader van het oplossen van vraagstukken. Ze bepalen de communicatieve competenties die verwacht worden aan het eind van de eerste graad voor een taal die niet de Franse taal is.

De overige educatieve activiteiten beogen eveneens de algemene doelstellingen vastgesteld onder lid 1. Deze activiteiten vallen binnen de volgende domeinen die deel uitmaken van de gemeenschappelijke verplichte vorming : de structuur van tijd en ruimte, de psychomotorische en lichamelijke opvoeding, het opwekken van de interesse, daarna de initiatie tot geschiedenis en aardrijkskunde, de artistieke opvoeding, de opvoeding door de technologie, de wetenschappelijke initiatie, de ontdekking van het milieu, de opvoedkundige ontdekking van de media, het aanleren van de sociale gedragingen en van het burgerschap.

Op voorstel van de Hogere Raad bedoeld onder artikel 13, § 4, worden de prioriteiten vermeld in lid 1, evenals de activiteiten bedoeld onder lid 2 aangepast aan de buitengewone behoeften van de gehandicapte leerlingen die het gewone onderwijs of het buitengewoon onderwijs volgen.

Art. 17. § 1. Voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap bepaalt de Regering de studieprogramma's van de cycli en de jaren bedoeld in dit hoofdstuk.

§ 2. Voor het gesubsidieerd onderwijs keurt de Regering de studieprogramma's goed van de cycli en jaren bedoeld in dit hoofdstuk, na het advies te hebben ingewonnen van de Programmacommissie.

§ 3. Er wordt een Programmacommissie opgericht volgens de modaliteiten bepaald door de Regering.

De Programmacommissie controleert of de studieprogramma's het bereiken van de bekwaamheidsniveaus mogelijk maken.

De controle uitgeoefend door de Programmacommissie heeft geen betrekking op de pedagogische methoden.

§ 4. De studieprogramma's behoren tot de bevoegdheid van de inrichtende machten, die ze kunnen delegeren aan het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten waar zij bij aansluiten.

In het gesubsidieerd onderwijs ingericht door de overheid, mag de duur van de delegatie bedoeld onder lid 1 de termijn van het electief mandaat van deze overheid niet overschrijden.

In het vrij gesubsidieerd onderwijs is de duur van de afvaardiging bedoeld onder lid 1 van zes jaar en vernieuwbaar.

De Regering bepaalt de modaliteiten van de afvaardiging.

§ 5. De studieprogramma's leggen leersituaties voor en geven de inhoud van de opleiding aan die verplicht of facultatief kan zijn. Ze geven methodologische oriëntaties. De situaties en inhoud van de opleiding evenals de methodologische oriëntaties moeten het mogelijk maken de bekwaamheidsniveaus te bereiken.

Art. 18. De pedagogische diensten van de Franse Gemeenschap en die van de diverse inrichtende machten voor het gesubsidieerd onderwijs produceren pedagogische hulpmiddelen die het mogelijk maken de bekwaamheidsniveaus te bereiken. Deze pedagogische hulpmiddelen mogen benut worden door om het even welke inrichting ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Nadat de Regering het advies heeft ingewonnen van de Algemene Raden bedoeld onder artikel 16, bepaalt de modaliteiten voor hun verspreiding ten voordele van het geheel van de inrichtende machten.

Pedagogische hulpmiddelen die eigen zijn aan het buitengewoon onderwijs kunnen eveneens opgericht worden ter aanvulling van de gemeenschappelijke hulpmiddelen.

Art. 19. Er wordt een Commissie opgericht voor de evaluatiemiddelen betreffende de bekwaamheidsniveaus, volgens de modaliteiten bepaald door de Regering.

Deze Commissie produceert reeksen gestandaardiseerde evaluatietests die overeenstemmen met de bekwaamheidsniveaus.

De Regering maakt ze over ter informatie aan alle inrichtingen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, volgens de modaliteiten die ze bepaalt. Deze reeksen tests worden eveneens medegegeeld aan de inrichtingen belast met de begin- en voortgezette vorming van de leraren.

Deze reeksen van evaluatietests kunnen eveneens aangepast worden voor het buitengewoon en geïntegreerd onderwijs in functie van de handicap en ter aanvulling van de voor iedereen gemeenschappelijke reeksen.

Art. 20. Voor de studiestappen en -cycli bedoeld in artikel 13, omvat de studiecontrole bedoeld in de artikelen 6 en 24 van de wet van 29 mei 1959, bepaalde beschikkingen wijzigend van de wet op het onderwijs, het nazicht van het volgende :

- 1° de gelijkwaardigheid van de activiteiten voorgesteld aan de leerlingen en de bekwaamheidsniveaus;
- 2° het respecteren van de prioriteiten vastgelegd in de bekwaamheidsniveaus;
- 3° de gelijkstelling van het niveau van de evaluatietests afgenomen van de leerlingen met dat van de tests ontwikkeld door de Commissie voor de evaluatiehulpmiddelen bedoeld in artikel 19.

Afdeling 2. — Over de oriëntatie na de eerste acht jaren verplichte schooltijd

Art. 21. Op het einde van de eerste acht jaren verplichte schooltijd worden de leerlingen georiënteerd naar de onderwijsvorm die het best is aangepast aan hun streven en hun bekwaamheden.

Art. 22. De klasseraad is verantwoordelijk voor de oriëntatie. Met dit doel doet hij een beroep op het psychomedisch centrum en de ouders. Dan begeleidt hij elke leerling bij het uitstippelen van een plan voor zijn leven op school en zijn beroepsleven volgens de modaliteiten beschreven in artikel 67.

Art. 23. In samenwerking met het psycho-medisch-sociaal centrum maakt elke inrichting voor secundair onderwijs aan de leerlingen van de eerste graad alsook aan hun ouders een volledige informatie over in verband met :

- 1° de opleidingscursussen ingericht in de 2de en 3de graad beroeps- en technische humaniora; hierin zijn de artistieke opleidingscursussen begrepen;

2° de opleidingscursussen ingericht in de 2de en 3de graad van de algemene en technische humaniora; hierin zijn de artistieke opleidingscursussen begrepen;

3° de opleidingcursussen die met een beurtwisseling worden ingericht overeenkomstig de bepalingen van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht.

Elke inrichting voor secundair onderwijs brengt de leerlingen van de eerste graad in contact door bezoeken of observatieproeflessen met de onderwijzende inrichtingen die onderwijs van hetzelfde type verschaffen die zowel de overgangs- als de kwalificatieafdeling inrichten.

De informatie, de bezoeken en de proeflessen werken een positieve oriëntatie van de leerlingen aan het eind van de eerste graad in de hand.

HOOFDSTUK IV. — *Over de buitengewone doelstellingen van de algemene en technologische humaniora*

Afdeling 1. — Bekwaamheden en kennis vereist op het einde van de algemene en technologische humaniora

Art. 24. De algemene en technologische humaniora waarborgen een humanistische vorming, in de lijn van de algemene doelstellingen zoals bepaald in artikel 6.

Art. 25. § 1. De Regering bepaalt en legt ter goedkeuring voor aan de Raad van de Gemeenschap :

1° de finale bekwaamheden en gemeenschappelijke kennis die van het geheel van de leerlingen vereist worden op het eind van de overgangsafdeling;

2° de finale bekwaamheden en kennis vereist in de diverse vakken van de overgangsafdeling;

3° de minimale bekwaamheden wat de communicatie in een andere moderne taal dan het Frans betreft, op het eind van de overgangsafdeling.

§ 2. Werkgroepen worden opgericht volgens de modaliteiten bepaald door de Regering, teneinde de diverse bekwaamheden en kennis vast te leggen.

De werkgroepen maken hun voorstellen in verband met de kennis en bekwaamheden door aan de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 16.

Indien hij dit nodig acht, kan de Adviesraad deze voorstellen wijzigen. Hij maakt de voorstellen aan de Regering over zoals hij ze gewijzigd heeft en de oorspronkelijke voorstellen van de werkgroepen.

De werkgroepen zijn samengesteld uit vertegenwoordigers van het secundair onderwijs, van de inspectie en van het hoger onderwijs. De werkgroepen ondervragen als expert elke persoon die zij nodig achten. Het totaal aantal van de vertegenwoordigers van het hoger onderwijs mag niet hoger liggen dan het aantal vertegenwoordigers van het secundair onderwijs.

Art. 26. § 1. De Regering mag vaststellen en ter goedkeuring voorleggen aan de Raad van de Gemeenschap :

1° de gemeenschappelijke bekwaamheden en kennis die vereist zijn van het geheel van de leerlingen op het eind van de tweede graad van de overgangsafdeling;

2° de bekwaamheden en kennis vereist in de diverse vakken op het eind van de tweede graad van de overgangsafdeling.

§ 2. Er worden werkgroepen opgericht volgens de modaliteiten bepaald door de Regering, teneinde de diverse bekwaamheden en kennis vast te leggen.

De werkgroepen maken hun voorstellen in verband met de kennis en bekwaamheden door aan de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 16.

Indien hij dit nodig acht, kan de Adviesraad deze voorstellen wijzigen. Hij maakt de voorstellen aan de Regering over zoals hij ze gewijzigd heeft en de oorspronkelijke voorstellen van de werkgroepen.

De werkgroepen zijn samengesteld uit vertegenwoordigers van het secundair onderwijs en van de inspectie. De werkgroepen ondervragen als expert elke persoon die zij nodig achten.

De definitie van de bekwaamheden en kennis vereist aan het eind van de tweede graad houdt rekening met de finale bekwaamheden en kennis bepaald in toepassing van artikel 25.

Art. 27. § 1. Voor het onderwijs in de Franse Gemeenschap bepaalt de Regering, rekening houdend met de bekwaamheden en kennis gedefinieerd in artikelen 25 en 26, de studieprogramma's van de graden en de jaren bedoeld in dit hoofdstuk.

§ 2. Voor het gesubsidieerd onderwijs hecht de Regering haar goedkeuring, rekening houdend met de bekwaamheden en kennis gedefinieerd in artikelen 25 en 26, de studieprogramma's van de graden en jaren bedoeld in dit hoofdstuk, na het advies hebben ingewonnen van de Programmacommissie voor de algemene en technologische humaniora.

§ 3. Er wordt een Programmacommissie opgericht voor de algemene en technologische humaniora, volgens de modaliteiten bepaald door de Regering.

De Programmacommissie controleert of de studieprogramma's geschikt zijn om de bekwaamheden en de kennis te bereiken bedoeld in artikelen 25 en 26.

De Programmacommissie oefent geen controle uit op de pedagogische methoden.

§ 4. De studieprogramma's behoren tot de bevoegdheid van de inrichtende machten, die ze kunnen delegeren aan het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten waar zij bij aansluiten.

In het gesubsidieerd onderwijs ingericht door de overheid, mag de duur van de delegatie bedoeld onder lid 1 de termijn van het electief mandaat van deze overheid niet overschrijden.

In het vrij gesubsidieerd onderwijs is de duur van de delegatie bedoeld onder lid 1 van zes jaar en vernieuwbaar.

De Regering bepaalt de modaliteiten van de delegatie.

§ 5. De studieprogramma's leggen leersituaties voor en geven de inhoud van de opleiding aan die verplicht of facultatief kan zijn. Ze geven methodologische oriëntaties. De situaties en inhoud van de opleiding evenals de methodologische oriëntaties moeten het mogelijk maken de bekwaamheidsniveaus te bereiken bedoeld in artikelen 25 en 26.

Art. 28. De pedagogische diensten van de Franse Gemeenschap en die van de diverse inrichtende machten voor het gesubsidieerd onderwijs produceren pedagogische hulpmiddelen die het mogelijk maken de in de artikelen 25 en 26 bekwaamheidsniveaus te bereiken. Deze pedagogische hulpmiddelen mogen benut worden door om het even welke inrichting ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Nadat de Regering het advies heeft ingewonnen van de Algemene Raden bedoeld in artikel 16, bepaalt de modaliteiten voor hun verspreiding ten voordele van het geheel van de inrichtende machten.

Pedagogische hulpmiddelen die eigen zijn aan het buitengewoon onderwijs kunnen eveneens opgericht worden ter aanvulling van de gemeenschappelijke hulpmiddelen.

Art. 29. Er wordt een Commissie opgericht voor de evaluatiemiddelen van de algemene en technologische humaniora.

Deze Commissie produceert reeksen gestandaardiseerde evaluatietests die overeenstemmen met de in de artikelen 25 en 26 vastgestelde bekwaamheidsniveaus.

De Regering maakt ze over ter informatie aan alle inrichtingen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, volgens de modaliteiten die ze bepaalt. Deze reeksen tests worden eveneens medegedeeld aan de inrichtingen belast met de begin- en voortgezette vorming van de leraren.

Deze reeksen van evaluatietests kunnen eveneens aangepast worden voor het buitengewoon en geïntegreerd onderwijs in functie van de handicap en ter aanvulling van de voor iedereen gemeenschappelijke reeksen.

Art. 30. In het kader van haar project bedoeld onder artikel 67, kan elke inrichting de lesroosters toebedeeld aan een, meerdere of alle vakken in de functionele studiegehlen verdelen over verscheidene weken. De tijd toebedeeld aan diverse vakken kan ook gegroepeerd worden voor interdisciplinaire of culturele activiteiten. De enige verplichting van de inrichting als zij wenst gebruik te maken van deze bepaling, is aan te geven hoe de buitengewone werkwijzen die ze gebruikt het mogelijk maken de algemene doelstellingen te bereiken bedoeld onder artikel 6 en de bekwaamheden en kennis bedoeld in de artikelen 25 en 26, in het kader van het studieprogramma aangenomen door haar inrichtende macht.

Met uitzondering van de lessen in godsdienst, lekenmoraal en lichamelijke opvoeding kunnen de lessen die een lesrooster hebben van minder dan drie wekelijkse perioden, gegroepeerd worden binnen een jaar van de graad of binnen een semester per jaar.

Art. 31. Voor de studiejaren bedoeld in dit hoofdstuk, omvat de controle van het studieniveau bedoeld in de artikelen 6 en 24 van de wet van 29 mei 1959, bepaalde beschikkingen wijzigend van de wet op het onderwijs, het nazicht van het volgende :

1° de gelijkwaardigheid van de activiteiten voorgesteld aan de leerlingen en de bekwaamheidsniveaus;

3° de gelijkstelling van het niveau van de evaluatietests afgenomen van de leerlingen met dat van de tests ontwikkeld door de Commissie voor de evaluatiehulpmiddelen bedoeld in artikel 29.

Afdeling 2. — De oriëntatie tijdens en op het eind van de algemene en technologische humaniora

Art. 32. § 1. De oriëntatie brengt de teams docenten samen, de psycho-medische-sociale centra, de ouders en de leerlingen. Ze is een van de essentiële taken van de klasseraad.

§ 2. De Regering stelt ter beschikking van de inrichtingen voor secundair onderwijs informatie in verband met de hogere studies, waarbij aanwijzingen worden gegeven die eigen zijn aan elk vakkenpakket.

De Regering waakt over de overeenkomst tussen de vereisten bij het aanvangen van het hoger onderwijs en de bekwaamheden en kennis bepaald in artikel 25 en de reeksen tests ontwikkeld door de Commissie voor evaluatiehulpmiddelen bedoeld in artikel 29.

Op aanvraag van de leerling ingeschreven in het laatste jaar van de algemene en technologische humaniora, helpt het psycho-medisch-sociale centrum verbonden aan de inrichting hem zijn motivaties te ontdekken en zijn bekwaamheden om zijn plannen tot een goed eind te brengen.

In het kader van haar project, bedoeld in artikel 67, kan elke inrichting het equivalent van twee weken verdeeld over het geheel van de derde graad toebedelen aan activiteiten die de rijping door de leerlingen van hun professionele keuze en de studierichting die hieruit voortvloeit, bevorderen. Deze activiteiten maken deel uit van de normale studies van de leerling. De personeelsleden die deze activiteiten coördineren en begeleiden bevinden zich in actieve dienst.

Afdeling 3. — De kredieten bekomen in de algemene en technologische humaniora

Art. 33. Na het advies ingewonnen te hebben van de Algemene Raad voor de Hogescholen opgericht bij het decreet van 5 augustus 1995, tot bepaling van de algemene inrichting van het Hoger onderwijs in de hogescholen, van de Algemene Adviesraad voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 16 en van de Adviescommissie voor het onderwijs voor sociale promotie, opgericht bij het decreet van 16 april 1991, tot inrichting van het onderwijs voor sociale promotie, bepaalt de Regering de studiekredieten, die verworven werden in het kader van het technisch overgangsonderwijs, die gevaloriseerd kunnen worden in het hoger onderwijs ingericht in de hogescholen en in het onderwijs voor sociale promotie evenals de modaliteiten van deze valorisatie.

HOOFDSTUK V. — De buitengewoone doelstellingen van de beroeps- en technische humaniora

Afdeling 1. — De bekwaamheden en kennis die vereist zijn in verband met de humanistische vorming op het eind van de beroeps- en technische humaniora

Art. 34. De beroeps- en technische humaniora verschaffen een humanistische vorming in het licht van de algemene doelstellingen bepaald in artikel 6.

Deze vorming wordt bereikt door middel van algemene cursussen en door het geheel van de kwalificerende opleiding.

De kwalificerende opleiding beoogt het beheersen van de bekwaamheden vastgelegd door een vormingsprofiel bepaald overeenkomstig artikel 6 van het decreet van 27 oktober 1994 dat het overleg inricht voor het secundair onderwijs.

Art. 35. § 1. De Regering bepaalt en legt ter goedkeuring voor aan de Raad van de Gemeenschap :

1° de finale bekwaamheden en gemeenschappelijke kennis die van het geheel van de leerlingen vereist worden op het eind van de kwalificatieafdeling die leidt tot het uitreiken van een getuigschrift van hoger secundair onderwijs;

2° de finale bekwaamheden en kennis vereist van het geheel van de leerlingen op het eind van de kwalificatieafdeling die leidt tot het uitreiken van een getuigschrift van zesde jaar beroepsafdeling;

3° de minimale bekwaamheden inzake communicatie in een andere moderne taal dan het Frans, op het eind van de kwalificatieafdeling, indien het aanleren van een moderne taal voorkomt in het studieprogramma.

§ 2. Werkgroepen worden opgericht volgens de modaliteiten bepaald door de Regering, teneinde de diverse bekwaamheden en kennis vast te leggen.

De werkgroepen maken hun voorstellen in verband met de kennis en bekwaamheden door aan de Algemene Adviesraad voor het secundair onderwijs bedoeld onder artikel 16.

Indien hij dit nodig acht, kan de Algemene Raad deze voorstellen wijzigen. Hij maakt de voorstellen aan de Regering over zoals hij ze gewijzigd heeft en de oorspronkelijke voorstellen van de werkgroepen.

De werkgroepen zijn samengesteld uit vertegenwoordigers van het secundair onderwijs, van de inspectie, van het hoger onderwijs en van de Communautaire Commissie voor beroepen en kwalificaties, opgericht door voornoemd decreet van 27 oktober 1994. De werkgroepen ondervragen als expert elke persoon die zij nodig achten. Het totaal aantal van de vertegenwoordigers van het hoger onderwijs en van de Communautaire Commissie mag niet hoger liggen dan het aantal vertegenwoordigers van het secundair onderwijs.

Art. 36. § 1. Voor het onderwijs in de Franse Gemeenschap bepaalt de Regering, rekening houdend met de bekwaamheden en kennis bepaald in artikel 35, de studieprogramma's van de cursussen die specifiek zijn voor de humanistische vorming gedurende de graden en jaren bedoeld in dit hoofdstuk.

§ 2. Voor het gesubsidieerd onderwijs hecht de Regering haar goedkeuring, rekening houdend met de bekwaamheden en kennis bepaald in artikel 35, de studieprogramma's van de cursussen die specifiek zijn voor de humanistische vorming gedurende de graden en jaren bedoeld in dit hoofdstuk, na het advies te hebben ingewonnen van de Programmacommissie voor de beroeps- en technische humaniora.

§ 3. Er wordt een Programmacommissie opgericht voor de beroeps- en technische humaniora volgens de modaliteiten bepaald door de Regering.

De Programmacommissie controleert of de studieprogramma's het bereiken van de bekwaamheidsniveaus mogelijk maken.

De controle uitgeoefend door de Programmacommissie heeft geen betrekking op de pedagogische methoden.

§ 4. De studieprogramma's behoren tot de bevoegdheid van de inrichtende machten die ze kunnen afvaardigen aan het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten waar zij bij aansluiten.

In het gesubsidieerd onderwijs ingericht door de openbare machten, mag de duur van de afvaardiging bedoeld in lid 1 de termijn van het electief mandaat van deze macht niet overschrijden.

In het vrij gesubsidieerd onderwijs is de duur van de afvaardiging bedoeld in lid 1 van zes jaar en vernieuwbaar.

De Regering bepaalt de modaliteiten van de afvaardiging.

§ 5. De studieprogramma's leggen leersituaties voor en geven de inhoud van de opleiding aan die verplicht of facultatief kan zijn. Ze geven methodologische oriëntaties. De situaties en inhoud van de opleiding evenals de methodologische oriëntaties moeten het mogelijk maken de bekwaamheden en kennis bedoeld in artikel 35 te verwerven.

Art. 37. De pedagogische diensten van de Franse Gemeenschap en die van de diverse inrichtende machten voor het gesubsidieerd onderwijs ontwikkelen pedagogische hulpmiddelen die het bereiken van de bekwaamheidsniveaus en de kennis bedoeld in artikel 35 vergemakkelijken. Deze pedagogische hulpmiddelen mogen benut worden door om het even welke inrichting ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Na het advies te hebben ingewonnen van de Algemene Raden bedoeld in artikel 16, bepaalt de Regering de modaliteiten voor hun verspreiding ten voordele van het geheel van de inrichtende machten.

Pedagogische hulpmiddelen die eigen zijn aan het buitengewoon onderwijs kunnen eveneens voorzien worden ter aanvulling van de gemeenschappelijke hulpmiddelen.

Art. 38. Er wordt een Commissie opgericht voor de evaluatiemiddelen betreffende de bekwaamheidsniveaus, volgens de modaliteiten bepaald door de Regering.

De Regering verspreidt, ter informatie aan alle onderwijsinrichtingen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, volgens de modaliteiten die ze bepaalt, de reeksen gestandaardiseerde evaluatietests die overeenstemmen met de bekwaamheden en kennis bedoeld in artikel 35 ontwikkeld door deze Commissie. Deze reeksen tests worden eveneens medegedeeld aan de inrichtingen belast met de basisopleiding van de leraren.

Deze reeksen van evaluatietests bedoeld in voorgaande lid kunnen eveneens aangepast worden voor het buitengewoon en geïntegreerd onderwijs in functie van de handicap en ter aanvulling van de voor iedereen gemeenschappelijke reeksen.

Afdeling 2. — Over de bekwaamheden bepaald door de opleidingsprofielen en hun certificatie op het eind van de beroeps- en technische humaniora

Art. 39. Op het voorstel van de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 16, bepaalt de Regering de opleidingsprofielen bedoeld in artikel 16 van voornoemd decreet van 27 oktober 1994 en legt ze ter goedkeuring voor aan de Raad van de Gemeenschap.

Art. 40. De opleidingsprofielen staan in verband met de kwalificatieprofielen vastgesteld door de Communautaire Commissie voor beroepen en kwalificaties bedoeld in artikel 6 van hetzelfde decreet.

De kwalificatieprofielen beschrijven de activiteiten en de bekwaamheden uitgevoerd door de volleerde arbeiders zoals zij zich in het bedrijf bevinden.

Art. 41. De opleidingsprofielen worden in twee fasen verwezenlijkt :

1° de segmentatie van de kwalificatieprofielen in bekwaamheidseenheden, m.a.w. in coherente bekwaamheidsgehelen;

2° de hergroepering van de bekwaamheidseenheden in coherente opleidingsprofielen.

Art. 42. Aan het eind van de kwalificatieafdeling van het secundair onderwijs wordt het welslagen bevestigd in functie van de gelijkwaardigheid van de bekwaamheden van de student met het opleidingsprofiel.

Art. 43. Zich baserend op de opleidingsprofielen en na het advies te hebben ingewonnen van de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 16, bepaalt de Regering en legt ter goedkeuring voor aan de Raad van de Gemeenschap :

1° de lijst van de gegroepeerde opties, overeenkomstig artikel 24 van het decreet van 29 juli 1992 betreffende de inrichting van het secundair onderwijs met volledig leerplan;

2° de toelatingsvoorwaarden tot de diverse jaren, opleidingen en opties.

Art. 44. Op voorstel van de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs, bedoeld in artikel 16, bepaalt de Regering de specifieke opleidingsprofielen voor de zevende jaren secundair vervolmakings- of specialisatieonderwijs en voor de vierde graden.

Art. 45. Op voorstel van de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 16, kan de Regering de opleidingsprofielen bepalen die specifiek zijn voor het secundair onderwijs met beperkt uurrooster.

Art. 46. Op voorstel van de overlegcommissie van het onderwijs voor sociale promotie bedoeld in artikel 33, kan de Regering de opleidingsprofielen bepalen die specifiek zijn voor het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 47. Op gezamenlijk voorstel van de Hoge Raad voor het buitengewoon onderwijs, bedoeld in artikel 13, en van de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 16, kan de Regering de opleidingsprofielen bepalen die specifiek zijn voor het buitengewoon secundair onderwijs van vorm 3.

Art. 48. De Regering kan overeenkomsten sluiten met de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest of met het Waalse Gewest met het oog op het op punt stellen van gemeenschappelijke opleidingsprofielen voor de diverse operatoren van een beroepsopleiding, rekening houdend met de bekwaamheden van de Franse Gemeenschap wat de certificatie betreft.

Art. 49. Voor zover dat de specifieke studieprogramma's op identieke wijze de verwezenlijking waarborgen van de opleidingsdoelstellingen bepaald overeenkomstig de artikelen 35 en 39, kan de Regering de verwezenlijking toelaten van bepaalde opleidingsprofielen bedoeld in de artikelen 39, 44 en 47 in de vorm van :

1° een beurtelingse opleiding, overeenkomstig het decreet van 3 juli 1991, het onderwijs inrichtend met beperkt uurrooster.

2° een opleiding ingericht door het onderwijs voor sociale promotie;

3° een opleiding ingericht door het buitengewoon onderwijs.

Art. 50. § 1. De Regering bepaalt voor het onderwijs in de Franse Gemeenschap, rekening houdend met de opleidingsprofielen bedoeld in de artikelen 39, 44, 45, 47 en 49, de studieprogramma's en jaren bedoeld in dit hoofdstuk.

§ 2. Voor het gesubsidieerd onderwijs hecht de Regering haar goedkeuring, rekening houdend met de opleidingsprofielen bedoeld onder artikelen 39, 44, 45, 47 en 49, de studieprogramma's en graden bedoeld in huidig hoofdstuk, na het advies te hebben ingewonnen van de Programmacommissie voor de beroeps- en technische humaniora.

De Programmacommissie controleert of de studieprogramma's het verwerven van de bekwaamheden bepaald in de opleidingsprofielen bedoeld in de artikelen 39, 44, 45, 47 en 49 mogelijk maken.

De controle uitgeoefend door de Programmacommissie heeft geen betrekking op de pedagogische methoden.

§ 3. De studieprogramma's behoren tot de bevoegdheid van de inrichtende macht die ze kan delegeren aan het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende macht waar zij bij aansluiten.

In het gesubsidieerd onderwijs ingericht door de overheid, mag de duur van de delegatie bedoeld in lid 1 de termijn van het electief mandaat van deze macht niet overschrijden.

In het vrij gesubsidieerd onderwijs is de duur van de delegatie bedoeld in lid 1 van zes jaar en vernieuwbaar.

De Regering bepaalt de modaliteiten van de delegatie.

§ 4. De studieprogramma's leggen leersituaties voor en geven de inhoud van de opleiding aan die verplicht of facultatief kan zijn. Ze geven methodologische oriëntaties. De situaties en inhoud van de opleiding evenals de methodologische oriëntaties moeten het mogelijk maken de bekwaamheden en kennis bepaald in de opleidingsprofielen bedoeld in de artikelen 39, 44, 45, 47 en 49 te verwerven.

Art. 51. De pedagogische diensten van de Franse Gemeenschap en die van de diverse inrichtende machten voor het gesubsidieerd onderwijs ontwikkelen pedagogische hulpmiddelen die het bereiken van de opleidingsprofielen bedoeld in de artikelen 39, 44, 45, 47 en 49 moeten vergemakkelijken. Deze pedagogische hulpmiddelen mogen benut worden door om het even welke inrichting ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Na het advies te hebben ingewonnen van de Algemene Raden bedoeld in artikel 16, bepaalt de Regering de modaliteiten voor hun verspreiding ten voordele van het geheel van de inrichtende machten.

Pedagogische hulpmiddelen die eigen zijn aan het buitengewoon secundair onderwijs van vorm 3, kunnen eveneens voorzien worden ter aanvulling van de gemeenschappelijke hulpmiddelen.

Art. 52. De Regering verspreidt, ter informatie aan alle onderwijsinrichtingen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, volgens de modaliteiten die ze bepaalt, de reeksen gestandaardiseerde evaluatietests die overeenstemmen met de opleidingsprofielen bedoeld in de artikelen 39, 44, 45, 47 en 49 ontwikkeld door de Commissie voor evaluatiehulpmiddelen van de beroeps- en technische humaniora bedoeld in artikel 38. Deze reeksen tests worden eveneens medegegeeld aan de inrichtingen belast met de opleiding van de leraren die reeds in volle opleidingsperiode zijn.

De reeksen van evaluatietests bedoeld in voorgaande lid kunnen eveneens aangepast worden voor het buitengewoon secundair onderwijs van vorm 3 in functie van de handicap en ter aanvulling van de voor iedereen gemeenschappelijke reeksen.

Art. 53. In het kader van haar project, bedoeld in artikel 67, kan elke inrichting een gedeelte van de kwalificerende opleiding organiseren in het kader van stages in een bedrijf.

Na het advies te hebben ingewonnen van de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs, bedoeld in artikel 16, bepaalt de Regering, per graad, jaar, vorm en optie, het maximum aantal perioden die ingericht kunnen worden overeenkomstig lid 1.

Elke kwalificerende opleiding binnen een bedrijf moet het voorwerp uitmaken van een stage-overeenkomst waarvan het model vastgelegd werd door de Regering. De overeenkomst waarborgt de kwaliteit van de opleiding en haar pedagogische follow-up.

Art. 54. In het kader van haar project bedoeld in artikel 67, kan elke inrichting de lesroosters toebedeeld aan een, meerdere of alle vakken in de functionele studiegehelen verdelen over verscheidene weken. De tijd toebedeeld aan diverse vakken kan ook gegroepeerd worden voor interdisciplinaire of culturele activiteiten. De enige verplichting van de inrichting als zij wenst gebruik te maken van deze beschikking, is aan te geven hoe de buitengewone werkwijzen die ze gebruikt, het mogelijk maken het volgende te :

1° de algemene doelstellingen bedoeld in artikel 6;

2° de globale opleiding bedoeld in artikel 35;

3° de bekwaamheden bepaald in de opleidingsprofielen bedoeld in de artikelen 39, 44, 45, 46, 47 en 49 in het kader van de studieprogramma's aangenomen door haar inrichtende macht.

Met uitzondering van de lessen godsdienst, lekenmoraal en lichamelijke opvoeding, kunnen de cursussen die een lesrooster tellen van minder dan drie wekelijkse perioden, gegroepeerd worden binnen een jaar van de graad of een semester per jaar.

Art. 55. Voor de studiejaren bedoeld in dit hoofdstuk, omvat de controle van het studieniveau bedoeld in de artikelen 6 en 24 van de wet van 29 mei 1959, sommige beschikkingen ter wijziging van de wet op het onderwijs, het nazicht van het volgende :

1° de gelijkwaardigheid van de activiteiten voorgesteld aan de leerlingen en de bekwaamheidsniveaus;

3° de gelijkstelling van het niveau van de evaluatietests afgenomen van de leerlingen met dat van de tests ontwikkeld door de Commissie voor de evaluatiehulpmiddelen bedoeld in de artikelen 38 en 52.

Afdeling 3. — De studiekredieten verkregen in de Beroeps- en technische humaniora

Art. 56. Na het advies ingewonnen te hebben van de Algemene Raad voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 16, bepaalt de Regering de studiekredieten die gevaloriseerd kunnen worden in het kader van het parcours van een der opleidingsprofielen bedoeld in de artikelen 39, 44, 45 en 49 evenals de modaliteiten van deze valorisatie.

Art. 57. Na het advies ingewonnen te hebben van de Algemene Raad voor Overleg voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 16, en van Hoge Raad voor het buitengewoon onderwijs bedoeld in artikel 13, bepaalt de Regering de studiekredieten die gevaloriseerd kunnen worden in het kader van het parcours van een der opleidingsprofielen bedoeld in artikel 47, evenals de modaliteiten van deze valorisatie.

Na het advies ingewonnen te hebben van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 16, en van de Overlegcommissie van het onderwijs voor sociale promotie bedoeld in artikel 33, bepaalt de Regering de studiekredieten die gevaloriseerd kunnen worden in het kader van het parcours van een der opleidingsprofielen bedoeld in artikel 46, evenals de modaliteiten van deze valorisatie.

Art. 58. Na het advies ingewonnen te hebben van de Algemene Raad voor de Hogescholen bedoeld in artikel 33, van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs bedoeld in artikel 16, en de Overlegcommissie van het onderwijs voor sociale promotie, bepaalt de Regering de studiekredieten verworven in het kader van het parcours van een der opleidingsprofielen die kunnen gevaloriseerd worden in het hoger onderwijs ingericht in de hogescholen en in het onderwijs voor sociale promotie, evenals de modaliteiten van deze valorisatie.

Afdeling 4. — Over de oriëntatie tijdens en aan het eind van de beroeps- en technische humaniora

Art. 59. De oriëntatie vereist de samenwerking van de teams van docenten, de psycho-medisch-sociale centra en de leerlingen. De oriëntatie is een van de essentiële taken van de klasseraad.

Art. 60. De Regering stelt informatie in verband met de hogere studies, evenals aanwijzingen voor de vereisten die eigen zijn aan elk van de vakkenpakketten, ter beschikking van de inrichtingen voor secundair onderwijs.

De Regering zorgt voor het in overeenstemming brengen van de vereisten van de globale vorming bij het begin van hogere studies met de bekwaamheid en de vaardigheid, zoals omschreven in artikel 35, § 1, 1°, alsook met de reeksen van evaluatietesten bedoeld in artikel 52.

Op vraag van de leerling die ingeschreven is in het zesde of in het zevende jaar van de beroeps- en technische humaniora, brengt het PMS-centrum dat met de school geassocieerd is, de leerling ertoe zijn beweegredenen en bekwaamheid te ontdekken en zijn projecten tot een goed einde te brengen.

In het kader van haar project, bedoeld in artikel 67, kan elke inrichting het equivalent van twee weken verdeeld over het geheel van de derde graad toebedelen aan activiteiten die de rijping door de leerlingen van hun professionele keuze en de studierichting die hieruit voortvloeit, bevorderen. Deze activiteiten maken deel uit van de normale studies van de leerling. De personeelsleden die deze activiteiten coördineren en begeleiden, bevinden zich in actieve dienst.

De beschikkingen bedoeld in voorgaande lid mogen de leerling er niet toe brengen de limieten van activiteiten buiten de schoolinrichting bepaald in toepassing van artikel 53, lid 2 te overschrijden.

HOOFDSTUK VI. — *De begeleiding*

Art. 61. § 1. Er worden twee Centrale begeleidingscommissies opgericht, de ene voor het basisonderwijs, de andere voor het secundair onderwijs, belast met de coördinatie en de controle, ieder wat haar betreft, de follow-up van de werkgroepen bedoeld in de artikelen 16, 25, 26 en 35 van de Programmacommissies bedoeld in de artikelen 17, 27, 36 en 50 van de Commissies voor evaluatiehulpmiddelen bedoeld in de artikelen 19, 29, 38 en 52.

Iedere Centrale begeleidingscommissie coördineert eveneens het uitwisselen van pedagogische hulpmiddelen bedoeld in de artikelen 18, 28, 37 en 51. Ze bevordert het uitwisselen van pedagogische hulpmiddelen tussen alle onderwijsinrichtingen.

De Centrale begeleidingscommissie voor het basisonderwijs is samengesteld uit 8 leden aangesteld door de Regering op voorstel van de Algemene Raad voor het basisonderwijs, van de inspecteur-generaal en van de administrateur-generaal.

De Centrale begeleidingscommissie voor het secundair onderwijs is samengesteld uit 8 leden aangesteld door de Regering op voorstel van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs, van de inspecteurs-generaal en van de administrateur-generaal. Ze verzekert de coördinatie tussen de werken van de werkgroepen in verband met de beroeps- en technische humaniora en die in verband met de algemene en technologische humaniora. Ze legt het nodige synergisme met de Communautaire Commissie voor beroepen en kwalificaties bedoeld in artikel 35.

De mandaten hebben een duur van 4 jaar. Ze zijn vernieuwbaar. Hun bezoldiging wordt vastgelegd door de Regering.

Elke Centrale begeleidingscommissie neemt haar beslissingen en brengt haar adviezen uit met een tweederde meerderheid.

§ 2. Er wordt een Gemeenschappelijk begeleidingscommissie opgericht voor het verplicht onderwijs, samengesteld uit de leden van de Centrale begeleidingscommissie voor het basisonderwijs en die van de Centrale begeleidingscommissie voor het secundair onderwijs, evenals uit de voorzitter van de Hoge Raad voor het buitengewoon onderwijs, bedoeld in artikel 13 en de inspecteur-coördinator van het buitengewoon onderwijs.

De Gemeenschappelijke begeleidingscommissie verzekert de coördinatie van de werken van beide Begeleidingscommissies. Ze maakt voorstellen over aan de Regering betreffende navorsingen in verband met de opvoeding.

Ze neemt beslissingen en brengt haar adviezen uit met een tweederde meerderheid.

§ 3. De Regering bepaalt de organisatiemodaliteiten van de werken van de Begeleidingscommissies.

Op uitnodiging van de administrateur-generaal worden de betrokken ambtenaren-generaal gehoord door de diverse Begeleidingscommissies wanneer deze zaken behandelen die onder hun bevoegdheid ressorteren.

Art. 62. § 1. Iedere werkgroep bedoeld in artikel 16 omvat :

- 1° acht leden aangesteld door de minister op voorstel van de Algemene Raad voor het basisonderwijs;
- 2° acht leden aangesteld door de minister op voorstel van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs;
- 3° drie vertegenwoordigers van de inspectie aangesteld door de minister op voorstel van de algemene inspecteurs;
- 4° een afgevaardigde van de algemene administratie, aangesteld door de minister op voorstel van de administrateur-generaal.

De werkgroepen bedoeld in lid 1, worden opgedeeld in werkgroepen per niveau, respectievelijk voor het basisonderwijs en voor het secundair onderwijs.

Iedere werkgroep bedoeld in de artikelen 25, 26 en 35 omvat :

- 1° acht leden aangesteld door de minister op voorstel van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs;
- 2° twee vertegenwoordigers van de inspectie, aangesteld door de minister op voorstel van de algemene inspecteurs;
- 3° een afgevaardigde van de algemene administratie, aangesteld door de minister op voorstel van de administrateur-generaal.

De mandaten hebben een duur van twee jaar. Ze zijn vernieuwbaar. Hun bezoldiging wordt vastgelegd door de Regering.

Elke werkgroep kiest zijn voorzitter. Hij geeft zijn adviezen met een tweederde meerderheid.

§ 2. Iedere Programmacommissie bedoeld in artikel 17 omvat :

- 1° acht leden aangesteld door de minister op voorstel van de Algemene Raad voor het basisonderwijs;
- 2° acht leden aangesteld door de minister op voorstel van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs;
- 3° drie vertegenwoordigers van de inspectie, aangesteld door de minister op voorstel van de algemene inspecteurs;
- 4° een afgevaardigde van het algemeen bestuur, aangesteld door de minister op voorstel van de administrateur-generaal.

De Programmacommissies bedoeld in lid 1, worden opgedeeld in werkgroepen per niveau, respectievelijk voor het basisonderwijs en voor het secundair onderwijs.

Iedere Programmacommissie bedoeld in de artikelen 27 en 36 omvat :

- 1° acht leden aangesteld door de minister op voorstel van de Algemene Raad voor het basisonderwijs;
- 2° twee vertegenwoordigers van de inspectie, aangesteld door de minister op voorstel van de algemene inspecteurs;

3° een afgevaardigde van het algemeen bestuur, aangesteld door de minister op voorstel van de administrateur-generaal die de Commissie voorziet.

De mandaten hebben een duur van 4 jaar. Ze zijn vernieuwbaar. Hun bezoldiging wordt vastgelegd door de Regering.

Elke Programmacommissie brengt haar adviezen uit met een tweederde meerderheid.

§ 3. De Commissie voor de evaluatiehulpmiddelen in verband met de bekwaamheidsniveaus bedoeld in artikel 19 omvat :

1° acht leden aangesteld door de minister op voorstel van de Algemene Raad voor het basisonderwijs;

2° acht leden aangesteld door de minister op voorstel van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs;

3° drie vertegenwoordigers van de inspectie, aangesteld door de minister op voorstel van de algemene inspecteurs;

4° een afgevaardigde van de algemene administratie, aangesteld door de minister op voorstel van de administrateur-generaal.

De Commissie voor evaluatiehulpmiddelen bedoeld in lid 1, wordt opgedeeld in groepen per niveau, respectievelijk voor het basisonderwijs en voor het secundair onderwijs.

De Commissie van evaluatiemiddelen voor de algemene en technologische humaniora bedoeld in artikel 29 en de Commissie van evaluatiemiddelen voor de beroeps- en technische humaniora, bedoeld in de artikelen 38 en 52 omvatten elk :

1° acht leden aangesteld door de minister op voorstel van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs;

2° twee vertegenwoordigers van de inspectie, aangesteld door de minister op voorstel van de algemene inspecteurs;

3° een afgevaardigde van het algemeen bestuur, aangesteld door de minister op voorstel van de administrateur-generaal.

De mandaten hebben een duur van 4 jaar. Ze zijn vernieuwbaar. Hun bezoldiging wordt vastgelegd door de Regering.

Elke Commissie van evaluatiehulpmiddelen brengt haar adviezen uit met een tweederde meerderheid.

§ 4. Telkens een van de werkgroepen bedoeld in dit artikel zich bezighoudt met de aanpassing van het buitengewoon onderwijs, moet hij, overeenkomstig de artikelen 16, § 2, lid 2, 25, § 2, lid 2, 26, lid 3, en 35, § 2, lid 2, het advies inwinnen van experts of personen afkomstig uit het buitengewoon onderwijs.

HOOFDSTUK VII. — *De opvoedkundige, pedagogische en inrichtingsprojecten*

Afdeling 1. — De opvoedkundige en pedagogische projecten

Art. 63. Het opvoedkundig project definieert, rekening houdend met de doelstellingen vooropgesteld in de vorige hoofdstukken, het geheel van waarden, maatschappelijke keuzen en referenties die als basis dienen voor een inrichtende macht of een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten voor het bepalen van hun opvoedkundige doelstellingen.

Art. 64. Het opvoedkundig project definieert de pedagogische plannen en de methodologische keuzen die het voor een inrichtende macht of een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten mogelijk maken hun opvoedkundige projecten te verwezenlijken.

Art. 65. Ieder vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten stelt zijn opvoedkundig project op. Het preciseert eveneens de hoofdlijnen van het pedagogisch project dat de voorrang krijgt.

Art. 66. De Regering voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, elke inrichtende macht voor het gesubsidieerd onderwijs, stellen hun opvoedkundig en hun pedagogisch project op.

Elke inrichtende macht maakt haar opvoedkundig en haar pedagogisch project over binnen de maand die volgt op zijn goedkeuring. Elke wijziging wordt eveneens overgemaakt onder dezelfde voorwaarden.

Het opvoedkundig en pedagogisch project worden bezorgd op aanvraag en kunnen het voorwerp uitmaken van een enkel document.

Afdeling 2. — Het inrichtingsproject

Art. 67. Het inrichtingsproject definieert het geheel van de pedagogische keuzen en buitengewone concrete acties die het opvoedkundig team van de inrichting wil verwezenlijken in samenwerking met het geheel van de actieve medewerkers en partners bedoeld in artikel 69, § 2, voor het verwezenlijken van de opvoedkundige en pedagogische projecten van de inrichtende macht.

Het inrichtingsproject wordt opgemaakt, rekening houdend met :

1° de leerlingen die ingeschreven zijn in de inrichting, hun karakteristieken, zowel de culturele als de sociale, hun behoeften en hun hulpmiddelen tijdens het verwervingsproces van bekwaamheden en kennis;

2° de aspiraties van de leerlingen en van hun ouders betreffende het plannen van een beroepsleven en het voortzetten van de studies;

3° het sociale, culturele en economisch milieu van de school;

4° het natuurlijke milieu, de buurt, de stad, het dorp waarin de school zich bevindt.

Indien het om een gewone inrichting gaat, legt het inrichtingsproject de pedagogische keuze en de prioritaire acties vast die in het werk gesteld worden om de integratie van de leerlingen te bevorderen die uit het buitengewoon onderwijs komen.

Het inrichtingsproject is een hulpmiddel om de algemene en de buitengewone doelstellingen te bereiken evenals de vereiste bekwaamheden en kennis.

Art. 68. Elke inrichting beschikt over een inrichtingsproject. Dit project wordt ten minste om de drie jaar aangepast.

Het uitwerken van het inrichtingsproject is onder andere gebaseerd op de voorstellen die voorgelegd worden door de afgevaardigden van de inrichtende macht in de Participatieraad.

In afwijking van lid 1 kan de inrichtende macht :

1° indien ze ten minste vier basisscholen inricht, twee scholen hergroeperen om slechts een enkele gemeenschappelijke participatieraad voor deze scholen op te richten, bij de eerste installatie van de deelnemingsraden;

2° indien ze ten minste acht basisscholen inricht, twee, drie of vier scholen hergroeperen om slechts een enkele gemeenschappelijke participatieraad voor deze scholen op te richten, bij de eerste installatie van de deelnemingsraden;

3° indien ze naast elkaar liggende inrichtingen inricht, ze groeperen om slechts een enkele gemeenschappelijke participatieraad voor deze scholen op te richten, bij de eerste installatie van de deelnemingsraden;

4° ten vroegste drie jaar na het instellen van de deelnemingsraden, op gemeenschappelijk voorstel van elk van hen, twee scholen groeperen om slechts een enkele gemeenschappelijke raad te vormen voor deze scholen, indien ze ten minste vier basisscholen inricht;

5° ten vroegste drie jaar na het instellen van de deelnemingsraden, op gemeenschappelijk voorstel van elk van hen, twee, drie of vier scholen groeperen om slechts een enkele gemeenschappelijke raad te vormen voor deze scholen, indien ze ten minste acht basisscholen inricht;

6° ten vroegste drie jaar na het instellen van de deelnemingsraden, op gemeenschappelijk voorstel van elk van hen, naast elkaar liggende inrichtingen groeperen om slechts een enkele gemeenschappelijke raad te vormen voor deze scholen;

7° twee scholen hergroeperen waarvan de ene minder dan honderd leerlingen telt, na goedkeuring door de Regering.

Wanneer er gebruik gemaakt wordt van de afwijking voorzien in lid 3, voor elk van de categorieën bedoeld in artikel 69, § 2, lid 3, 1° en 2°, is ten minste een vertegenwoordiger van elke inrichting lid van de participatieraad.

Op gunstig advies van de participatieraad opgericht in toepassing van lid 3, kan de inrichtende macht de hergroepering verzaken of ze wijzigen.

Art. 69. § 1. Er wordt in elke inrichting een participatieraad opgericht, belast met :

1° het bespreken van het inrichtingsproject op basis van de voorstellen bedoeld in artikel 68, lid 2;

2° het wijzigen en vervolledigen ervan volgens de werkwijze vastgelegd in § 11;

3° het ter goedkeuring voorleggen aan de minister of aan de inrichtende macht, overeenkomstig artikel 70;

4° zijn verwezenlijking regelmatig te controleren;

5° aanpassingen voor te stellen overeenkomstig artikel 68;

6° een advies uit te brengen over het activiteitenverslag bedoeld in artikel 72.

§ 2. De participatieraad is samengesteld uit leden van rechtswege, uit verkozen leden en uit leden die het sociale, culturele en economisch milieu van de inrichting vertegenwoordigen.

In het gesubsidieerd onderwijs zijn de rechthebbende leden van rechtswege het hoofd van de inrichting en de afgevaardigden die aangesteld worden door het College van burgemeester en schepenen, de Permanente Afvaardiging van de Provinciale Raad, het College van de Franse Communautaire Commissie of de Raad van bestuur van de inrichtende macht. In het onderwijs van de Franse Gemeenschap zijn de rechthebbende leden het hoofd van de inrichting en zij die door de Regering aangesteld worden.

De verkozen leden zijn samengesteld uit :

1° de vertegenwoordigers van het onderwijzend personeel, opvoedend hulppersoneel, psychologisch en paramedisch personeel;

2° de vertegenwoordigers van de ouders of van de personen die de ouderlijke macht waarnemen of die van rechtswege of in werkelijkheid de voogdij waarnemen van een minderjarige die schoolplichtig is;

3° de vertegenwoordigers van de leerlingen, behalve in het basisonderwijs;

4° een vertegenwoordiger van het arbeiders- en administratief personeel, daar waar het aan de inrichting verbonden is.

In het officieel gesubsidieerd onderwijs worden de leden die het sociale, culturele en economisch milieu van de inrichting vertegenwoordigen, aangesteld door het College van burgemeester en schepenen, de Permanente Afvaardiging van de Provinciale Raad of van het College van de Franse Communautaire Commissie. In het onderwijs van de Franse Gemeenschap en in het vrij gesubsidieerd onderwijs worden ze verkozen tot medelid door de leden van rechtswege en de verkozen leden van de participatieraad, volgens de modaliteiten bepaald door de Regering.

Elk lid van de participatieraad kan zich laten vervangen door een plaatsvervanger, aangesteld of verkozen volgens dezelfde modaliteiten tot effectief lid.

Het aantal vertegenwoordigers bedoeld in lid 3, 1°, 2°, 3° is hetzelfde voor elke categorie.

Dit aantal wordt bepaald door de inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs, door het hoofd van de inrichting in het onderwijs van de Franse Gemeenschap. Het mag niet minder zijn dan 3 noch hoger dan 6.

Noch de afgevaardigden van de inrichtende macht, noch de leden die het sociaal, cultureel en economisch milieu van de inrichting vertegenwoordigen, mogen talrijker zijn dan de aantallen toegekend aan elk van de categorieën bedoeld in lid 3, 1°, 2°, 3°.

Hoewel, indien er gebruik gemaakt wordt van de afwijking voorzien in artikel 68, lid 3, mag de afvaardiging van de inrichtende macht een hoger aantal omvatten dan dat toegekend aan elk van de categorieën bedoeld in lid 3, 1°, 2°, 3°, zodanig dat het aantal afgevaardigden van de inrichtende macht die geen inrichtingshoofden zijn, een eenheid meer zou tellen dan het aantal inrichtingshoofden.

§ 3. De vertegenwoordigers van het personeel bedoeld in § 2, lid 3, 1° omvatten :

1° in het onderwijs van de Franse Gemeenschap en in het officieel gesubsidieerd onderwijs, afgevaardigden verkozen uit hun midden en bij geheime stemming door het geheel van de betrokken personeelsleden die benoemd zijn of tijdelijk aangeworven voor een volledig schooljaar;

2° in het vrij gesubsidieerd onderwijs drie afgevaardigden, personeelsleden van de inrichting voor een volledig schooljaar, aangesteld door de representatieve vakorganisaties volgens een evenredigheid overeenkomstig met die van de resultaten van de sociale verkiezingen in de inrichting, m.a.w. van de ondernemingsraden, of bij ontstentenis van het Comité voor de Bescherming van de Arbeid, of bij ontstentenis, in de plaatselijke overlegorganen en met een maximum van drie afgevaardigden verkozen in hun midden en bij geheime stemming door het geheel van de betrokken personeelsleden die benoemd zijn of tijdelijk aangeworven voor een volledig schooljaar.

De vertegenwoordigers van het personeel bedoeld in § 2, lid 3, 1° en 4°, moeten verplicht op zijn minst een deeltijdse opdracht vervullen in de inrichting.

De vertegenwoordigers bedoeld in lid 1, 2° mogen geen deel uitmaken noch van de Raad van bestuur noch van de algemene vergadering van de inrichtende macht. De Regering kan een afwijking toestaan op deze beschikking wanneer alle personeelsleden leden van rechtswege zijn van de inrichtende macht.

§ 4. De vertegenwoordigers van de leerlingen worden in hun midden verkozen, nadat de kandidaten opgeroepen werden, hetzij door het geheel van de leerlingen van de inrichting, hetzij door het geheel van de leerlingen van het secundair niveau van de inrichting, hetzij door het geheel van de leerlingen van de derde en de vierde graad van de inrichting.

Het mandaat mag noch nadelen noch voordelen meebrengen voor degene die het uitoefent.

In het onderwijs van de Franse Gemeenschap valt de keuze tussen de drie modaliteiten bepaald in lid 1, onder de bevoegdheid van de Participatieraad bedoeld in § 2, leden 2 en 3, 1° en 2°. In het gesubsidieerd onderwijs valt ze onder de bevoegdheid van de inrichtende macht die haar ook kan afvaardigen.

§ 5. Worden als representatief erkend enerzijds door de Federatie van Ouderverenigingen van het officieel onderwijs en anderzijds door de Unie der Federaties van Ouderverenigingen van het katholiek onderwijs.

Indien er binnen de inrichting een oudervereniging bestaat die lid is hetzij van de Federatie van Ouderverenigingen van het officieel onderwijs, hetzij van de Unie der Federaties van Ouderverenigingen van het katholiek onderwijs, wordt de verkiezingsorganisatie voor de vertegenwoordigers van de ouders geregeld binnen deze federatie of deze unie.

Indien er binnen de inrichting geen oudervereniging bestaat die lid is van de Federatie of van de Unie bedoeld in lid 1, dan wordt de eerste algemene vergadering van de ouders gehouden op initiatief van de inrichtende macht of van haar afgevaardigde.

In het ene zowel als in het andere geval verkiest de algemene vergadering van de ouders haar vertegenwoordigers bij middel van een geheime stemming. De samenroeping en het proces-verbaal van elke algemene vergadering worden aan het geheel van de ouders medegedeeld. Alle ouders aanwezig tijdens de algemene vergadering kunnen deelnemen aan de stemming en zich zonder andere voorwaarden kandidaat stellen.

De vertegenwoordigers van de ouders bedoeld in § 2, lid 3, kunnen deel uitmaken noch van de beheerraad, noch van de algemene vergadering van de inrichtende macht, noch lid zijn van het personeel van de inrichting. De Regering kan een afwijking toestaan op deze beschikking wanneer alle ouders leden van rechtswege zijn van de inrichtende macht.

§ 6. Het arbeiders- en administratief personeel verkiest zijn vertegenwoordiger.

§ 7. In het basisonderwijs kan de inrichtende macht, op voorstel van ten minste twee derde van de leden van de participatie beslissen de participatieraad open te stellen voor afgevaardigden van de leerlingen, hetzij permanent, hetzij tijdelijk.

§ 8. De verkozen leden die de leerkrachten vertegenwoordigen en de leden die het sociaal, cultureel en economisch milieu vertegenwoordigen, oefenen een vier jaar durend vernieuwbaar mandaat uit.

De verkozen leden die de ouders en de leerlingen vertegenwoordigen, oefenen een twee jaar durend vernieuwbaar mandaat uit.

Elk lid dat niet meer aan de voorwaarden voor verkiesbaarheid voldoet, wordt vervangen overeenkomstig de modaliteiten bepaald door het intern reglement.

Wanneer voor een bepaalde categorie, het aantal kandidaten het aantal te begeben posten niet overschrijdt, dan zijn de kandidaten ambtshalve verkozen.

§ 9. De participatieraad mag leden coöpteren die een adviserende stem hebben. Deze laatsten mogen niet hoger zijn in aantal dan dat toegekend aan elk van de categorieën bedoeld onder § 2, lid 3, 1°, 2°, 3°.

§ 10. De participatieraad komt ten minste twee keer per jaar samen. Hij moet samengeroepen worden op aanvraag gericht aan de Voorzitter, van ten minste de helft van zijn leden.

De vertegenwoordigers van de diverse categorieën van de participatieraad zorgen ervoor vergaderingen te organiseren van hun mandanten, teneinde de problemen die aan de orde gesteld werden tijdens de participatieraad te bespreken.

De inrichtende macht duidt de voorzitter aan van de participatieraad. In de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap zit het hoofd van de inrichting de participatieraad voor.

§ 11. De participatieraad streeft ernaar zijn adviezen te geven met gelijkheid van opvatting.

Bij ontstentenis, in het onderwijs van de Franse Gemeenschap en in het officieel gesubsidieerd onderwijs, dan wordt het advies uitgebracht met een meerderheid van twee derde van de aanwezige leden, in zover de meerderheid aanwezig is enerzijds onder de aanwezige leden bedoeld onder § 2, lid 2, anderzijds onder de aanwezige leden bedoeld onder § 2, lid 3 en lid 4, aangezien de onthoudingen niet geldig zijn bij de telling van de stemmen.

Bij ontstentenis, in het vrij gesubsidieerd onderwijs, wordt het advies uitgebracht met een tweederde meerderheid van de aanwezige leden, voor zover de meerderheid voorhanden is :

1° onder de aanwezige leden bedoeld in § 2, lid 2,

2° onder de aanwezige leden bedoeld in § 2, lid 3, 2°, 3°, 4°, en lid 4,

3° onder de aanwezige leden bedoeld in § 3, lid 1, 2°.

De onthoudingen zijn niet geldig bij de telling van de stemmen.

Indien het advies de gelijkheid van opvatting niet meedraagt, kan elke categorie bedoeld in § 2 een minderheidsnotitie neerleggen.

§ 12. In het onderwijs van de Franse Gemeenschap en in het officieel gesubsidieerd onderwijs wordt het inrichtingsproject overgemaakt respectievelijk aan de basis- overlegcomité en aan de plaatselijke paritaire commissie teneinde zijn overeenkomstigheid te controleren in vergelijking met het opvoedkundig project van de inrichtende macht.

In het onderwijs van de Franse Gemeenschap en in het officieel gesubsidieerd onderwijs wordt over de eventuele gevolgen op de arbeidstoestand en de statutaire toestanden van de personeelsleden onderhandeld, respectievelijk in het basisoverlegcomité en in de plaatselijke paritaire commissie.

§ 13. De participatieraad stelt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de minister, voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, en aan de inrichtende macht voor het gesubsidieerd onderwijs.

Art. 70. Het inrichtingsproject en zijn latere wijzigingen worden ter goedkeuring voorgelegd aan de inrichtende macht voor het gesubsidieerd onderwijs, aan de minister voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, volgens de termijnen bepaald door de Regering.

Art. 71. De inrichtende macht maakt het inrichtingsproject over aan de administratie binnen de maand die volgt op zijn goedkeuring. Elke wijziging van het inrichtingsproject wordt eveneens overgemaakt in dezelfde voorwaarden. Het inrichtingsproject wordt bezorgd op aanvraag.

Afdeling 3. — Het activiteitenverslag

Art. 72. Voor elk van zijn inrichtingen, maakt de inrichtende macht vóór 31 december aan de competente Begeleidingscommissie bedoeld in artikel 61, § 1, een jaarlijks activiteitenverslag over voor het voorgaande schooljaar. De Commissie bewaart het vertrouwelijk karakter van deze gegevens. Het toevertrouwen ervan aan derden kan slechts gedaan worden in het kader van globale analyses, zodat de identificering van de inrichtingen in geen geval mogelijk is.

Om de twee jaar stelt de commissie, onder andere op basis van het activiteitenverslag, een rapport op over de toestand van het verplicht onderwijs in de Franse Gemeenschap. Het vermeldt onder andere de toepassing die gedaan werd betreffende de hoofdstukken 9 en 10 van het decreet.

Dit rapport wordt medegedeeld aan de Raad van de Franse Gemeenschap.

In het onderwijs van de Franse Gemeenschap wordt het jaarlijks rapport opgesteld door het hoofd van de inrichting en voorgelegd aan het advies van de participatieraad.

In het gesubsidieerd onderwijs wordt het jaarlijks rapport opgesteld door de inrichtende macht of haar afgevaardigde en voorgelegd aan het advies van de participatieraad.

Art. 73. Het activiteitenverslag omvat onder andere de balans :

1° van de maatregelen genomen om de algemene doelstellingen te bereiken in het kader van het pedagogisch project van de inrichtende macht;

2° van de in het werk gestelde pedagogische nieuwigheden;

3° van de stappen die ondernomen werden om de steun te organiseren van de in moeilijkheden verkerende leerlingen;

4° van het aantal geslaagde en gedubbelde leerlingen;

5° van de voortgezette vorming van de leerkrachten van de inrichting;

6° van de uitwisselingen die georganiseerd worden met de partners buiten de inrichting, onder andere wat betreft de artistieke en culturele activiteiten;

7° van de initiatieven die genomen werden in verband met het schoolritme, culturele animatie, opvoeding tot het burgerschap, de media, de gezondheid en het milieu;

8° van de initiatieven die genomen werden betreffende de bevordering van sportieve activiteiten, onder andere in samenwerking met de sportieve verenigingen die zich in de zone van de school bevinden;

9° van de stappen die ondernomen werden om de oriëntatie van de leerlingen te bevorderen;

10° van de initiatieven die genomen werden ter bevordering van de integratie in de inrichting van de leerlingen die afkomstig zijn uit het buitengewoon onderwijs;

11° van het verhaalrecht tegen de beslissingen van de klasseraad en de resultaten van deze procedure;

12° van het aantal en de motivaties voor het weigeren van inschrijvingen;

13° van de middelen die in het werk gesteld werden om het 3de aanvullend jaar aan de eerste graad te organiseren van het secundair onderwijs.

HOOFDSTUK VIII. — De vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten

Art. 74. De Regering erkent als vertegenwoordigings- en coördinatieorganen :

1° een orgaan dat de gesubsidieerde openbare machten vertegenwoordigt die gewone of buitengewone basis-, lagere en kleuterscholen inrichten en buitengewone secundaire scholen;

2° een orgaan dat de gesubsidieerde openbare machten vertegenwoordigt dat secundaire scholen inricht;

3° een orgaan dat de inrichtende machten vertegenwoordigt van het vrij gesubsidieerd onderwijs met een confessioneel karakter;

4° een orgaan dat de inrichtende machten vertegenwoordigt van het vrij gesubsidieerd onderwijs met een niet confessioneel karakter.

Art. 75. Elke inrichtende macht mag op de werkingssubsidies van de inrichtingen die het organiseert, het bedrag vorderen van de bijdrage die ze stort aan een van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen bedoeld onder artikel 74.

HOOFDSTUK IX. — *Over de inschrijving van de leerlingen in een inrichting en over de regels betreffende de uitsluiting uit een inrichting**Afdeling 1. — De regels die gemeenschappelijk zijn bij de inschrijving*

Art. 76. Vooraleer een leerling in te schrijven, legt het hoofd van de inrichting volgende documenten ter inzage voor aan de leerling evenals aan zijn ouders of aan de persoon die de ouderlijke macht uitoefent indien hij minderjarig is :

- 1° het opvoedingsproject en het pedagogisch project van de inrichtende macht;
- 2° het inrichtingsproject;
- 3° het studiereglement;
- 4° het huishoudelijk reglement dat onder andere aanwijzingen bevat in verband met de disciplinaire maatregelen en het verhaal dat hiertegen kan uitgeoefend worden.

Door zijn inschrijving in een inrichting aanvaardt elke meerderjarige leerling, elke minderjarige leerling en zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, het opvoedend project, het pedagogisch project, het inrichtingsproject, het studiereglement en het huishoudelijk reglement.

Art. 77. De Franse Gemeenschap, voor het onderwijs dat ze organiseert en elke inrichtende macht voor het gesubsidieerd onderwijs, stellen voor elk onderwijsniveau het algemeen studiereglement op.

Het algemeen kader van de studies kan aangevuld worden in het kader van de bepaling van het inrichtingsproject, overeenkomstig de bepalingen van artikel 69, § 11.

Art. 78. § 1. Het studiereglement definieert onder andere :

- 1° de criteria voor een schoolwerk van kwaliteit;
- 2° de evaluatie- en deliberatieprocedures van de klasseraden en de mededeling van hun beslissingen.

§ 2. Het schoolwerk bepaalt, op de meest duidelijke manier, de taak die van de leerling geëist wordt in het kader van de algemene doelstellingen en in het buitengewoon van het decreet.

Met deze bedoeling bespreekt het studiereglement onder andere en op een manier die aangepast is aan het betrokken onderwijsniveau, de volgende punten :

- 1° de individuele werken;
- 2° de groepswerken;
- 3° de zoekingswerken;
- 4° de gezamenlijke lessen;
- 5° het thuis uit te voeren werk;
- 6° de officiële evaluatiemomenten.

§ 3. De eisen hebben onder andere betrekking op :

- 1° het verantwoordelijkheidsgevoel dat zich onder andere uit door de aandacht, de uitdrukking, het nemen van initiatief, de zorg voor een goed uitgevoerd werk, het aandachtig luisteren;
- 2° het progressief verwerven van een persoonlijke en doeltreffende werkmethode;
- 3° de bekwaamheid om zich in een team te integreren en op een solidaire manier te werken voor het uitvoeren van een taak;
- 4° het eerbiedigen van de gegeven instructies wat het uitoefenen van een zin voor kritiek niet uitsluit, volgens de modaliteiten aangepast aan het onderwijsniveau;
- 5° de zorg bij het voorleggen van de werken, wat deze ook mogen zijn;
- 6° het eerbiedigen van vervaldata en termijnen.

§ 4. De thuis uit te voeren werken moeten aangepast zijn aan het onderwijsniveau. Ze moeten steeds kunnen uitgevoerd worden zonder de hulp van een volwassene. Indien er naslagwerken of documenten moeten geraadpleegd worden, moet de inrichting ervoor zorgen dat elke leerling er toegang toe heeft, onder andere in het kader van de openbare bibliotheken.

Art. 79. Het inschrijven in een inrichting voor lager of secundair onderwijs moet gebeuren ten laatste op de eerste werkdag van de maand september. Ze moet gebeuren ten laatste op 15 september voor de leerlingen die het voorwerp uitmaken van een deliberatie in september. De inschrijvingen kunnen gedurende het hele jaar gebeuren in het kleuteronderwijs en in het onderwijs met beperkt leerplan.

Omwille van uitzonderlijke en gemotiveerde redenen waar het hoofd van de inrichting over oordeelt, kan de inschrijving gebeuren tot 30 september. Na deze datum, indien omwille van uitzonderlijke en gemotiveerde redenen een leerling niet regelmatig is ingeschreven in een onderwijsinrichting, kan hij indien hij meerderjarig is of kunnen zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent indien hij minderjarig is, bij de minister een aanvraag indienen ter afwijking.

De keuze van een cursus godsdienst of lekenmoraal gebeurt op het ogenblik van de inschrijving. Ze kan slechts gewijzigd worden tussen 1 en 15 september van het volgend schooljaar.

In het secundair onderwijs wordt de verandering van school toegestaan in de loop van het schooljaar.

Het indienen van een verhaal tegen een beslissing van uitsluiting medegedeeld aan het begin van de maand september overeenkomstig de artikelen 83 en 91, of tegen een beslissing van de klasseraad bedoeld onder artikel 98, ontslaat de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent in het geval van een minderjarige leerling, hem in te schrijven binnen de termijnen voorzien in lid 1.

Het indienen van het verhaal is niet opschortend wat de beslissing van de betrokken instantie betreft.

Afdeling 2. — Het Onderwijs in de Franse Gemeenschap

Art. 80. § 1. De inrichtingen van de Franse Gemeenschap zijn verplicht elke leerling in te schrijven die er de aanvraag van doet ten laatste op 30 september van het lopend schooljaar in zover hij voldoet aan de vereiste voorwaarden om een regelmatige leerling te zijn.

Indien een inrichting van de Franse Gemeenschap zich genoodzaakt ziet, bij gebrek aan beschikbare lokalen het aantal leerlingen te beperken die ze kan ontvangen, moet het hoofd van de inrichting de administratie hiervan onmiddellijk op de hoogte brengen.

Het hoofd van de inrichting dat een leerling niet kan inschrijven die er de aanvraag van doet, overhandigt hem een getuigschrift van aanvraag van inschrijving waarvan het model vastgelegd werd door de Regering. Hij maakt een kopie van het getuigschrift over aan een van de zonale inschrijvingscommissies in het onderwijs van de Franse Gemeenschap opgericht door de Regering.

Het getuigschrift voor aanvraag van inschrijving omvat de redenen voor de weigering en de vermelding van de administratieve diensten waar de leerling en zijn ouders hulp kunnen bekomen met het oog op de inschrijving van de leerling in een onderwijsinrichting van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Na 30 september dient de leerling die van een afwijking geniet bepaald in artikel 79, lid 2, en die zijn inschrijving aanvraagt in een inrichting van de Franse Gemeenschap, zijn aanvraag bij de administratie in. Deze kiest de inrichting waar de leerling mag ingeschreven worden.

De administratie is niet verplicht de leerling die uitgesloten werd uit een gesubsidieerde inrichting en die om zijn inschrijving verzoekt na 30 september in te schrijven, indien hij de procedures niet volledig doorliep die bepaald worden onder artikelen 89 en 90.

In geval van wijziging van woonplaats of verblijf kan het hoofd van de inrichting de inschrijving van de leerling aanvaarden na 30 september. Hij brengt de administratie hiervan onmiddellijk op de hoogte.

Art. 81. § 1. Een regelmatig ingeschreven leerling in een inrichting van de Franse Gemeenschap mag er niet definitief uit uitgesloten worden, tenzij de feiten waar de leerling zich schuldig aan maakte, een aantasting betekenen van de fysische, psychologische, of morele integriteit van een lid van het personeel of van een leerling, de goede organisatie of de werking van de inrichting in het gedrang brengen of haar zware materiële of morele schade berokkenen.

§ 2. Voorafgaand aan elke definitieve uitsluiting wordt de leerling, indien hij meerderjarig is, de leerling en zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent indien hij minderjarig is, uitgenodigd per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs door het hoofd van de inrichting die hun de feiten meedeelt en ze verhoort. Dit verhoor heeft plaats ten vroegste op de vierde werkdag die volgt op de kennisgeving. Indien nodig wordt een proces-verbaal van faling opgesteld en gaat de procedure verder.

Indien de ernst van de feiten het rechtvaardigt, kan het hoofd van de inrichting de leerling voorlopig uit de inrichting verwijderen tijdens de duur van de definitieve uitsluitingsprocedure.

De definitieve uitsluiting wordt uitgesproken door het hoofd van de inrichting nadat hij het advies heeft ingewonnen van de klasseraad of van het docerend corps voor het lager onderwijs evenals van het psycho-medisch-sociaal centrum.

De definitieve, behoorlijk verantwoorde uitsluiting wordt per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs medegedeeld aan de leerling indien hij meerderjarig is, aan zijn ouders of aan de persoon die de ouderlijke macht uitoefent indien hij minderjarig is.

De leerling, indien hij meerderjarig is, zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent indien hij minderjarig is, beschikken over een recht op verhaal bij de minister die een uitspraak doet. Het bezwaar wordt verzonden per aangetekend schrijven binnen de tien werkdagen die volgen op de kennisgeving van de definitieve uitsluiting.

Het bestaan van een recht op verhaal en zijn modaliteiten moeten voorkomen in de aangetekende brief bedoeld in lid 4.

De beslissing van uitsluiting wordt niet opgeschort door het indienen van het bezwaar.

Art. 82. Het hoofd van de inrichting maakt een kopie van het geheel van het disciplinair dossier van de uitgesloten leerling over aan de administratie, die aan de leerling voorstelt indien hij meerderjarig is of aan de minderjarige leerling en zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent zich in te schrijven in een andere inrichting op advies van de zonale inschrijvingscommissie bedoeld onder artikel 80.

Voor de gevallen waar de zonale commissie van mening is dat de feiten waar de leerling zich schuldig aan maakte uiterst ernstig zijn, verhoort zij om beurten de leerling indien hij meerderjarig is, de leerling en zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent indien hij minderjarig is. Indien de leerling minderjarig is, informeert ze de bevoegde raadgever voor hulp aan de jeugd en vraagt zijn advies. Het advies gegeven door de raadgever wordt bij het dossier gevoegd.

Indien de minderjarige een maatregel van verplichte hulp geniet, in toepassing van de wet van 8 april 1965 in betrekking tot de bescherming van de jeugd of het decreet van 4 maart 1991 in verband met de hulp aan de jeugd, maakt de raadgever voor hulp aan de jeugd de aanvraag tot advies over aan de bevoegde directeur voor hulp aan de jeugd. Het advies gegeven door de directeur wordt bij het dossier gevoegd.

Indien de zonale commissie niet bij machte is de inschrijving van de uitgesloten leerling in een andere inrichting van de Franse Gemeenschap voor te stellen, maakt ze het dossier over aan de minister die een uitspraak doet.

Art. 83. Een opnieuw geweigerde inschrijving het volgend schooljaar in een onderwijsinrichting van de Franse Gemeenschap wordt behandeld als een definitieve uitsluiting. Ze wordt medegedeeld ten laatste op 5 september, overeenkomstig de modaliteiten bepaald onder artikel 81.

Art. 84. In het secundair onderwijs wordt de minderjarige leerplichtige leerling die tijdens eenzelfde schooljaar meer dan 20 halve dagen ongerechtvaardigde afwezigheid telt, aangegeven door het hoofd van de inrichting aan de raadgever voor hulp aan de jeugd.

Elke nieuwe afwezigheid wordt maandelijks gemeld volgens dezelfde procedure.

De afwezigheid wordt in aanmerking genomen vanaf de 5de werkdag van september.

Art. 85. Vanaf de tweede graad van het secundair onderwijs verliest de leerling die tijdens eenzelfde schooljaar meer dan 30 halve dagen ongerechtvaardigde afwezigheid telt, de hoedanigheid van regelmatige leerling, behalve afwijking toegestaan door de minister omwille van uitzonderlijke omstandigheden.

De meerderjarige leerling die tijdens eenzelfde schooljaar meer dan 40 halve dagen ongerechtvaardigde afwezigheid telt, kan uitgesloten worden uit de inrichting, volgens de modaliteiten bepaald onder artikelen 81, § 2, en 82.

Art. 86. De Regering bepaalt de disciplinaire sancties en bepaalt de modaliteiten volgens welke ze toegepast worden in de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap.

De voorlopige uitsluiting uit de inrichting of uit een cursus mag in de loop van eenzelfde schooljaar 12 halve dagen niet overschrijden.

Op aanvraag van het hoofd van de inrichting kan de minister een afwijking toestaan op lid 2 voor uitzonderlijke omstandigheden.

Afdeling 3. — Het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs

Art. 87. De inrichtingen voor basisonderwijs georganiseerd door de Steden en Gemeenten zijn verplicht elke leerling in te schrijven voor wie de aanvraag gedaan werd door de ouders of door de persoon die de ouderlijke macht uitoefent ten laatste op 30 september van het lopende schooljaar, in zover hij voldoet aan de voorwaarden om een regelmatige leerling te zijn, indien hij woonachtig is op het grondgebied van de gemeente of indien hij voldoet aan de voorwaarden van artikel 23, lid 4, van de wetten op het lager onderwijs, gecoördineerd op 20 augustus 1957.

Art. 88. De inrichtende macht van een gesubsidieerde onderwijsinrichting mag niet weigeren een leerling in te schrijven op basis van sociale, seksuele of raciale discriminaties, indien de leerling aanvaardt mee te werken aan haar opvoedend project.

Indien ze meent, omwille van andere redenen, een meerderjarige leerling, of een minderjarige leerling van wie de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent die het aanvragen (aanvraagt), niet te kunnen inschrijven, overhandigt ze aan de leerling indien hij meerderjarig is of aan de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent indien de leerling minderjarig is, een getuigschrift van aanvraag voor inschrijving waarvan het model vastgelegd werd door de Regering.

Het getuigschrift voor aanvraag van inschrijving omvat de redenen voor de weigering en de vermelding van de administratieve diensten waar de meerderjarige leerling of de minderjarige leerling en zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, hulp kunnen(kan) bekomen met het oog op de inschrijving van de leerling in een onderwijsinrichting van de Franse Gemeenschap of in een andere inrichting voor gesubsidieerd onderwijs.

Na 30 september, in het geval van een leerling die een afwijking geniet voorzien in artikel 79, lid 2, dient de meerderjarige leerling of de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent voor een minderjarige leerling een aanvraag in voor zijn inschrijving in een door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde inrichting bij de inrichtende macht of bij het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van zijn keuze.

Bij verandering van woonplaats of verblijf kan de inrichtende macht de inschrijving aanvaarden van de leerling na 30 september, in een van de inrichtingen die onder haar bevoegdheid vallen.

Art. 89. § 1. Een regelmatig ingeschreven leerling in een gesubsidieerde onderwijsinrichting mag er niet definitief uit uitgesloten worden, tenzij de feiten waar de leerling zich schuldig aan maakte, een aantasting betekenen van de fysieke, psychologische, of morele integriteit van een lid van het personeel of van een leerling, de goede organisatie of werking van de inrichting in het gedrang brengen of haar zware materiële of morele schade berokkenen.

§ 2. Voorafgaand aan elke definitieve uitsluiting wordt de leerling, indien hij meerderjarig is, de leerling en zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent voor alle andere gevallen, uitgenodigd per aangetekend schrijven door het hoofd van de inrichting die hun de feiten meedeelt en ze verhoort. Dit verhoor heeft plaats ten vroegste op de vierde werkdag die volgt op de kennisgeving van de uitsluiting. Indien nodig wordt een proces-verbaal van faling opgesteld en gaat de procedure verder.

Indien de ernst van de feiten het rechtvaardigt, kan de inrichtende macht of haar afgevaardigde de leerling voorlopig uit de inrichting verwijderen tijdens de duur van de definitieve uitsluitingsprocedure.

De definitieve uitsluiting wordt uitgesproken door de inrichtende macht of haar afgevaardigde nadat zij het advies heeft ingewonnen van de klasseraad of van het docerend corps voor het lager onderwijs evenals van het psycho-medisch-sociaal centrum.

De definitieve, behoorlijk verantwoorde uitsluiting wordt per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs medegedeeld aan de leerling indien hij meerderjarig is, aan zijn ouders of aan de persoon die de ouderlijke macht uitoefent indien hij minderjarig is.

Indien de inrichtende macht het recht om een uitsluiting uit te spreken afvaardigt aan een lid van haar personeel, voorziet zij een mogelijkheid op verhaal, naargelang het geval, bij de Bestendige Deputatie van de Provinciale Raad, bij het College van burgemeester en schepenen, bij het College van de Franse Communautaire Commissie of bij haar Administratieve Raad.

De leerling, indien hij meerderjarig is, zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent indien hij minderjarig is, beschikken over een recht op verhaal. Het bezwaar wordt verzonden per aangetekend schrijven binnen de tien werkdagen die volgen op de kennisgeving van de definitieve uitsluiting.

Het bestaan van een recht op verhaal en zijn modaliteiten moeten voorkomen in de aangetekende brief bedoeld onder lid 4.

De beslissing van uitsluiting wordt niet opgeschort door het indienen van het bezwaar.

Art. 90. § 1. De inrichtende macht of haar afvaardiging mag aan de uitgesloten leerling indien hij meerderjarig is of aan de minderjarige leerling en zijn ouders of aan de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, zijn inschrijving voorstellen in een andere inrichting die onder haar bevoegdheid valt.

§ 2. Indien de inrichtende macht die aansluit bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan aan de uitgesloten meerderjarige leerling of aan de uitgesloten minderjarige leerling en zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, geen andere inschrijving kan voorstellen in een inrichting die onder haar bevoegdheid valt, maakt zij een kopie van het geheel van het disciplinair dossier van de uitgesloten leerling over aan het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan waar ze bij aansluit. Dit stelt aan de meerderjarige leerling of aan de minderjarige leerling en zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, zijn inschrijving voor in een andere inrichting die onder de bevoegdheid valt van de inrichtende macht die het vertegenwoordigt.

Elk vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan van de inrichtende machten kan gedecentraliseerde commissies oprichten die hun advies geven wat inschrijvingen betreft.

Indien het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan of de gedecentraliseerde commissie bedoeld onder lid 2 van mening is dat de feiten waar de leerling zich schuldig aan maakte uiterst ernstig zijn, dan verhoort zij op haar beurt de leerling indien hij meerderjarig is, de leerling en zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent indien hij minderjarig is. Indien de leerling minderjarig is, informeert ze de bevoegde raadgever voor hulp aan de jeugd en vraagt zijn advies. Het advies van de raadgever wordt bij het dossier gevoegd.

Indien de minderjarige een maatregel van verplichte hulp geniet, in toepassing van de wet van 8 april 1965 in betrekking tot de bescherming van de jeugd of het decreet van 4 maart 1991 in verband met de hulp aan de jeugd, maakt de raadgever voor hulp aan de jeugd de aanvraag tot advies over aan de bevoegde directeur voor hulp aan de jeugd. Het advies gegeven door de directeur wordt bij het dossier gevoegd.

Indien het vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan of de gedecentraliseerde commissie meent dat de inschrijving van de uitgesloten leerling in een andere onderwijsinstelling van de inrichtende machten die het vertegenwoordigt niet kan doorgaan, dan brengt het daarvan de Administratie op de hoogte die het dossier overmaakt aan de minister die uitspraak doet over de inschrijving van de leerling in een onderwijsinrichting van de Franse Gemeenschap.

§ 3. Indien een inrichtende macht die niet aangesloten is bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan aan de uitgesloten leerling geen andere inschrijving kan voorstellen in een andere inrichting die onder haar bevoegdheid valt, maakt zij een kopie van het volledig disciplinair dossier van de uitgesloten leerling over aan de administratie.

In de gevallen bedoeld in lid 1, kan een recht op verhaal uitgeoefend worden bij de minister, door de leerling indien hij meerderjarig is, door zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent indien hij minderjarig is. Het verhaal wordt ingediend per aangetekend schrijven binnen de tien werkdagen die volgen op de kennisgeving van de definitieve uitsluiting. Het verhaal heeft enkel betrekking op het respecteren van de uitsluitingsprocedures.

Het bestaan van een recht op verhaal en zijn modaliteiten moeten voorkomen in het aangetekend schrijven bedoeld in artikel 89, § 2, lid 4.

Indien het verhaal als onaanvaardbaar wordt verklaard of niet gegrond, indien er geen verhaal is, dan doet de minister een uitspraak over de inschrijving van de leerling in een onderwijsinrichting van de Franse Gemeenschap.

Indien het verhaal als gegrond wordt verklaard, dan wordt de leerling onmiddellijk weer opgenomen door de inrichtende macht. Indien ze dit weigert, dan verliest ze voor een termijn bepaald door de Regering en die niet minder mag zijn noch meer dan een schooljaar, het voordeel van de werkingssubsidies voor de inrichting waar de leerling van uitgesloten werd.

Art. 91. Een opnieuw geweigerde inschrijving het volgend schooljaar in een onderwijsinrichting van de Franse Gemeenschap wordt behandeld als een definitieve uitsluiting. Ze wordt medegedeeld ten laatste op 5 september, overeenkomstig de modaliteiten bepaald onder artikel 89.

Art. 92. In het secundair onderwijs, wordt de minderjarige leerplichtige leerling die tijdens eenzelfde schooljaar meer dan 20 halve dagen ongerechtvaardigde afwezigheid telt, aangegeven door het hoofd van de inrichting aan de raadgever voor hulp aan de jeugd.

Elke nieuwe afwezigheid wordt maandelijks gemeld volgens dezelfde procedure.

De afwezigheid wordt in aanmerking genomen vanaf de 5de werkdag van september.

Art. 93. Vanaf de tweede graad van het secundair onderwijs verliest de leerling die tijdens eenzelfde schooljaar meer dan 30 halve dagen ongerechtvaardigde afwezigheid telt, de hoedanigheid van regelmatige leerling, behalve afwijking toegestaan door de minister omwille van uitzonderlijke omstandigheden.

De meerderjarige leerling die tijdens eenzelfde schooljaar meer dan 40 halve dagen ongerechtvaardigde afwezigheid telt, kan uitgesloten worden uit de inrichting, volgens de modaliteiten bepaald in artikel 89.

Art. 94. Elke inrichtende macht definieert de disciplinaire sancties en bepaalt de modaliteiten volgens welke ze genomen worden in de onderwijsinrichtingen die onder haar bevoegdheid vallen.

De voorlopige uitsluiting uit een inrichting of een cursus mag, in de loop van een eenzelfde schooljaar 12 halve dagen niet overschrijden.

Op aanvraag van het hoofd van de inrichting kan de minister een afwijking toestaan op lid 2, omwille van uitzonderlijke omstandigheden.

**HOOFDSTUK X. — Het recht op verhaal tegen de beslissingen van de klasseraad
in het buitengewoon secundair onderwijs met volledig leerplan**

Art. 95. De beslissingen in verband met de overgang naar een klas of naar een cyclus en met het uitreiken van diploma's, getuigschriften en attesten van slagen binnen een onderwijsinrichting vallen onder de bevoegdheid van de klasseraad.

De klasseraad wordt voorgezeten door het hoofd van de inrichting of zijn afgevaardigde en omvat alle leden van het onderwijzend personeel die verantwoordelijk zijn voor de leerlingen, met inbegrip van de leraar godsdienst of lekenmoraal. Een lid van het psycho-medisch-sociaal centrum evenals de betrokken opvoeders kunnen eveneens aanwezig zijn met een adviserende stem.

Elke leerkracht die geen titularis is en die ten minste gedurende twee maanden van het schooljaar zijn functie uitoefende, mag, met adviserende stem, de klasseraad bijwonen.

Art. 96. De minister, voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, de inrichtende macht voor het gesubsidieerd onderwijs, bepalen, in hun studiereglement, de essentiële modaliteiten :

1° van organisatie van de diverse tests met een verplichtend karakter;

2° van het verloop van de deliberaties;

3° van de mededeling van de beslissingen genomen door de klasseraad aan de leerlingen en hun ouders of aan de persoon die de ouderlijke macht uitoefent.

Ondanks de behandeling achter gesloten deuren en de geheimhouding van de deliberaties overhandigt het hoofd van de inrichting of eventueel zijn afgevaardigde, een schriftelijk antwoord indien de vraag hem uitdrukkelijk werd gesteld door de meerderjarige leerling of door zijn ouders of de persoon die verantwoordelijk is voor een minderjarige leerling, de exacte motivatie voor een beslissing van niet slagen of van een slagen met voorbehoud.

De meerderjarige leerling, de ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent van de minderjarige leerling, mogen, in zover dit mogelijk is in bijzijn van de leraar die verantwoordelijk is voor de evaluatie, elke test raadplegen waarop de beslissing van de klasseraad gedeeltelijk of volledig gebaseerd is. De ouders mogen zich laten vergezellen door een familielid.

Noch de meerderjarige leerling, noch de ouders van de minderjarige leerling of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent, mogen de tests raadplegen van een andere leerling.

Elke inrichtende macht voorziet een interne procedure bestemd om de betwistingen te onderzoeken die zouden kunnen ontstaan met betrekking tot de beslissingen van de klasseraad en om de meningen te verzoenen.

De interne procedure wordt afgesloten :

- op 30 juni voor de klasseraden van juni;
- binnen de 5 dagen die volgen op de deliberatie voor de klasseraden van september.

Art. 97. § 1. Er wordt, per type onderwijs, een Bezwaarraad opgericht tegen de beslissingen van de klasseraad in het secundair onderwijs.

§ 2. De Bezwaarraad voor het onderwijs van niet-confessionele aard omvat de inspecteurs-generaal van het secundair onderwijs of hun afgevaardigden, vijf effectieve en vijf vervangende leden aangeduid door de minister op voorstel van het Overlegcomité voor het secundair onderwijs van niet-confessionele aard en een voorzitter.

De Regering benoemt de voorzitter onder de algemene ambtenaren en inspecteurs-generaal die met pensioen gingen in de loop van de laatste vier jaar.

§ 4. De leden aangeduid op voorstel van elk Overlegcomité zijn verplichtend inrichtingshoofden in functie, die met pensioen gingen in de loop van de laatste vier jaar of die genieten van een ter beschikkingstelling voor persoonlijke redenen die het pensioen voorafging.

§ 5. De Bezwaarraden nemen hun beslissing met een tweederde meerderheid. Indien deze meerderheid niet bereikt werd, dan wordt het verhaal verworpen.

§ 6. De mandaten duren twee jaar. Ze zijn vernieuwbaar. Hun uitoefening gebeurt gratis. De leden hebben recht op verblijfskosten en verplaatsingskosten volgens de modaliteiten toepasselijk op de ambtenaren van rang 12.

Art. 98. § 1. De leerling, indien hij meerderjarig is, zijn ouders of de persoon die de ouderlijke macht uitoefent indien hij minderjarig is, kunnen een bezwaar indienen tegen een beslissing van niet slagen of van slagen met voorbehoud in zover zij de mogelijkheden van de interne procedure uitgeput hebben, bedoeld onder artikel 96, lid 5, binnen de tien dagen die volgen op de kennisgeving van de beslissing of van haar bevestiging.

Het bezwaar omvat een exacte motivatie. Elk document dat door de aanvrager aanzien wordt als informatief voor de Bezwaarraad, wordt er bijgevoegd.

Het bezwaar mag geen documenten bevatten die betrekking hebben op de beslissingen van de klasseraad in verband met andere leerlingen.

§ 2. Het bezwaar wordt per aangetekend schrijven overgemaakt aan de Administratie die het onmiddellijk doorgeeft aan de voorzitter van de Bezwaarraad. Een kopie van het bezwaar wordt dezelfde dag, eveneens per aangetekend schrijven, door de aanvragers overgemaakt aan het hoofd van de betrokken inrichting. Deze laatste kan aan de Administratie elk document doen geworden dat de Bezwaarraad zou kunnen informeren. Hij kan eveneens een gemotiveerd advies overmaken aan de Bezwaarraad over de gegrondheid van het bezwaar. De Administratie maakt dit document onmiddellijk over aan de voorzitter van de Bezwaarraad.

De Bezwaarraad gelast de inrichting met het voorbereiden te zijner intentie van elk document dat hij nuttig acht bij het nemen van zijn beslissing. Hij kan elke persoon verhoren die hij nodig acht. Hij kan zich laten bijstaan door deskundigen die hij kiest.

Op aanvraag van de klasseraad wordt zijn voorzitter verhoord door de Bezwaarraad.

§ 3. De beslissing van de Bezwaarraad, de beslissing van de klasseraad vernietigend, vervangt deze.

§ 4. De Regering bepaalt de werkingsmodaliteiten van de Bezwaarraad evenals de vorm van de attesten en getuigschriften die afgeleverd worden ter uitvoering van deze beslissingen.

Art. 99. De beslissingen van de Bezwaarraad zijn gesteund op de overeenstemming met de bekwaamheden verworven door de leerling en de bekwaamheden die hij normaal moet verwerven evenals de gelijkwaardigheid van het niveau van de evaluatietests die de leerlingen afgenomen worden en de tests ontwikkeld door de diverse Commissies voor evaluatiehulpmiddelen.

Zolang de bekwaamheden niet vastgesteld werden of de evaluatietests niet werden ontwikkeld, neemt de Bezwaarraad zijn beslissingen in functie van het studieprogramma.

HOOFDSTUK XI. — *De kosteloze toegang tot het onderwijs*

Art. 100. § 1. Geen enkel rechtstreeks of onrechtstreeks schoolgeld mag geïnd worden buiten de gevallen voorzien enerzijds door artikel 12, § 1bis van de wet van 29 mei 1959, bepaalde beschikkingen wijzigend van de wet op het onderwijs, anderzijds door artikel 59, § 1, van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs.

§ 2. Worden niet beschouwd als de inning van een schoolgeld in het basisonderwijs, de onkosten geraamd op hun echte kostprijs met betrekking tot de volgende diensten of materialen :

1° het toegangsrecht tot het zwembad en tot de culturele en sportieve activiteiten in het kader van het pedagogisch project van de inrichtende macht of in het inrichtingsproject evenals de verplaatsingen die eraan verbonden zijn;

2° eventuele fotokopieën die aan de leerlingen uitgedeeld worden ter aanvulling van de schoolboeken bedoeld onder artikel 102;

3° het klasagenda wanneer het behoort tot het pedagogisch project van de inrichtende macht of bij het inrichtingsproject.

Worden niet beschouwd als de inning van een schoolgeld in het secundair onderwijs, de onkosten geraamd op hun echte kostprijs met betrekking tot de volgende diensten of materialen :

1° het toegangsrecht tot het zwembad en tot de culturele en sportieve activiteiten in het kader van het pedagogisch project van de inrichtende macht of in het inrichtingsproject evenals de verplaatsingen die eraan verbonden zijn;

2° de fotokopieën die aan de leerlingen uitgedeeld worden;

3° het uitlenen van schoolboeken, persoonlijke uitrustingen en materiaal;

4° het klasagenda.

§ 3. De gegroepeerde aankopen, voor zover ze vrijblijvend zijn, de deelnamekosten in vrijblijvende activiteiten, de abonnementen op tijdschriften in zover ze vrijblijvend zijn, worden niet als schoolgeld beschouwd.

§ 4. De inrichtende machten zijn verplicht de kosten te innen bedoeld in § 2 en de bepalingen van artikel 11 te eerbiedigen.

Het niet betalen van de kosten bedoeld in lid 1 kan in geen enkel geval een motief of een weigering van inschrijving noch van uitsluiting zijn.

De inrichtende machten kunnen oprichten :

1° een solidariteitswerking onder de leerlingen voor de kosten bedoeld in § 3;

2° een forfaitair bedrag overeenstemmend met de gemiddelde echte kosten voor de onkosten bedoeld in § 2.

Art. 101. § 1. Indien de Administratie beschikt over elementen die erop wijzen dat een inrichtende macht rechten heeft geïnd die hoger zijn dan de kosten bedoeld in artikel 100, § 2, verhoort ze de afgevaardigde van de inrichtende macht en maakt het dossier over aan de minister.

Indien de minister meent dat de feiten duidelijk zijn, maant hij de inrichtende macht aan de inbreuk te doen ophouden door de teveel geïnde bedragen terug te geven.

Indien de inrichtende macht weigert hier gevolg aan te geven, laat de Regering de te veel geïnde bedragen aftrekken van de werkingssubsidies van de betrokken inrichting.

Indien het teveel geïnde het bedrag van de werkingssubsidies overschrijdt, dan schort de Regering de subsidies van de inrichting op, zowel wat de werkingssubsidies betreft als de salarissen, tot de integrale terugbetaling van het teveel geïnde.

§ 2. Indien de Administratie beschikt over elementen die erop wijzen dat een inrichtende macht schoolgeld heeft geïnd, verhoort ze de afgevaardigde van de inrichtende macht en maakt het dossier over aan de minister.

Indien de minister meent dat de feiten duidelijk zijn, maant hij de inrichtende macht aan de inbreuk te doen ophouden door de teveel geïnde bedragen terug te geven.

Indien de inrichtende macht weigert hier gevolg aan te geven, laat de Regering voor het lopende schooljaar het geheel van de werkingssubsidies van de betrokken inrichting intrekken. Indien het teveel geïnde schoolgeld dit bedrag overschrijdt, dan schort de Regering de subsidies van de inrichting op, zowel wat de werkingssubsidies betreft als de salarissen, tot de integrale terugbetaling van het teveel geïnde schoolgeld.

Art. 102. Jaarlijkse en forfaitaire subsidies worden toegekend om de kosten te dekken in betrekking met de werking en de uitrusting van de inrichtingen en met de kosteloze uitdeling van handboeken en schoolbehoeften aan de leerlingen die schoolplichtig zijn.

HOOFDSTUK XII. — Wijzigingsbepalingen

Afdeling 1. — Wijzigingen in de wetten op het uitreiken van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949

Art. 103. In artikel 10 van de wet op het uitreiken van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, gewijzigd door het decreet van 5 december 1994, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° de § 3 wordt hersteld in de volgende bepaling :

« § 3. Een getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad wordt toegekend aan het eind van het vierde studiejaar van het secundair onderwijs.

Een getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad wordt eveneens toegekend door de examencommissie van de Franse Gemeenschap.

Dit getuigschrift maakt geen voorwerp uit van een homologatie. »

Afdeling 2. — Wijziging in de gecoördineerde wetten van 30 april 1957 op het technisch onderwijs

Art. 104. De artikelen 15, 26, 27, 28, 42, 65, 66 en 67 van de gecoördineerde wetten van 30 april 1957 op het technisch onderwijs worden opgeheven wat het secundair onderwijs met volledig leerplan betreft.

Afdeling 3. — Wijziging in de gecoördineerde wetten van 30 april 1957 op het middelbaar onderwijs

Art. 105. Artikel 74 van de gecoördineerde wetten van 30 april 1957 over het middelbaar onderwijs wordt opgeheven.

Afdeling 4. — Wijziging in de gecoördineerde wetten van 20 augustus 1957 op het lager onderwijs

Art. 106. Artikel 50, § 1, lid 1, en § 2 van de gecoördineerde wetten van 20 augustus 1957 op het lager onderwijs, worden opgeheven.

Art. 107. Bij artikel 10 van de gecoördineerde wetten van 20 augustus 1957 op het lager onderwijs wordt ingevoegd : een derde lid dat als volgt is opgesteld :

« De kantonnale inspecteur of de kantonnale adjunct-inspecteur kan eveneens aan de raadgever voor hulp aan de jeugd mededelen welke minderjarige leerling die het basisonderwijs bezoekt meer dan twintig halve dagen ongerechtvaardigde afwezigheid telt. »

Afdeling 5. — Wijzigingen in de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving

Art. 108. Artikel 11 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt vervangen door de volgende schikking :

« Artikel 11. In de deliberaties van de klasseraad wordt er evenveel rekening gehouden met de resultaten door de leerling behaald in godsdienst of lekenmoraal als met de andere uitslagen. »

Art. 109. In artikel 24, § 2, lid 2, van dezelfde wet wordt een 2° bis wordt ingevoegd :

« 2° bis De beschikkingen eerbiedigen bepaald door het decreet van..... dat de prioritare taken definieert van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren oprichtend die het mogelijk maken ze te bereiken; »

Afdeling 6. — Wijziging in de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur van het secundair onderwijs

Art. 110. Artikel 2, § 2, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur van het secundair onderwijs, wordt vervangen door de volgende beschikking :

« § 2. Het secundair onderwijs met volledig leerplan is gemeenschappelijk voor alle leerlingen tijdens de eerste twee jaren.

Deze eerste twee jaren kunnen eveneens georganiseerd worden in de vorm van een gedifferentieerde eerste graad. De overgangsmodaliteiten van deze eerste gedifferentieerde graad naar de eerste en de tweede graad worden bepaald door de Regering. »

Afdeling 7. — Wijzigingen in het decreet van 9 november 1990 tot organisatie van de door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijsinstellingen en tot invoering van een regeling tot inspraak voor leden van de onderwijs-gemeenschap

Art. 111. Artikel 10, § 1, 1° en 2° van bovenvermeld decreet van 9 november 1990 wordt opgeheven wat het basis- en secundair onderwijs betreft.

Art. 112. In artikel 11, § 1 van hetzelfde decreet, tussen de woorden « met uitsluiting van de onderwijsinstellingen » en de woorden « hoger onderwijs van het korte type en met volledig leerplan » worden de woorden « van het basis-, secundair onderwijs en » ingevoegd.

Afdeling 8. — Wijzigingen in het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het Onderwijs voor sociale promotie

Art. 113. Bij artikel 18 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, worden de woorden « veertien effectieve leden » en « veertien plaatsvervangers » respectievelijk vervangen door de woorden « zeventien effectieve leden » en « zeventien plaatsvervangers ».

Art. 114. Artikel 20, lid 1, van hetzelfde decreet wordt aangevuld door de volgende beschikking :

« 4° drie leden die de syndicale organisaties vertegenwoordigen, erkend door de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel. »

Art. 115. In artikel 30, 1° van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, worden de woorden « het getuigschrift van secundair onderwijs van de tweede graad toegekend aan het eind van het vierde studiejaar van het secundair onderwijs » ingevoegd tussen de woorden « getuigschrift van lagere studies » en de woorden « en de bekwaamheidsbewijzen, kwalificatiegetuigschriften genaamd ».

Afdeling 9. — Wijzigingen in het decreet van 27 oktober 1994 houdende de organisatie van het overleg voor het secundair onderwijs

Art. 116. Bij artikel 2 van het decreet van 27 oktober 1994 houdende de organisatie van het overleg voor het secundair onderwijs, worden de woorden « bekwaamheidsniveaus die het niveau van de studies bepalen » vervangen door de woorden « bekwaamheidsniveaus, bekwaamheden en kennis, bedoeld onder artikelen 16, 25, 26 en 35 van het decreet van dat de prioritare taken definieert van het basis- en secundair onderwijs en de nodige structuren om ze te bereiken ».

Art. 117. Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende beschikking :

« § 4. De algemene beheerder kan met adviserende stem deelnemen aan de vergaderingen van de Algemene Overlegraad. »

Art. 118. In artikel 7, § 1, lid 1 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen toegebracht :

1° de woorden « 24 » worden vervangen door de woorden « 32 »;

2° dit lid wordt aangevuld als volgt :

« 7° vier leden die het onderwijs voor sociale promotie vertegenwoordigen;

8° een lid dat het buitengewoon onderwijs vertegenwoordigt;

9° een lid dat het Communautair en Regionaal Bureau voor de beroepsvorming en de tewerkstelling vertegenwoordigt;

10° een lid dat het Brussels Franstalig instituut voor de beroepsvorming vertegenwoordigt :

11° een lid dat het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en van de kleine en middelgrote ondernemingen vertegenwoordigt. »

Afdeling 10. — Wijzigingen aan het decreet van 14 maart 1995 met betrekking tot het bevorderen van een school voor welslagen in het basisonderwijs

Art. 119. Artikel 1, 2° van het decreet van 14 maart 1995 met betrekking tot het bevorderen van een school voor welslagen in het basisonderwijs wordt vervangen door de volgende schikking :

« Bekwaamheidsniveaus : referentiewaarden die op een gestructureerde manier de basisbekwaamheden voorstellen die moeten uitgeoefend worden tot op het eind van de acht eerste jaren van het verplicht onderwijs en die moeten beheerst worden op het eind van elk van de stappen van deze laatste omdat ze als noodzakelijk beschouwd worden voor de sociale integratie en het voortzetten van de studies. »

Art. 120. In artikel 18, lid 2, van hetzelfde decreet worden de woorden « Administrateur-generaal van de Organisatie van het Onderwijs » vervangen door de woorden « de Adjunct-Directeur-generaal van de Organisatie van het Onderwijs ».

Art. 121. In artikel 21 van hetzelfde decreet worden de volgende verbeteringen aangebracht :

1° lid 1 wordt aangevuld door de volgende bepaling :

- drie vertegenwoordigers van de representatieve syndicale organisaties;

2° dit artikel wordt aangevuld door het volgende lid :

« De Administrateur-generaal kan met adviserende stem deelnemen aan de vergaderingen van de Algemene Vergadering. »

Art. 122. In artikel 22 van hetzelfde decreet wordt de volgende lid ingevoegd :

« De vertegenwoordigers van de representatieve syndicale organisaties nemen geen deel aan de debatten in verband met de vrijheid van de pedagogische methoden bedoeld onder artikel 6 van voornoemde wet van 29 mei 1959. »

HOOFDSTUK XIII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 123. In afwijking van artikel 103, in het onderwijs voor sociale promotie, krijgen de leerlingen die de opleiding begonnen zijn die de CESI toekent, ten laatste op 1 september 1997 het Getuigschrift voor lager secundair onderwijs op het ogenblik dat zij deze opleiding met vrucht beëindigen.

Art. 124. De inrichtende machten die dit wensen, kunnen genieten van de beschikkingen van artikelen 7, 14, 30, 33, 53, 54, 60, in zover voldaan werd aan de voorschriften van artikelen 63 tot 68, 70 en 71.

Art. 125. Het decreet wordt van kracht op 1 september 1997, met uitzondering van :

1° de artikelen 69, 96 tot 99, 103, 111 en 112 die van kracht worden op 1 januari 1998;

2° de artikelen 76, lid 1, 1°, 3° en 4°, lid 2, 77 en 78 die van kracht worden op 1 september 1998;

3° de artikelen 7, 14, 30, 33, 53, 54, 60, 63 à 68, 71 à 73, 76, lid 1, 2° die van kracht worden op 31 december 1998;

4° artikel 110 waarvan de Regering bepaalt wanneer het in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, op 24 juli 1997

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,
L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

De Minister voor Cultuur en Volwassenenschooling,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



5 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant la clôture de la session 1996-1997 du Parlement de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 32, § 1^{er} et § 3;

Sur proposition de la Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 2 septembre 1997;

Arrête :

Article 1^{er}. La session de 1996-1997 du Conseil de la Communauté française est close.